

Divisée, la gauche à l'heure du choix

► Sorti en tête du second tour des élections législatives, le Nouveau Front populaire n'en finit plus d'exposer ses querelles et ses divisions

► « Insoumis », socialistes, écologistes et communistes ne parviennent pas à s'entendre sur un candidat au poste de premier ministre

► Face à cette situation « ridicule », Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, réclame une reprise immédiate des négociations

► « Soyez à la hauteur des espoirs. » Un collectif du monde associatif et syndical appelle la gauche à la responsabilité

PAGE 10 ET TRIBUNE PAGE 26

ÉDITORIAL
DE COÛTEUSES
TERGIVERSATIONS

PAGE 26

MÉGABASSINES LE DÉBAT SUR LE PARTAGE DE L'EAU PARASITÉ PAR LES RISQUES D'AFFRONTEMENTS

► Mobilisation dans le Poitou pour un moratoire sur les projets d'irrigation géants
► Après les heurts de Sainte-Soline en 2023, le spectre de la violence plane sur ce rassemblement

PAGES 6-7



Le village temporaire d'opposants aux projets d'irrigation géants, à Melle (Deux-Sèvres), le 16 juillet. ROMAIN PERROCHEAU/AFP

Un dernier conseil des ministres au parfum de cohabitation

C'EST SANS EFFUSION inutile qu'Emmanuel Macron a accepté, mardi 16 juillet, la démission du premier ministre, Gabriel Attal, et du gouvernement. Désormais, les ministres sont cantonnés à la gestion des affaires courantes. Le président de la République a sans doute présidé son dernier conseil de ministres macronistes. Ensuite, il sera entouré de représentants d'une Assemblée où il a perdu la majorité. Il flotte donc déjà dans l'atmosphère un parfum de cohabitation. Quand bien même la Macronie est donnée

comme à demi morte par une partie du camp présidentiel, Emmanuel Macron rappelle aux siens l'« exigence d'unité » et le « principe de responsabilité qui doit être la règle pour tous, majorité comme opposition ». Gabriel Attal – élu président du groupe Ensemble pour la République, au Palais-Bourbon – et Gérard Darmanin pourraient se sentir visés par les propos du chef de l'Etat. Les deux ambitieux bataillent en coulisses pour fédérer autour d'eux un maximum d'élus.

PAGE 8

Israël

HRW met à mal les dénégations du Hamas

Selon un rapport de Human Rights Watch, le mouvement terroriste et des factions palestiniennes se sont rendus coupables de crimes de guerre et contre l'humanité le 7 octobre 2023

PAGE 5

Paris 2024

Le grand bain olympique d'Anne Hidalgo

A moins de deux ans des élections municipales, la maire de Paris entend bien bénéficier de la lumière des Jeux olympiques, organisés dans la capitale

PAGE 15

JO

Comment est anticipée la menace terroriste

Le risque d'attentat est élevé, même si les services de renseignement n'ont pas observé de vaste campagne de mobilisation de l'étranger

PAGE 13

Urbanisme

Luxe et business à l'assaut des Champs-Élysées

Les projets ambitieux se multiplient sur l'avenue parisienne, souvent menés par LVMH. Des financements privés qui redessinent l'espace public

PAGES 16-17

Mémoires Indochine, le temps des illusions



Juché sur un éléphant, le gendarme Auguste Morère, lors d'une prospection en Indochine, vers 1930. COLLECTION PARTICULIÈRE

IL Y A SOIXANTE-DIX ANS, les accords de Genève marquaient, le 21 juillet 1954, la dissolution de l'Indochine, colonie française d'Extrême-Orient, dont une partie est aujourd'hui devenue le Vietnam. Au cours d'une série de reportages en trois épisodes, *Le Monde* s'y est rendu, en quête des ultimes traces, de plus en plus évanescences, de ce passé.

Que reste-t-il de cette présence française d'un peu moins d'un siècle? Pour la centaine de millions de Vietnamiens, très peu de choses, n'en déplaie aux nostalgiques. Le français voit ses derniers locuteurs disparaître et, vu de Hanoï et de l'ex-Saïgon, la France, puissance en déclin, n'est plus qu'une entité négligeable.

PAGES 20-21

Sport

Le rugby français face à ses démons

Violence, racisme... Les récentes affaires touchant le XV de France font resurgir des questions sur la culture d'un sport très masculin et abonné aux excès de la troisième mi-temps

PAGE 14

Europe

Roberta Metsola réélue à la tête du Parlement

PAGE 3

Industrie

Caddie, le célèbre fabricant de chariots, liquidé

PAGE 18

UN JOYAU DU CINÉMA ESPAGNOL
El Mundo

LA BEAUTÉ DE TROIS CORPS
TRAVERSÉS PAR L'HISTOIRE
Cahiers du Cinéma

Dos Madres

un film de VÍCTOR IRIARTE

ANA TORRENT
LOLA DUEÑAS

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

CAHIERS CINÉMA Le Monde (SIMONE) VOCABLE VO



Des habitants de Toretzk qui refusent d'être évacués de la ville ukrainienne, dans le Donbass, le 3 juillet.
ALINA SMUTKO/REUTERS

« NOUS VERSONS NOTRE SANG POUR QUE CE PAYS RESTE LIBRE, TANDIS QU'EUX VEULENT RETOURNER À L'ÉTAT D'ESCLAVE », DÉPLORE BORIS, UN OFFICIER UKRAINIEN

je dirais que presque la moitié des habitants sont là. Beaucoup reviennent parce qu'ils n'arrivent pas à trouver une situation à l'arrière », dit-elle, concentrée sur la préparation d'un milk-shake.

Quelques centaines de mètres plus loin, dans une rue séparant les immeubles des pavillons, Oleksandr, un sergent de 26 ans, solide gaillard aux yeux protubérants, reçoit dans la cour cimentée d'une modeste maison de plain-pied. Il referme le portail et semble sur ses gardes, dressant l'oreille aux bruits venant de la rue. « Il y a déjà deux voitures militaires garées devant chez moi. Encore une et c'est un obus garanti ce soir », dit-il en plaisantant à moitié. « Ici, faut pas se fâcher avec ses voisins, sinon on se prend un missile. Tous ensemble, parce que les Russes ne sont pas très précis et n'hésitent pas à tirer sur les leurs », poursuit-il, pince-sans-rire.

Originaire lui aussi de Vinnytsia, le sergent considère que les civils locaux sont non seulement hostiles, mais que certains vont jusqu'à informer l'armée russe de toute concentration de militaires ukrainiens. « Les jdouny utilisent des groupes fermés sur [le réseau social chiffré] Telegram, dans lequel ils échangent des informations avec l'ennemi. » Il montre sur son smartphone la discussion du groupe de Selydove. Des horaires et des lieux précis sont indiqués, des informations sur des frappes passées sur Selydove. « Pour être invité dans le groupe, il suffisait d'identifier rapidement des photos de lieux connus seulement des locaux », précise-t-il.

Espions rémunérés

Le contre-espionnage, qui n'a pas répondu aux sollicitations du Monde, annonce à un rythme quotidien l'arrestation d'espions rémunérés par les Russes pour renseigner ces derniers sur les mouvements de militaires ukrainiens, et parfois corriger les tirs.

Au début de l'invasion russe, la question d'une évacuation obligatoire des civils des zones fortement bombardées a été réglée défavorablement. « Même s'ils renseignent les Russes, je préfère qu'ils restent ici plutôt qu'ils aillent semer leurs idées à l'arrière. S'ils veulent la Russie, qu'ils traversent le rideau de feu », intervient un autre Oleksandr, un grand brun qui s'est joint à la conversation.

Ce pilote de drone, originaire de Kharkiv et âgé de 31 ans, relate un incident survenu l'hiver dernier, qui a achevé de le rendre suspicieux. « C'était à Mymohrad [une ville fortement bombardée, 15 kilomètres plus au nord], tard le soir, nous revenions d'une mission épuisante, et nous étions en train de décharger les véhicules, quand une grand-mère s'est approchée pour nous offrir des pirojkis [petits chaussons salés]. Son insistance m'a surpris. Les gars ont préparé le thé pour accompagner les pirojkis, mais l'insistance de la grand-mère me turlupinaït, alors j'en ai ouvert un, pendant que les gars se moquaient de ma méfiance. Il y avait des petites aiguilles à l'intérieur. »

Des incidents similaires surviennent de l'autre côté du front, rapportés par des blogueurs militaires russes sur leurs chaînes Telegram. Là-bas, les militaires utilisent le mot *jdouny* pour les Ukrainiens espérant la fin de l'occupation russe. Partout, les civils attendent, les fossés se creusent, et personne n'en voit la fin. ■

EMMANUEL GRYNZSPAN

Dans le Donbass, « les gens qui restent attendent les Russes »

Quelques rares personnes continuent de vivre sous les bombes et refusent de quitter leur maison, attisant la suspicion et la colère des militaires ukrainiens

REPORTAGE

HIRNY ET SELIDOVE (DONBASS, UKRAINE) - envoyé spécial

Un fossé invisible se creuse juste derrière les lignes ukrainiennes, à mesure que l'armée russe transforme champs, forêts et villes du Donbass en paysage lunaire. Le supplice subi par la population locale dure depuis 870 jours, et la méfiance s'installe entre les rares civils s'accrochant à leurs demeures et les militaires, de plus en plus nombreux à prendre leurs quartiers dans des maisons abandonnées ou louées aux propriétaires en fuite.

Boris, un officier ukrainien de 52 ans, responsable divisionnaire du soutien psychologique et moral, au sein de la 59^e brigade motorisée, est persuadé que « 90 % des civils qui restent terrés dans leurs maisons bombardées sont des prorusses ». N'étant pas autorisé à parler aux médias, pas plus que les autres militaires cités dans l'article, l'officier en tenue de camouflage demande que son identité ne soit pas révélée. Il s'est choisi « Johnson » comme nom de guerre, en référence à l'ancien premier ministre britannique, avec lequel il ne présente aucune ressemblance.

Au volant de son puissant 4 × 4 repeint couleur kaki, l'officier grisonnant fonce sur une route ca bossée du Donbass. Il reste deux virages, et la route bordée par un sous-bois dense débouche sur Hirnyk, cité minière qui comptait dix mille habitants avant l'invasion russe. Kilomètres des positions russes, la ville est fréquem-

ment visée par des tirs. Hirnyk domine une plaine où l'on distingue, à travers la fumée des combats, les contours de Donetsk, autrefois capitale régionale, tombée sous contrôle russe en 2014.

« Aucune personne normale ne peut supporter une violence pareille, s'émeut Boris, qui est originaire de Vinnytsia, dans l'ouest du pays. Tous les gens normaux sont partis depuis belle lurette. Ceux qui restent attendent les Russes, je ne vois pas d'autre explication. » Une chose le fait sortir de ses gonds : voir des enfants dans cet enfer. « Comment des parents peuvent-ils leur infliger ça ? »

« Occuper les cerveaux »

Sa voiture fait une embardée, évitant de justesse un nid-de-poule assez profond pour fracasser un châssis de Lada. A cette distance des lignes russes, il est prudent de tendre l'oreille pour déceler un drone ou un début de bombardement, mais Boris met la radio à fond pour appuyer son propos. Il balaie les fréquences FM. Une dizaine de stations se succèdent. Toutes passent de la musique de variétés russe ou soviétique (interdite sur les ondes ukrainiennes), sauf deux : Radio Respublika, diffusant en russe, de Donetsk, des informations pro-Kremlin, et une station non identifiée, sur laquelle on discerne quelques mots en ukrainien, bientôt supplantés par une chansonnette russe. « L'ennemi a gagné la bataille des ondes. Ici, on est déjà occupés par la propagande russe. Télé ou radio, c'est pareil », peste Boris « Johnson ».

Le problème n'est pas nouveau. Depuis 2014, les forces russes ont installé des émetteurs surpuissants, permettant aux chaînes ra-

« JE RESTE ICI PARCE QUE JE N'AI PAS D'ÉCONOMIES. AUCUN DE CES MILITAIRES NE M'A TROUVÉ UN TRAVAIL À L'ARRIÈRE », DÉPLORE OLENA

dio et télé hertziennes russes d'« écraser » littéralement le signal des émetteurs ukrainiens, débordant ainsi de 10 à 30 kilomètres par endroits la zone réellement contrôlée par Moscou. Pour Boris, c'est une manière d'« occuper les cerveaux » avec une propagande anti-ukrainienne agressive. Entre 2014 et l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, les habitants de la zone de front s'accrochant à leurs maisons malgré le danger étaient surnommés les « gens-buissons ». Une métaphore reposant sur l'idée d'un enracinement jusqu'à l'absurde, imaginée par ceux qui trouvent incompréhensible de prioriser son logement par rapport à sa vie.

Mais, depuis que l'armée russe a rasé des dizaines d'agglomérations ukrainiennes et perpétré des crimes de guerre à grande échelle dans les zones occupées, cette expression a été remplacée par un néologisme proposant une explication idéologique. Ils sont devenus des *jdouny* (ceux qui attendent), sous-entendu : les Russes.

« La plupart des jdouny ont grandi à l'époque soviétique. Ils croient qu'en Russie la saucisse est moins chère, la retraite plus élevée. La propagande russe les berce avec l'illusion d'un retour au

passé. Ce sont des gens sans éducation, des moutons qui croient n'importe quoi ! », s'insurge le militaire de carrière.

Les quelques centaines de civils restés à Hirnyk n'apprécient guère le label de *jdouny*. « Ce sont les soldats qui nous appellent comme ça ! Ils nous disent : "Si tu es encore ici, tu es un jdoun" », explose Olena, caissière à la station-service située au coin du stade municipal. Cette quinquagénaire transpire à grosses gouttes, faute d'air conditionné. Les fenêtres de l'échoppe sont barricadées. Dehors, il fait plus de 40 degrés, et le client est rare. Les civils sont terrés chez eux.

La nuit a été très pénible, « bruyante », comme on a l'habitude de le dire à proximité du front. « Je reste ici parce que je n'ai pas d'économies. J'ai une fille de 16 ans à nourrir, et je n'ai aucune envie de me retrouver à mendier dans une gare. Aucun de ces militaires ne m'a trouvé un travail à l'arrière ni ne m'a proposé son logement », déplore Olena, en faisant un signe de tête à une collègue assise sur un tabouret, de l'autre côté du magasin. Cette dernière rectifie : « Tous les militaires ne sont pas comme ça, certains sont sympas. »

Dissimulée par prudence, l'opinion politique d'Olena émerge au cours de la conversation : « Je ne me suis pas agitée à Maidan, moi, je travaillais... », dit-elle en faisant référence au moment charnière de l'hiver 2013, lorsqu'une insurrection à Kiev avait renversé le régime népotique du président d'alors, Viktor Ianoukovitch. « Les responsabilités [dans le conflit] sont partagées... », insinue-t-elle. N'est-il pas factuel qu'un pays a envahi son voisin ? La demande de clarification la fait battre en re-

traite : « Je ne comprends pas grand-chose à la politique. » A ce moment, un militaire entre dans le magasin pour acheter une boisson énergisante. Le silence se fait aussitôt. Le militaire repart sans avoir prononcé un mot.

Roulant en sens inverse vers la ville de Selydove (22.000 habitants en 2020) Boris fulmine quand on lui rapporte les propos de la caissière. « Qu'est-ce qu'elle ne comprend pas ? Ils répètent tous la même propagande... Ces gens sont incapables de penser par eux-mêmes et répètent des mensonges forgés à Moscou. » Le comble, pour lui : « Nous versons notre sang pour que ce pays reste libre, tandis qu'eux veulent retourner à l'état d'esclave. »

Selydove, bien qu'un peu plus éloignée des canons russes, à 15 kilomètres du front, a davantage souffert que Hirnyk. Toutes les écoles et l'hôpital ont été détruits, ainsi que plusieurs bâtiments publics, des immeubles et des maisons. Deux bombes guidées russes ont tué cinq civils et blessé quinze personnes le 6 juillet, et les frappes sont quotidiennes. Néanmoins, aux abords du marché central, les rues restent animées en milieu de journée. Militaires et civils se côtoient sans animosité perceptible.

Les uns et les autres font la queue devant un kiosque à café et boisons rafraichissantes – l'alcool est interdit dans la région. Derrière le comptoir, Iryna, une jeune femme brune élancée aux bras tatoués, distribue à tous de grands sourires et s'exprime exclusivement en ukrainien. Pour elle, un tiers des habitants sont des *jdouny* ; le reste est soit « apolitique », soit comme elle, c'est-à-dire « patriote ». « La plupart des jeunes sont partis, mais

Kiev souhaite que Moscou participe à un nouveau sommet pour la paix

L'invitation de Volodymyr Zelensky, lundi, suggère un assouplissement de la posture diplomatique du pays, en difficulté militaire

Volodymyr Zelensky s'efforce de reprendre l'initiative diplomatique après celle – jugée inopportune par les Occidentaux – menée début juillet par le premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui s'était rendu successivement à Kiev, à Moscou et à Pékin avec son propre « plan de paix ».

Lundi 15 juillet, lors d'une conférence de presse, le chef d'Etat ukrainien a affirmé vouloir présenter un « *plan* » pour une « *paix juste* », lors de pourparlers prévus en novembre. Ce sommet devrait donc se tenir le mois de l'élection présidentielle américaine, dont l'issue apparaît cruciale pour le soutien militaire futur à l'Ukraine.

Pour la première fois depuis l'échec de pourparlers, au printemps 2022, Volodymyr Zelensky ouvre la porte à des négociations directes avec Moscou, sans poser comme condition préalable le départ des forces d'occupation russes du territoire ukrainien. Répondant à la question d'une journaliste ukrainienne sur la pertinence d'un nouveau sommet de la paix, il a déclaré : « *Je pense que des représentants russes devraient s'y rendre.* »

En juin, un premier sommet de la paix s'était déroulé en Suisse, à l'initiative de Kiev, avec la présence d'une centaine de pays. La Russie n'avait pas été invitée. Ignorée par la Chine – alliée de Moscou –, la réunion s'était achevée par une déclaration timorée signée par quatre-vingts pays ne comportant même pas d'appel à la Russie, afin qu'elle mette fin à son invasion.

Note de scepticisme

Dans le nouveau plan évoqué par le président ukrainien, lundi, il n'est pas question de cessez-le-feu, mais de trois axes de travail : la sécurité énergétique de l'Ukraine, la libre navigation en mer Noire, sujet-clé pour les exportations ukrainiennes, et les échanges de prisonniers.

Au cours de la conférence de presse, le chef d'Etat a également déclaré : « *Je pense que si Donald Trump devient président, nous travaillerons ensemble. Cela ne m'inquiète pas.* » Le candidat du Parti républicain américain a laissé entendre qu'il mettrait fin à la guerre très rapidement, « *en vingt-quatre heures* », s'il redevenait président. De nombreux observateurs pensent que cela contraindrait Kiev à négocier avec Moscou dans une position de faiblesse, alors que l'armée russe occupe aujourd'hui environ 20 % du territoire ukrainien et reste en posture offensive. Le conflit a déjà fait des centaines de milliers de victimes et détruit des dizaines de villes.

Washington a réagi avec scepticisme à l'invitation de représentants russes. « *Nous en avons discuté avec [Kiev]. Mais (...) c'est à l'Ukraine de décider quand, comment et sous quelle forme entreprendre des négociations diplomatiques* », a commenté le porte-parole du département d'Etat américain Matthew Miller, lors d'une conférence de presse, le 15 juillet. Il a toutefois glissé une note de scepticisme, signalant que le Kremlin ne manifeste pas de désir particulier de trouver une solution diplomatique au conflit.

Réagissant le lendemain, le porte-parole du Kremlin, Dmitri

« [UN SOMMET POUR LA PAIX], IL FAUT D'ABORD COMPRENDRE CE QUE VOLODYMYR ZELENSKY ENTEND PAR LÀ »

DMITRI PESKOV
porte-parole du Kremlin

Peskov, s'est montré méfiant : « *Le premier sommet pour la paix n'était pas du tout un sommet pour la paix. Donc, visiblement, il faut d'abord comprendre ce que Volodymyr Zelensky entend par là.* » Le ton a donc changé depuis le refus tout net signifié, le 11 juillet, par le vice-ministre des affaires étrangères russe. « *Nous sommes conscients des intentions du régime de Kiev et de ses patrons occidentaux de se "réhabiliter" après l'échec du "sommet de la paix" en Suisse (... ils envisagent même d'inviter la Russie* », avait alors déclaré Mikhaïl Galouzine à l'agence d'Etat RIA Novosti, concluant, lapidaire : « *Nous n'acceptons pas de tels ultimatum, et nous ne participerons pas à de tels sommets.* »

Contre toute attente, en Ukraine, l'invitation faite aux Russes est passée sans difficulté. Annoncée par Volodymyr Zelensky, l'initiative n'a suscité aucune question des journalistes ukrainiens dans l'heure qui a suivi. Et elle n'a pas davantage fait les gros titres de la presse dans la foulée. Le spécialiste en relations internationales, du groupe de réflexion, basé à Kiev, Centre for Defence Strategies, Alexander Khara explique cette absence de réaction par le fait que l'initiative présidentielle est essentiellement tournée vers les partenaires étrangers de l'Ukraine : « *Il s'agit, d'une part, de montrer aux alliés occidentaux que l'Ukraine avance son propre plan de paix de manière constructive. D'autre part, c'est un signal envoyé au Sud global, notamment aux pays qui subissent les conséquences de la guerre tout en étant sous influence russe.* »

« *Les Ukrainiens ne pensent pas qu'il soit possible que des négociations menées avec les Russes aboutissent. En revanche, nous comprenons que Zelensky doit poursuivre l'effort du sommet pour la paix en Suisse, où tous les objectifs n'ont pas été atteints* », selon M. Khara.

Un sondage mené par le centre Razumkov montre néanmoins qu'une part croissante (44 %) des Ukrainiens estiment que « *le moment est venu d'entamer des pourparlers de paix officiels entre l'Ukraine et la Russie* ». Selon l'étude menée pendant la dernière semaine de juin, 35 % des personnes interrogées y sont opposées, et 21 % sont indécises. Les Ukrainiens sont gagnés par des doutes sur la possibilité de restaurer militairement la souveraineté de l'Ukraine sur les territoires envahis par la Russie. Les coupures d'électricité quotidiennes depuis le mois de mai, dues à des frappes de missiles russes incessantes sur les centrales électriques, contribuent à détériorer la confiance de la population en la trajectoire choisie par le pouvoir. ■

EMMANUEL GRYSZPAN

STRASBOURG - envoyé spécial

Mardi 16 juillet, la session plénière inaugurale du Parlement européen de Strasbourg a été l'occasion d'observer le chassé-croisé entre les eurodéputés de la IX^e mandature, qui prenait officiellement fin à 10 heures, et leurs successeurs de la X^e mandature, qui découvriraient pour la première fois l'élégant hémicycle strasbourgeois.

Parmi les nouveaux venus, beaucoup immortalisent leur première session plénière, posant leurs selfies sur les réseaux sociaux. Au-delà de la découverte d'un nouvel environnement, Bernard Guetta (Renew), qui commence son deuxième mandat, estime que l'ambiance a un peu évolué en cinq ans. « *Le Parlement a glissé plus à droite, et le fait que le Parti populaire européen [PPE] ait la possibilité mathématique de construire une alliance alternative à la majorité traditionnelle [avec les socialistes et les libéraux], avec les partis d'extrême droite, même s'il n'en a pas l'intention, modifie l'atmosphère* », relève-t-il.

Au son de la cloche, vers 10 heures, les élus de la X^e mandature rejoignent l'hémicycle pour élire leurs futurs représentants. La première élue est Roberta Metsola. La candidate du PPE a été confirmée triomphalement pour un second demi-mandat de deux ans et demi au perchoir du Parlement européen qu'elle occupe depuis le 11 janvier 2022.

Avec 562 voix, l'eurodéputée maltaise a défait sa seule rivale, l'eurodéputée espagnole du groupe La Gauche Irene Montero (61 voix). Elle a réuni bien davantage de voix que la plate-forme majoritaire du Parlement européen, qui réunit la droite (PPE), le

centre (Renew) et la gauche (socialiste). Soutenue par les écologistes, elle a également été élue par une centaine d'eurodéputés des trois groupes d'extrême droite. D'ailleurs, l'eurodéputé français Fabrice Leggeri (Rassemblement national, Patriotes de l'Europe) a reconnu avoir voté en sa faveur, comme une partie des troupes du RN, la plus importante délégation nationale du Parlement.

M^{me} Metsola sera accompagnée de 14 vice-présidents des différents groupes politiques, à l'exception des Patriotes pour l'Europe et d'Europe des nations souveraines, deux groupes d'extrême droite qui sont restés derrière le « cordon sanitaire », contrairement aux Conservateurs et réformistes européens (le groupe de Fratelli d'Italia et de Marion Maréchal). Cette règle non écrite permet aux eurodéputés des groupes majoritaires d'empêcher certaines formations d'obtenir des postes auxquels ils ont théoriquement droit, et de se les partager. Ainsi, M. Leggeri (RN, Patriotes de l'Europe) n'a pas obtenu de vice-présidence.

Questions de transparence

Pour les eurodéputés, cette première session plénière a également marqué l'entrée en vigueur de deux réformes adoptées lors de la précédente législature, portées par Roberta Metsola. La première concerne les questions de transparence et d'éthique, adoptée en 2023 après le scandale du « Qatargate » qui avait éclaboussé l'institution en décembre 2022. La seconde a trait à l'amélioration du fonctionnement du Parlement, afin d'accélérer notamment la prise de décision, mais également de rééquilibrer ses relations avec la Commission et le Conseil, qui rassemble les Etats membres.

Le gouvernement allemand interdit le magazine d'extrême droite « Compact »

Proche du parti ultranationaliste AfD, le mensuel est accusé d'« attiser la haine contre les juifs, les personnes issues de l'immigration et la démocratie parlementaire »

BERLIN - correspondant

Il était plus difficile de se le procurer depuis que deux grandes chaînes de magasins de journaux l'avaient retiré de leurs étals, début février. Il sera désormais inutile de le chercher. Mardi 16 juillet, le gouvernement allemand a annoncé l'interdiction du mensuel d'extrême droite *Compact*, l'accusant d'« attiser la haine contre les juifs, les personnes issues de l'immigration et la démocratie parlementaire ».

Fondé en 2010 et tiré à 40 000 exemplaires, *Compact* affichait des ambitions très claires. « *Nous voulons renverser le régime* », écrivait, en juin 2023, son fondateur, Jürgen Elsässer, un pamphlétaire ayant fait ses débuts dans la presse d'extrême gauche avant de basculer de l'autre côté du spectre politique.

Au cours de ses quatorze années d'existence, *Compact* a épousé tous les combats d'une extrême droite allemande en pleine ascension, du soutien au mouvement islamophobe Pegida au combat contre la « dictature vaccinale » pendant la pandémie liée au Covid-19, en passant par la dénonciation des « envahisseurs venus

d'Afrique », des « fanatiques du climat » et des « vampires de la finance », le tout en faisant une large place aux thèses conspirationnistes. En 2019, il avait consacré une couverture aux trois figures incarnant, selon lui, « *l'espoir de l'Europe* » : le chef de la Ligue italienne, Matteo Salvini, la présidente alors du Rassemblement national, Marine Le Pen, et le premier ministre hongrois, Viktor Orban.

Ligne prorusse

Assumant une ligne résolument prorusse, *Compact* a récemment qualifié de « *criminel de guerre* » le ministre allemand de la défense, Boris Pistorius, en raison de son soutien à la résistance ukrainienne. Il y a quelques jours, les 345 000 abonnés de la chaîne YouTube gérée par le magazine se sont vus proposer un entretien de deux heures avec Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères. Un échange mené par Hansjörg Müller, un ancien député du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Sans surprise, l'AfD a sévèrement réagi, mardi, à l'annonce de cette interdiction. « *C'est une grave atteinte à la liberté de la*

presse », ont dénoncé Alice Weidel et Tino Chrupalla, les coprésidents du parti, alors que celui-ci a recueilli 15,9 % des voix aux élections européennes du 9 juin et a des chances d'arriver en tête lors des scrutins régionaux organisés en septembre dans trois Länder de l'Est. Il faut dire que ce type de décision est rare en Allemagne, où, en vingt ans, seuls trois éditeurs de presse ont dû cesser leur activité sur ordre des autorités.

En interdisant *Compact*, le gouvernement ne prive pas seulement l'extrême droite de son magazine papier le plus important. La décision frappe aussi la quinzaine de sites Internet et de canaux de diffusion qui lui étaient associés. Des perquisitions mobilisant plus de 300 policiers ont eu lieu dans les bureaux et aux domiciles de plusieurs collaborateurs du magazine, l'objectif étant de saisir des actifs financiers et de collecter des indices sur la nébuleuse d'ultra-droite, qui fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des services de renseignement.

Cette interdiction a également pour conséquence l'annulation du rassemblement organisé chaque été par la rédaction de *Compact*. Prévue le 27 juillet, la pro-

Aucun des 14 vice-présidents qui vont accompagner M^{me} Metsola n'est issu d'un groupe de l'extrême droite

« Depuis mon élection, en 2022, j'ai fait de la modernisation du Parlement européen ma priorité, rappelait sa présidente en avril. Ces réformes rendront cette assemblée plus efficace et plus efficace. Une fois ces mesures mises en place, le Parlement européen disposera d'une base beaucoup plus solide, à partir du prochain mandat. »

Sur les questions de transparence, les eurodéputés devront présenter une déclaration d'intérêts plus conséquente que précédemment. A la fin de leur mandat, ils devront en établir une seconde, afin de mesurer l'évolution de leur patrimoine. Tous les élus – ainsi que leurs assistants – devront également déclarer leurs réunions avec des lobbystes ou des représentants d'autorités publiques de pays tiers sur des sujets liés au Parlement. Enfin, les anciens eurodéputés ne pourront plus accéder librement à l'institution. Et ceux qui ambitionnent de devenir lobbystes ne pourront fréquenter l'hémicycle pendant ces six prochains mois.

En parallèle, le règlement intérieur du Parlement a été révisé pour simplifier les travaux législatifs, et rendre le travail plus efficace et rapide. L'institution a notamment modifié l'attribution des nouvelles propositions législa-

tives que lui fera la Commission européenne. Traditionnellement, les différentes commissions du Parlement s'écharpaient pour prendre la responsabilité de la préparation des dossiers législatifs, causant d'importants délais liés à ces débats sans fin. Désormais, la présidence attribuera les dossiers aux commissions. En cas de dossiers législatifs complexes, le Parlement pourra créer une commission législative temporaire.

Auditions spéciales

Le nouveau règlement prévoit également d'accroître, un peu, ses pouvoirs vis-à-vis de la Commission. Le Parlement va organiser des auditions spéciales de contrôle pour interroger les commissaires sur des questions politiques majeures. De même, il pourra tenir des sessions plénières ad hoc ainsi que des sessions de contrôle spéciales avec le président de la Commission européenne ou des commissaires sélectionnés sans thème prédéfini, qui se tiendront une fois par session plénière.

Enfin, alors que la Commission et le Conseil ont souvent contourné ces dernières années le Parlement en utilisant un mécanisme spécifique – l'article 122 du traité de l'Union européenne, qui prévoit des décisions sans passage devant les parlementaires en cas de situation d'urgence –, le Parlement a décidé d'encadrer ce droit, au grand dam du Conseil, qui estime que les élus tentent de s'arroger davantage de pouvoirs que prévoit le traité. « *L'objectif de cette réforme n'est pas d'accroître le déséquilibre, mais plutôt de corriger le déséquilibre qui existe actuellement entre les législateurs* », a rappelé, le 27 juin, Roberta Metsola. ■

PHILIPPE JACQUÉ

chaîne édition devait accueillir Maximilian Krah, la sulfureuse tête de liste de l'AfD aux européennes, et Martin Sellner, le fondateur du Mouvement identitaire d'Autriche, dont le « *plan de remigration* » visant à déporter en Afrique du Nord des millions d'immigrés et d'Allemands d'origine étrangère, a fait descendre dans la rue près de quatre millions de manifestants après sa révélation, en janvier, par le site d'investigation *Correctiv*.

Privés de leur bréviaire, les lecteurs de *Compact* ne pourront pas se consoler avec les produits dérivés proposés sur la boutique en ligne du magazine, celle-ci étant désormais fermée elle aussi. Parmi les produits phares : des imitations de thalers, des pièces de monnaie en argent qui circulaient sous le Saint-Empire romain germanique. L'une, frappée à l'effigie du chef de file de l'aile radicale de l'AfD, Björn Höcke, était vendue 74,95 euros. Une autre, à l'effigie du visage de Donald Trump, était annoncée pour les prochains jours afin de marquer le soutien du magazine à la campagne électorale de l'ex-président américain. ■

THOMAS WIEDER

La crise libanaise qui s'éternise lasse les donateurs

Le refus des dirigeants libanais de procéder aux réformes demandées nourrit le désengagement des bailleurs

BEYROUTH - *correspondante*

Au sein de Médecins sans frontières (MSF)-Suisse, la décision a été prise de se désengager de deux projets de santé primaire au Liban, pourtant essentiels pour des milliers de réfugiés syriens et de Libanais, dans les régions pauvres de l'Akkar (nord) et de la plaine de la Bekaa (est). «*Notre budget se réduit du fait de la multiplication des crises à Gaza, au Soudan, en Ukraine... Les besoins sont là, mais l'identité de MSF est la réponse d'urgence, non le développement. Après dix-sept ans au Liban, on doit réévaluer notre réponse et notre impact, arrêter ou être plus efficace*», justifie Maurizio Campailla, chef de mission pour le Liban de MSF-Suisse.

Le cas de MSF-Suisse est loin d'être isolé. Les ONG, les agences onusiennes et les bailleurs étrangers reconsidèrent tous leur assistance au pays du Cèdre. La lassitude des donateurs se fait sentir, alors que la crise économique, qui a éclaté en 2019, ne montre aucun signe de résorption. Le maintien du pays sous perfusion d'aide humanitaire, d'une crise à l'autre – de l'arrivée des réfugiés syriens, à partir de 2011, jusqu'à l'explosion du port de Beyrouth, en 2020, en passant par l'effondrement financier de 2019 –, est vu comme une impasse.

«Chacun fait son introspection»

Dans le même temps, la transition vers une phase de développement, qui supposerait de réorienter l'aide vers les institutions publiques, continue d'être bloquée. La communauté internationale conditionne ce basculement à la mise en œuvre de réformes de fond, auxquelles l'élite politique libanaise rechigne. C'est à ce titre que l'accord préliminaire, signé, en avril 2022, avec le Fonds monétaire international, qui pourrait permettre au pays d'obtenir une aide de 3 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros), n'a toujours pas été finalisé.

Et pourtant, les besoins augmentent. Dans un rapport, publié en mai, la Banque mondiale a estimé que le taux de pauvreté a atteint 44 % de la population en 2022 – Libanais et Syriens compris, soit trois fois plus qu'en 2012. Et ce, dans un contexte régional explosif, avec des affrontements dans le sud, entre le Hezbollah et Israël, qui menacent de dégénérer en guerre généralisée. «*Le pays tient grâce à l'aide de la diaspora libanaise, des ONG internationales*

«Les institutions sont des coquilles vides, l'Etat ne remplit plus son rôle»

VINCENT GELOT
ONG L'Œuvre d'Orient

et des associations religieuses. Les institutions sont des coquilles vides, l'Etat ne remplit plus son rôle», souligne Vincent Gelot, représentant au Liban de l'ONG chrétienne L'Œuvre d'Orient.

L'année 2024 voit une chute nette des subventions étrangères. Les promesses de financement communiquées aux Nations unies, fin 2023, par les bailleurs étrangers s'élevaient à près de 680 millions de dollars, contre 1,35 milliard de dollars alloués en 2023. Un financement supplémentaire d'un milliard d'euros sur quatre ans a été annoncé en mai par l'Union européenne (UE). Si l'UE maintient son financement à un niveau équivalent, il n'en va pas de même pour les Etats-Unis, le Canada, la Suisse, les pays scandinaves et, dans une moindre mesure, la France et l'Allemagne.

Malgré la relation étroite que Paris entretient avec le Liban, les contraintes budgétaires ont obligé la France à réduire son soutien de 135 millions d'euros en 2023 à 109 millions cette année. «*Il y a une frustration des donateurs face à cette crise causée par l'homme. Chacun fait son introspection pour réfléchir à comment faire mieux, car on a déjà beaucoup aidé ce pays*», explique une source onusienne.

Les responsables libanais dénoncent un «*lâchage*». Ils accusent l'UE d'obliger le Liban à gérer le fardeau des réfugiés syriens plutôt que d'aider au retour de ces derniers dans leur pays. «*Ils essaient de nous culpabiliser sur la crise des réfugiés pour empêcher toute discussion sur les réformes*», répond un bailleur étranger. «*En l'absence de réformes, on est coincés dans la phase de stabilisation. On essaie d'être créatifs et d'éviter le saupoudrage*», se désole un diplomate occidental.

De l'eau à l'énergie, de l'éducation à la santé, tous les secteurs se maintiennent grâce à l'aide internationale et au réseau des ONG. La prolifération des centres de santé primaire en est l'exemple. De vingt en 2019, leur nombre est passé à plus de trois cents aujourd'hui. Les



Un point d'approvisionnement en eau dans le camp de réfugiés palestiniens de Bourj Al-Barajneh, à Beyrouth, le 14 mai. JOSEPH EID/AFP

patientèles, composées principalement, au début, de réfugiés et de migrants, incluent désormais beaucoup de Libanais, jusqu'à la classe moyenne.

Gérés par des ONG, des congrégations religieuses, voire par des partis politiques, ces centres sont soutenus à 95 % par les bailleurs étrangers. «*Dans certains centres, on doit couvrir plus de la moitié des médicaments pour maladies chroniques. Nous intervenons sur les approvisionnements, la formation, la prise en charge des frais pour les patients*», précise Jérémie Ristord, responsable de MSF-Belgique au Liban.

Certaines ONG et organisations internationales versent également des primes aux employés de ces structures. «*Il faut voir à quel point ces structures locales sont démunies, la plupart d'entre elles ne pourraient pas fonctionner sans ce soutien*», poursuit l'humanitaire. La pratique s'étend au corps enseignant, à l'armée et même à la haute fonction publique, où les salaires ont été rognés par la dévaluation de la monnaie nationale. Certains bailleurs préfèrent envoyer leurs propres experts au sein des ministères. «*On est une douzaine de Français répartis dans*

différents ministères», dit Pierre Anhoury, expert technique international, affecté par le Quai d'Orsay auprès du ministre de la santé libanais.

Avec la dollarisation de l'économie et la hausse des prix, ce soutien reste néanmoins insuffisant. «*Le secteur associatif local est en mode survie. Même des associations présentes depuis plus de vingt ans n'arrivent plus à survivre. Il faut du développement, car on va droit dans le mur*», explique M. Gelot. «*Il y a beaucoup de lassitude et d'impatience de la part des bailleurs, mais il y a toujours une volonté d'aider le Liban. On est dans une période de négociation*», selon Sam Heller, expert au centre de réflexion The Century Foundation.

Une «république des ONG»

L'annonce, en juin, par le bureau du coordonnateur résident des Nations unies au Liban, d'un projet de fusion des plans de réponse aux deux crises que traverse le Liban (celle des réfugiés et la crise économique) et de la création d'un comité directeur, réunissant le premier ministre libanais et les principaux acteurs du secteur, est vue comme un pas dans la bonne direction, après des années de dé-

Certains bailleurs préfèrent envoyer leurs propres experts au sein des ministères

organisation. «*C'est un peu de la faute des donateurs, reconnaît un bailleur. Au plus fort de la crise, on a débarqué avec beaucoup d'argent, et on a fait plein de promesses. On a tenté d'aider, chacun de son côté, sans aucune consultation*». Des acteurs du secteur humanitaire mettent aussi en cause l'ONU. Avec vingt-six agences présentes sur le sol libanais et un budget équivalent à celui de l'Etat, elle est vue comme «*un Etat dans l'Etat*».

«*Il y a des dons non structurants qui servent à payer électricité, salaires, frais médicaux, etc. C'est comme un panier percé. Il y a aussi des dons qui n'ont plus de raison d'être, et qui tournent pour certains à la corruption*», ajoute M. Anhoury. Il cite en exemple les dons de lait maternel vendus sur les rayonnages de pharmacies. «*On a lancé les réformes, mais il y*

a des obstacles structurels et des blocages dans d'autres ministères», poursuit M. Anhoury.

Les responsables libanais se sont opposés à l'introduction d'une taxe sur le tabac, réclamée par le ministre pour financer les médicaments subventionnés. Le chantier de la sécurité sociale, qui pourrait permettre de financer le système de soins, est du ressort, lui, du ministère du travail, qui ne l'a toujours pas lancé.

Les donateurs et ONG internationales relèvent le risque de pérenniser une «*république des ONG*». Les ONG sont un véritable système parallèle. Combien cela nous coûtera de relever l'Etat s'il est complètement hors service?», alerte un bailleur. Cette réflexion a incité l'Agence française de développement à envisager de coopérer directement avec le ministère de l'énergie et de l'eau, au risque de susciter la polémique. Un prêt de 6 millions d'euros doit lui être alloué pour améliorer le système de distribution d'eau, en échange de réformes sectorielles que le ministre, Walid Fayad, prévoit dans le cadre d'une nouvelle stratégie nationale pour ce secteur. ■

HÉLÈNE SALLON

Le siège de l'UNRWA à Gaza en partie détruit dans un raid israélien

L'armée israélienne dit avoir combattu des hommes du Hamas embusqués dans le complexe onusien. L'agence demande une enquête

BEYROUTH - *correspondance*

Plus de 40 millions de tonnes de débris de guerre gisent dans la bande de Gaza, selon les Nations unies. Les ruines qui s'accumulent au sein du principal complexe de l'UNRWA dans l'enclave, en abritant le siège, en font désormais partie. Philippe Lazzarini, le chef de l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient, a dénoncé sur X, lundi 15 juillet, la destruction massive des bâtiments de l'organisation, transformés en «*champ de bataille*», et fustigé un «*mépris flagrant pour le droit humanitaire international*».

Les bombardements menés sur ce territoire par l'Etat hébreu, depuis octobre 2023, à la suite de l'attaque sanglante du Hamas, ont re-

doublé d'intensité depuis le début du mois. L'armée israélienne a déclaré dans un communiqué, vendredi 12 juillet, qu'elle avait lancé, quelques jours plus tôt, une «*opération de contre-terrorisme*» dans le centre de la ville de Gaza, zone où se trouve le quartier général de l'UNRWA. Elle affirme que ses unités ont affronté des combattants du Hamas et du jihad islamique, retranchés dans les bâtiments, et qu'elles y ont découvert d'importantes quantités d'armes et des ateliers d'assemblage.

L'UNRWA, de son côté, n'est pas en mesure de dire aujourd'hui si le Hamas ou d'autres groupes palestiniens ont profité du chaos pour s'installer dans ses locaux. L'organisation a quitté ceux-ci le 12 octobre 2023, après une nuit d'intenses bombardements aux alentours, et alors que l'armée is-

raélienne avait donné l'ordre d'évacuer la ville, où vivaient plus de 700 000 personnes avant le conflit.

Le conseil vidéo du Monde a analysé des images fournies par l'armée israélienne et par un Émédia local, ainsi que des images satellites : il conclut que les destructions massives dans le complexe de l'UNRWA ont eu lieu entre les 8 et 12 juillet. Les documents scrutés ne permettent pas, à eux seuls, de déterminer si des combats se sont déroulés dans ce laps de temps.

Selon Lex Takkenberg, conseiller de l'ONG jordanienne Arab Renaissance for Democracy and Development et ancien cadre de l'UNRWA, ayant été en poste à Gaza, les bâtiments abritant le centre de formation professionnel font partie de ceux qui ont été

les plus détruits. Celui abritant le siège «*paraît endommagé, mais toujours debout*». L'armée israélienne avait ordonné de nouvelles évacuations de la ville de Gaza, le 8 juillet, y compris du centre de formation où une dizaine de familles avaient trouvé refuge. Le même jour, selon l'UNRWA, douze personnes déplacées et trois gardes ont été blessés par une frappe aérienne ciblant la salle des gardes.

Immunité violée

Dans la bande de Gaza, l'immunité dont les installations de l'UNRWA sont censées bénéficier a été violée à de multiples reprises depuis le début du conflit, «*par toutes les parties belligérantes*», dénonce Juliette Touma, directrice de la communication de l'agence, qui appelle à une enquête.

La dévastation du complexe onusien, situé dans le quartier d'Al-Sinaa, fait partie des récits de désolation qui émergent de la ville de Gaza, depuis vendredi 12 juillet. C'est à cette date que l'armée israélienne s'est redéployée hors du centre et que les habitants ont pu s'aventurer hors de leurs abris, découvrant des rues jonchées de cadavres et jalonnées d'immeubles rasés ou incendiés. Selon l'Agence France-Presse, les combats ayant opposé les troupes israéliennes au Hamas ont été très intenses.

Lors d'une précédente incursion, début février, l'armée israélienne avait affirmé avoir découvert un tunnel du Hamas sous le siège de l'organisme. M. Lazzarini avait assuré que l'agence n'en avait pas connaissance et avait demandé une enquête. Le quartier

général de l'UNRWA à Gaza est l'un des deux dont dispose l'organisation – l'autre est à Amman, en Jordanie. Son établissement dans l'enclave a fait suite aux accords d'Oslo, signés en 1993, entre Palestiniens et Israéliens.

L'UNRWA est la cible d'une campagne de déstabilisation israélienne sans précédent, depuis le début de la guerre. M. Takkenberg voit dans la destruction du QG de Gaza «*un gage donné par [le premier ministre] Benjamin Netanyahu à ses alliés d'extrême droite au gouvernement*», qui veut la liquidation de l'agence, symbole des réfugiés palestiniens. Le complexe sera-t-il reconstruit? «*Le futur de l'UNRWA à Gaza n'est pas isolé du futur des Palestiniens de l'enclave. Or, le "jour d'après" reste très opaque*», dit-il. ■

LAURE STEPHAN

Attaque du 7 octobre : un rapport démonte les dénégations du Hamas

L'enquête de l'ONG Human Rights Watch sape l'argumentaire des islamistes attribuant les atrocités commises au chaos de la situation

JÉRUSALEM - correspondant

Au fil des mois, la photographie se fait plus précise. Le flou se dissipe sur l'attaque qu'a menée le Hamas le 7 octobre 2023, tuant 815 civils, 380 militaires et faisant 251 otages, selon un décompte de l'Agence France-Presse. L'armée israélienne a d'abord dévoilé, le 12 juillet, les conclusions de sa première enquête interne, portant sur son échec à défendre les résidents du kibboutz de Beeri. Des dizaines d'autres doivent suivre, en attendant la formation d'une commission d'enquête d'Etat. Ce 17 juillet, c'est l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch (HRW) qui publie son analyse de l'assaut.

Ce rapport vaut avant tout par la précision avec laquelle il démonte le discours du Hamas, qui a tenté de diluer ses responsabilités dès les premiers jours. Un cadre en exil du mouvement islamiste palestinien, Saleh Al-Aroui, tué le 2 janvier à Beyrouth par une frappe israélienne, avait affirmé dès le 7 octobre que l'assaut du Hamas visait des cibles militaires et consistait à capturer des soldats. Il niait que des combattants aient délibérément tué ou blessé des habitants d'une vingtaine de localités du pourtour de Gaza. Il prétendait aussi, contre toute évidence, que ces commandos avaient pour instruction d'épargner femmes, enfants et personnes âgées – sans mentionner les hommes civils.

« Preuves solides »

Depuis, le Hamas a cherché à expliquer ces exactions et la capture de civils par le « chaos » suscité par l'écroulement des défenses israéliennes, et par l'arrivée sur les lieux d'autres groupes armés et de civils gazaouis. En réalité, HRW estime que la plupart des abus, notamment les pires d'entre eux, ont bel et bien été commis par les commandos du Hamas ainsi que par les autres factions palestiniennes qui ont participé à l'assaut.

L'enquête de l'ONG examine leur mode opératoire, récurrent, leur coordination, la manière dont les commandos s'en sont immédiatement pris à des civils dès leur entrée dans ces localités. HRW y voit la preuve que ces groupes armés se sont rendus coupables de crimes de guerre, mais aussi de crimes contre l'humanité.

Selon Human Rights Watch, « les actes criminels consistant à tuer des civils et à prendre des otages étaient tous des objectifs centraux de l'attaque planifiée, et non des actions qui se sont produites après coup, qui seraient la conséquence d'un plan qui a mal tourné, ou bien des actes isolés, commises par des Palestiniens sans affiliation partisane de Gaza. Il existe à ce titre des preuves solides d'une politique organisationnelle visant à commettre de multiples actes de crimes contre l'humanité. »

HRW rejoint ainsi les conclusions du procureur Karim Khan, qui a demandé en mai aux juges de la Cour pénale internationale

« Les actes criminels consistant à tuer des civils et à prendre des otages étaient des objectifs centraux », selon HRW

Les enquêteurs de HRW ont analysé les images diffusées par les groupes armés sur le réseau Telegram

de La Haye de valider trois mandats d'arrêt contre le chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinouar, contre le chef militaire du mouvement, Mohammed Deif, visé par une frappe israélienne le 13 juillet, et contre le chef de son bureau politique, Ismail Haniyeh, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Dans une seconde requête, M. Khan demandait également deux mandats contre le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et son ministre de la défense, Yoav Gallant, pour des crimes contre l'humanité et crimes de guerre, commis durant la guerre israélienne à Gaza qui a suivi l'attaque du 7 octobre.

En Israël, des images documentant des exactions perpétrées par des hommes sans uniformes dans les kibboutz, et par des civils gazaouis contre des otages alors qu'ils étaient emmenés dans Gaza, ont largement contribué à alimenter l'idée qu'« il n'y a pas d'innocents à Gaza », selon l'expression du président Isaac Herzog.

En analysant les images diffusées par les groupes armés sur le réseau Telegram et les enregistrements des caméras de surveillance des kibboutz, les enquêteurs de HRW ont parfois décelé les insignes portés par les assaillants. Ceux-ci désignent les branches armées de quatre factions palestiniennes ayant agi en soutien aux brigades du Hamas : le Jihad islamique, les marxistes du Front populaire de libération de la Palestine et du Front démocratique de libération de la Palestine, et le Fatah, au pouvoir en Cisjordanie, mais sans grande influence sur ces brigades gazaouies officiellement dissoutes.

Ce rapport, cependant, ne s'aventure pas dans une analyse plus politique sur la nature du Hamas et sur l'évolution des méthodes que ces crimes de masse inédits ont révélées. Pour cela, il aurait fallu aux enquêteurs pouvoir mieux documenter les sévices infligés aux civils, en premier lieu les violences sexuelles. Sur ce dernier chapitre, HRW s'en remet aux conclusions publiées en mars par la commission d'enquête des Nations unies, qui a documenté des violences sexuelles en plusieurs endroits de la périphérie de Gaza. La commission avait écrit avoir des « motifs raisonnables de croire » que trois viols ont été commis par les assaillants palestiniens.

HRW n'a enquêté qu'un mois en Israël, peu après l'assaut. Ses enquêteurs ont recueilli un nombre conséquent de témoignages, près de cent, en face-à-face puis à distance, et se sont entretenus avec des experts médicaux, des responsables des municipalités, des familles de victimes et d'otages du Hamas. Mais l'organisation entretient des relations exécrables avec l'Etat israélien, qui a expulsé en 2019 son directeur pour Israël et les territoires palestiniens occupés. Elle n'a pas eu accès à des sources officielles, qui égrènerent encore des éléments au fil des mois, en attendant une commission d'enquête d'Etat, dont la formation demeure un enjeu douloureusement politisé en Israël. ■

LOUIS IMBERT



Nikki Haley et Ron DeSantis (au second plan), lors de la convention du Parti républicain à Milwaukee (Wisconsin), le 16 juillet. LEON NEAL/AFP

Trump reçoit les éloges de ses ex-rivaux Nikki Haley et Ron DeSantis

Au deuxième jour de la convention républicaine, les deux anciens candidats aux primaires ont appelé à soutenir fermement l'ex-président

MILWAUKEE (WISCONSIN) - envoyé spécial

Les pertes de mémoire volontaires sont un phénomène courant en politique. Elles permettent de parler avec aplomb, comme si les vérités d'hier n'avaient jamais existé. Mardi 16 juillet, chacun à sa façon, Ron DeSantis et Nikki Haley en ont offert une illustration saisissante, lors de la convention du Parti républicain, à Milwaukee (Wisconsin).

Le gouverneur de Floride et l'ancienne ambassadrice à l'ONU, tous deux défaits et malmenés par Donald Trump pendant les primaires, ont fait l'éloge du candidat républicain assis en tribune. Le premier l'avait annoncé dès son retrait. La seconde, en revanche, a tardé, hésité et ne devait même pas participer à la convention. Au cours d'une soirée électrique, ils ont prêté allégeance au même homme dont ils avaient critiqué le bilan, la personnalité, les excès.

Ron DeSantis, comme à l'accoutumée, parla sans aucun état d'âme, ni mention des primaires. Il enchaîna ses classiques de campagne, de « l'idéologie du genre » aux vaccins obligatoires, en passant par la crise migratoire. Il érigea la Floride en exemple et s'en prit au président sortant, Joe Biden, en des termes sévères, illustrant à quel point les appels à la modération, après la tentative d'assassinat contre M. Trump, étaient une courte parenthèse.

Quant aux termes de son ralliement, ils furent emphatiques. « Donald Trump a été diabolisé. Il a été visé par des plaintes, il a été poursuivi et il a presque perdu la vie. On ne peut pas le laisser tomber et on ne peut pas laisser tomber l'Amérique ! »

Le public des délégués était extatique, confirmant par ses cris et ses applaudissements que Ron DeSantis conserve une forte cote au sein du monde MAGA (« Make America Great Again »). Début 2023, le gouverneur de Floride représentait l'alternance post-trumpienne, en cohérence idéologique avec le mouvement. Il avait amassé un trésor de guerre monumental de près de 150 millions de dollars (137,5 millions d'euros). Une campagne catastro-

phique et les assauts quotidiens de M. Trump causèrent sa perte.

Deux jours avant la primaire du New Hampshire, en janvier, Ron DeSantis s'était retiré de la course, apportant son soutien au futur vainqueur. Se repliant sur la Floride, il a mobilisé les donateurs républicains qui l'avaient aidé afin qu'ils renforcent les moyens de l'ancien président. Agé de 45 ans, il se positionne déjà pour l'après-Trump et la dispute incontournable autour de son héritage. Le soudain avènement de J. D. Vance, 39 ans, comme colistier, alors que ce dernier est sénateur depuis peu, encombre son chemin.

Le gouverneur de Floride avait été devancé sur scène par Nikki Haley, dans une atmosphère bien plus mitigée. Les applaudissements étaient polis, forcés, accompagnés de quelques huées. L'ancienne gouverneure de Caroline du Sud (2011-2017) et ambassadrice auprès de l'ONU de l'administration Trump (2017-2018) soutenait ardemment, sa façon d'afficher sa détermination. « Je commencerai par clarifier quelque chose : Donald Trump a mon soutien ferme, point final. » Il fallait marcher sur les braises de l'unité. Nikki Haley s'y engagea, « pour le bien de notre nation ». Oubliés, les tests cognitifs pour les candidats de plus de 75 ans, qu'elle proposait pendant les primaires.

Un revirement saisissant

L'ex-ambassadrice voulait s'adresser aux électeurs modérés hésitants. « Vous n'avez pas à être d'accord avec Trump 100 % du temps pour voter en sa faveur. Prenez mon cas. » Seul message distinctif : Nikki Haley lança alors un appel à l'ensemble du Parti républicain, devenu pourtant une affaire familiale trumpienne, replié sur la base MAGA. « Nous ne devons pas seulement être un parti unifié, nous devons aussi élargir notre parti. Nous sommes tellement mieux quand nous sommes grands. »

Seule femme dans les primaires républicaines, Nikki Haley mena une campagne de terrain appliquée. Mais elle s'adressait alors à un public dorénavant minoritaire, les conservateurs classiques et même des démocrates voulant barrer la route à Donald Trump. En réussissant à attirer, en moyenne,

« Vous n'avez pas à être d'accord avec Trump 100 % du temps pour voter en sa faveur. Prenez mon cas »

NIKKI HALEY
ancienne ambassadrice

près de 20 % des votants par Etat, elle montra à quel point son électorat était allergique à l'ancien président, qui l'avait surnommée « Birdbrain » (« cervelle d'oiseau »).

Lors d'un discours en Caroline du Sud, le 20 février, elle condamnait la réserve lâche de nombreux cadres républicains dans les primaires. « Ils savent quel désastre il a été et continuera d'être pour notre parti », expliquait-elle, ajoutant qu'elle ne ressentait pas « le besoin d'embrasser la bague » de M. Trump. Lors d'un de ses derniers meetings, à Washington le 1^{er} mars, l'ex-gouverneure lançait ses dernières forces dans la bataille. « On ne couronne pas des rois en Amérique », disait-elle, appelant de ses vœux une nouvelle génération de dirigeants, « sans négativité, sans drame, sans vendetta ».

Elle adressait des reproches en rafale à Donald Trump, allant de son caractère à son bilan, de l'endettement massif du pays, aggravé sous sa présidence, à ses amitiés coupables en politique étrangère. Celle-ci fut au cœur de sa campagne. Elle a aussi occupé une place centrale dans son discours, mardi, expliquant le décrochage d'une grande partie de l'assistance.

Son revirement était saisissant sur un sujet essentiel, l'Ukraine. Nikki Haley a ardemment soutenu l'aide militaire à Kiev, mais elle sait que la désignation de J. D. Vance constitue une victoire pour le clan des sceptiques républicains, prônant le repli et les négociations avec Moscou, dans le dos de l'Ukraine. Pourtant, comme si de rien n'était, Nikki Haley souligna que la Russie avait annexé la Crimée sous la présidence de Barack Obama (2009-2017) et envahi l'est de l'Ukraine sous celle de Joe

Biden, deux démocrates. A l'époque de M. Trump, rien de tel, parce que Vladimir Poutine « savait que Trump était fort ». En février, Nikki Haley accusait l'homme d'affaires d'être « mou du genou » sur l'Ukraine, de « se ranger du côté d'un dictateur » et d'un « tyran », Vladimir Poutine. De février à juillet, une éternité politique.

Depuis son retrait des primaires, Nikki Haley s'était faite discrète. Misait-elle sur une défaite de Donald Trump lors de la présidentielle du 5 novembre pour prétendre à une réorientation du Parti républicain ? Sans source de revenu ni fonction élective, elle est sortie de son silence le 22 mai, en prononçant un discours devant l'Hudson Institute, un cercle de réflexion conservateur qu'elle a rejoint. « Je voterai pour Trump », dit-elle ce jour-là, tout en émettant le vœu que le candidat « tendra la main » à ses électeurs. Donald Trump n'en a rien fait. Pourtant, Nikki Haley a annoncé, le 9 juillet, qu'elle invitait ses 97 délégués à se reporter en sa faveur à la convention.

Chef revanchard

Derrière les sourires, la violence symbolique de l'allégeance résida dans la présence, en tribune, de Donald Trump, approuvant les bonnes formules d'un signe de tête ou d'un chuchotement à son voisin, J. D. Vance. L'ex-président avait fait, comme la veille, une entrée de vedette dans l'arène, un large pansement sur son oreille droite.

Il apprécia le programme qui suivit, les discours politiques et les témoignages d'« Américains ordinaires ». Il y avait là Michael, dont la sœur Rachel, mère de cinq enfants, a été tuée par un sans-papiers sur un circuit de randonnée. Erin, de Pittsburgh (Pennsylvanie), parlant des seringues abandonnées dans sa rue par les drogués. Anne, qui a quitté la Californie lorsque son fils de 15 ans a fait une overdose de fentanyl. Le tableau qui se dessinait était celui d'un marasme américain, d'un chaos laxiste, réclamant une main de fer. Celle d'un chef revanchard, à la tête d'un parti dressé, suivant une ligne unique, celle de son ambition. ■

PIOTR SMOLAR



Le « village » temporaire d'opposants aux projets d'irrigation géants, à Melle (Deux-Sèvres), le 16 juillet.
ROMAIN PERROCHEAU/AFP

sans, nous ne pouvons laisser nos frères des Deux-Sèvres et de la Vienne se faire martyriser ! Mobilisez-vous avec tracteurs équipés, lames, tonnes à lisier, épandeurs », pouvait-on lire sur l'un de ces messages signés de la Coordination rurale de la Nouvelle-Aquitaine. Une initiative loin d'être anodine, alors que ce syndicat, très actif pendant la crise agricole, est majoritaire dans les chambres d'agriculture de la Vienne, de la Haute-Vienne et du Lot-et-Garonne.

UNE SITUATION POLITIQUE TRÈS FLOUE
« En République, c'est l'Etat, ce sont les gendarmes, les policiers et les préfets, qui ont le monopole de la force », a répondu M. Darmanin, lundi 15 juillet. Face aux actions violentes de certains agriculteurs, « on ne parle jamais d'agroterrorisme », regrette Benoît Jaunet, représentant de la Confédération paysanne dans les Deux-Sèvres, en référence au terme « écoterroriste » utilisé par le ministre de l'intérieur après les premiers événements de Sainte-Soline. « Le débat ne devrait pas se résumer à une opposition entre agriculture et écologie, mais porter sur la meilleure façon d'adapter l'agriculture au monde de demain. »

Sans surprise, ces nouvelles mobilisations suscitent l'hostilité des agriculteurs irrigants et de leurs représentants. Le président de la Coopérative de l'eau des Deux-Sèvres, Thierry Boudaud, a ainsi dénoncé, dans un communiqué, sans les nommer, les élus locaux favorables aux militants antibassines, tel que le maire écologiste de Melle, Sylvain Griffault : « Décider d'accueillir une telle manifestation sur notre territoire, c'est encore une fois prendre le risque d'attirer des activistes radicaux animés par la seule volonté d'en découdre avec les forces de l'ordre. »

Alors que la situation politique française est encore très floue, à l'Assemblée nationale comme à Matignon, l'affrontement se fait aussi sur ce terrain-là. « Ce que LFI [La France insoumise] a fait à Sainte-Soline, la France ne doit pas le subir », s'est ainsi alarmée Coralie Dénoues (centre droit), présidente du conseil départemental des Deux-Sèvres, accusant le parti d'avoir jeté de l'huile sur le feu en soutenant les manifestations. Retenus à l'Assemblée nationale, la plupart des députés « insoumis » et écologistes ne pourront pas se rendre sur place, mais le programme du Nouveau Front populaire (NFP) prévoit un moratoire sur les bassines, suscitant l'espoir des opposants.

« On se doit d'écouter les rendus de justice qui nous donnent toujours raison et donc d'être à côté de ces citoyens qui étaient à Sainte-Soline en octobre 2022, en mars 2023, et qui seront à Melle », affirme M. Biteau, en référence, notamment, à la décision du tribunal administratif de Poitiers, en date du 9 juillet, qui annule l'autorisation pluriannuelle de prélèvements agricoles dans le Marais poitevin.

A Melle, vendredi 12 juillet, deux cents élus locaux, dont le maire divers droite de Niort, Jérôme Baloge, et la députée écologiste des Deux-Sèvres Delphine Batho, ancienne ministre de l'écologie, se sont réunis pour clamer leur refus de « toute forme de violence ». « Je suis pour un moratoire et je suis pour une écologie républicaine. Si le gouvernement a sa part de responsabilité, je n'ai toujours pas entendu de condamnations des organisateurs contre les violences, juge cette dernière. Il y a une vraie prise de conscience dans notre département du problème de l'eau. Mais les violences et les affrontements sont insupportables. Ils alimentent le « backlash » [retour de bâton conservateur] contre l'écologie et discréditent la cause de l'eau. » Réélue à l'Assemblée nationale, M^{me} Batho a affronté au second tour une candidate du Rassemblement national (RN), un parti en progression dans cette circonscription qui comprend la commune de Sainte-Soline. ■

**MATTHIEU GOAR
ET FRÉDÉRIC ZABALZA
(LA ROCHELLE, CORRESPONDANT)**

Contre les mégabassines, une mobilisation sous pression

Les opposants aux projets d'irrigation géants se rassemblent jusqu'à la fin de la semaine, dans le Poitou, pour demander un moratoire. Un rendez-vous parasité par les risques d'affrontements avec les forces de l'ordre, massivement déployées

Un « village de l'eau », des « manifestations fleuves », des « convois de vélos » avec, peut-être, des points de fixation, 3 000 membres des forces de l'ordre mobilisés et un syndicat agricole, la Coordination rurale, appelant à s'opposer aux activistes... Dans les Deux-Sèvres, un territoire marqué par les affrontements autour d'un chantier de mégabassine à Sainte-Soline, en octobre 2022 et en mars 2023, et dans tous les départements du Poitou, la fin de semaine est placée sous très haute surveillance. Sur Franceinfo, lundi 15 juillet, Gérard Darmanin, le ministre de l'intérieur, a dit redouter « des actes d'une très grande violence ». « Annoncer le pire, étaler ses fantasmes et répandre la peur pour justifier la répression », a répondu le même jour le collectif Les Soulèvements de la Terre. Comme si la bataille avait déjà commencé par médias interposés.

Le rassemblement des opposants a débuté, mardi 16 juillet, à Melle (Deux-Sèvres), où a été installé un « village » temporaire constitué de stands, de chapiteaux et de tentes. Pendant six jours, ce lieu, prêté par le maire écologiste, Sylvain Griffault, sera le point de convergence d'une quinzaine de convois venus de toute la France mais aussi d'Allemagne, d'Italie et de Belgique. Au programme des multiples conférences sur des thèmes variés : la souveraineté alimentaire, la criminalisation des mouvements sociaux, mais surtout « l'accaparement de l'eau » et « le juste partage » de ce « bien commun », selon les termes employés par le collectif Bassines non merci (BNM).

Principal objectif des organisateurs ? Obtenir un moratoire sur les projets et médiatiser les nombreux conflits dans cette zone d'irrigation déjà touchée par le réchauffement climatique. « On le place à une semaine des Jeux olympiques pour profiter de toute la visibilité

et poser la question à Darmanin et consort : "Est-ce que vous êtes bien prêts à reproduire un tel carnage ?" », a lancé Julien Le Guet, porte-parole de BNM, lors d'une conférence de presse, mercredi 10 juillet.

Se dressant contre la multiplication des bassines, qui « ne servent qu'à 6 % des agriculteurs dans les Deux-Sèvres », selon Benoît Biteau, député écologiste de la Charente-Maritime, la dizaine de milliers de personnes attendues devrait participer à deux « manif » actions ». Vendredi 19 juillet, les opposants se rendront pour un défilé et une « grande marche populaire » dans la forêt de Saint-Sauvant (Vienne), où un chantier contesté de mégabassine est prévu pour septembre. Samedi 20 juillet, ils veulent converger vers le terminal agro-industriel du port de La Pallice, à La Rochelle, avec « des kayaks, des paddles et autres bateaux gonflables » pour bloquer « le dernier maillon de la chaîne », selon un membre d'Extinction Rebellion, qui a requis l'anonymat.

VISER LE « SYSTÈME AGRO-INDUSTRIEL »

Les organisateurs n'ont pas déposé de demandes d'autorisation de manifestation auprès des préfectures concernées, et celle de la Vienne a, d'ores et déjà, interdit les défilés de vendredi. Ils ont, en revanche, modifié leur stratégie. Alors que les rassemblements de Sainte-Soline avaient ciblé un chantier de mégabassines, ils disent cette fois-ci vouloir viser le « système agro-industriel ». « Les irrigants et les irrigantes n'ont jamais été et ne sont pas les cibles du mouvement, estime Johanne Rabier, de BNM, dans la Vienne. En réalité, ces personnes et leurs fermes sont bien peu de chose comparé aux mégacoopératives et aux multinationales qui accaparent l'eau et les maintiennent dans une dépendance économique. »

Ces deux journées vont-elles une nouvelle fois donner lieu à des échauffourées ? Lundi, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin,

LA COORDINATION RURALE A APPELÉ À UNE CONTRE-MANIFESTATION, VENDREDI À MELLE, POUR « SOUTENIR LES AGRICULTEURS LOCAUX »

s'est rendu à Niort pour caler le dispositif de sécurité. « Nous attendons entre 6 000 et 8 000 personnes, dont un millier que l'on pourrait qualifier de dangereuses, violentes ou radicalisées », a-t-il affirmé. Son entourage confirme qu'une centaine d'activistes a été bloquée aux frontières du pays tout en rappelant que « les menaces contre les agriculteurs » et les « destructions de biens » ne sont pas tolérables dans une démocratie.

La Ligue des droits de l'homme (LDH) y a dépêché une cinquantaine d'observateurs. Après le 25 mars 2023, date des affrontements de « Sainte-Soline 2 », la LDH avait conclu à « un usage immodéré et indiscriminé de la force » de la part des gendarmes, qui avaient tiré plus de 5 000 grenades lacrymogènes en moins de deux heures. A Beauvau, on rétorque que les forces de l'ordre avaient dû faire face à « des individus radicaux mêlés aux élus, lançant des pavés, des boules de pétanque et même une tronçonneuse ».

Sans appeler à la violence contre les biens, mais en employant des termes ambigus comme « démantèlement » ou « désarmement », Les Soulèvements de la Terre et les autres collectifs ont une nouvelle fois accusé les forces de l'ordre de jeter de l'huile sur le feu. « Si Darmanin n'avait pas pris les décisions de venir aussi lourdement armé à Sainte-Soline, jamais il n'y aurait eu ces débordements-là, pense M. Le Guet, condamné à douze mois de prison avec sursis pour avoir organisé les manifestations interdites à Sainte-Soline. On est face à un gouvernement incendiaire. »

Cette fois-ci, un nouveau groupe s'invite sur le terrain puisque la Coordination rurale a demandé à ses soutiens de venir à Melle, vendredi 19 juillet, pour « soutenir les agriculteurs locaux aux côtés des forces de l'ordre ». Depuis quelques jours, de nombreux exploitants des départements concernés ont reçu des textos les incitant à se mobiliser. « Pay-



Une réserve d'eau pour l'irrigation agricole, à Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres), le 12 avril 2023. DAMIEN MEYER/AFP

Où en est la ruée vers l'or bleu ?

Les projets de bassines se multiplient dans un contexte tendu. Quand elle est saisie, la justice annule souvent les autorisations de prélèvement

Stop mégabassines : une fois encore, les retenues de substitution occupent l'actualité. Alors que les opposants à ces ouvrages ont monté un « village pour la défense de l'eau », mardi 16 juillet, à Melle, dans les Deux-Sèvres, l'événement doit se terminer par deux journées de mobilisation, les 19 et 20 juillet. Pendant la campagne législative, le Nouveau Front populaire (NFP) a assuré qu'il appliquerait un moratoire sur ces réserves artificielles sitôt arrivé au pouvoir. En avril, en réponse aux manifestations d'agriculteurs en colère, le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, en promettait au contraire la construction d'une centaine, opérationnelles d'ici à la fin de l'année. Le gouvernement annonçait dans la foulée la création d'un fonds destiné à l'hydraulique agricole de 20 millions d'euros en 2024, 30 millions d'euros pour 2025, ainsi qu'un poste de délégué interministériel à la gestion de l'eau en agriculture pour une durée de trois ans, officialisé par un décret du 13 juillet.

Où en est la ruée vers le stockage de l'or bleu que certains pronostiquent, attisée par les effets manifestes du changement climatique ? L'étude prospective Explore 2, publiée le 28 juin par l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), annonce de très probables étés plus secs et plus longs sur la France métropolitaine, et des hivers plus arrosés dans le nord et l'est du pays. Puiser dans la ressource à la saison où l'eau est la plus abondante, durant l'hiver, et la stocker pour l'utiliser l'été, quand elle manque le plus, semblent relever du « bon sens », comme le répètent les promoteurs des retenues de substitution.

La formule est toutefois réductrice. D'abord, les scientifiques auteurs d'Explore 2 insistent sur les grandes incertitudes concernant les conditions météorologiques d'ici à la fin du siècle et sur leur grande variabilité d'une année sur l'autre. Impossible de prédire à quelle fréquence pourraient être remplis les fameuses mégabassines – un terme qui désigne des ouvrages de plusieurs hecta-

res creusés, endigués et remplis majoritairement en pompant dans les nappes souterraines.

En outre, le stockage hydraulique divise un secteur de production, l'agriculture, qui consomme 62 % de l'eau disponible en France. Malgré les craintes de probables pénuries, les surfaces irriguées se sont étendues de 23 % de 2010 à 2020. Mais les bassines « *fi-gent l'accès à l'eau sur un territoire* », déplore la Confédération paysanne, dans une lettre ouverte du 15 juillet. Tout le monde n'y sera pas relié, loin de là. Or, de nouveaux acteurs – maraîchers et arboriculteurs, entre autres – doivent aussi pouvoir bénéficier d'une redistribution des volumes. Le syndicat agricole minoritaire dénonce l'émergence d'une « *spéculation sur les droits d'eau, notamment à la transmission* » des terres. Il regrette l'« *absence de transparence* » dans ces dossiers et appelle au partage équitable, y compris avec les autres acteurs du territoire.

« Décision incohérente »

Les projets de réserves fleurissent, selon les chambres d'agriculture, qui en recenseraient des centaines. Les tensions sont pourtant multiples, notamment dans les Alpes et les Pyrénées, autour de retenues collinaires destinées à alimenter les canons à neige, ou encore dans la plaine de la Limagne, dans le Puy-de-Dôme, où deux « gigabassines » sont envisagées pour garantir l'approvisionnement du groupe semencier Limagrain. Ces deux-là ont déjà rassemblé plusieurs milliers de manifestants contre elles, le 11 mai. La plus vaste des deux, qui devait s'étendre sur 18 hectares, ne va pas pouvoir être implantée dans le site initialement prévu, la nature des sols ne le permettant pas.

Le sujet est devenu inflammable dans le bassin de la Sèvre niortaise et autour du Marais poitevin. Vingt-cinq retenues sont déjà installées depuis une douzaine d'années en Vendée, au nord de la zone humide, mais au sud, le programme des seize retenues avance lentement. Dans le département des Deux-Sèvres, haut lieu de l'opposition anti-bassines, celle de

LE SUJET EST DEVENU INFLAMMABLE DANS LE BASSIN DE LA SÈVRE NIORTAISE ET AUTOUR DU MARAIS POITEVIN

Mauzé-sur-le-Mignon fonctionne, celle de Sainte-Soline n'est pas remplie, tandis que les chantiers de Priaires et Epannes sont lancés. Leurs promoteurs espéraient qu'ils seraient terminés en 2021.

Les défenseurs de l'environnement ont fait du terrain judiciaire leur principal champ de bataille. Car, en droit français et européen, ce n'est pas la garantie d'irriguer pour certains exploitants qui est mise en avant, mais la vocation des retenues de substitution à permettre le rétablissement d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, comme l'affirment en substance tous les documents stratégiques officiels. Ainsi, le futur délégué interministériel aura pour mission première de promouvoir une « *gestion raisonnée et performante* » de l'eau pour l'agriculture, « *dans le respect des équilibres des milieux et des autres usages s'inscrivant dans la gouvernance territoriale de l'eau, en particulier l'eau potable* ». Dans les régions en déséquilibre structurel – où l'on prélève plus d'eau que la nature ne le permet –, comme c'est le cas dans le bassin de la Sèvre niortaise et du Marais poitevin depuis 1994, cela signifie qu'il faut moins puiser dans la nature.

C'est la raison pour laquelle, le 9 juillet, le tribunal administratif (TA) de Poitiers a annulé l'autorisation pluriannuelle de prélèvements agricoles qu'avaient signée les quatre préfets de l'ancienne région Poitou-Charentes en 2021. Celle-ci aurait permis à des irrigants de puiser 87 millions de mètres cubes d'eau cette année-là, tout en s'engageant à ne plus dépasser 84 millions de mètres cubes par an à partir de 2025. Les magistrats ont calculé, d'une part, que cela reviendrait à dépasser de 25 % à 30 % la consommation réelle observée durant cette dernière décennie. Ils ont observé,

d'autre part, que la pression supplémentaire aurait lieu « *à la faveur des prélèvements hivernaux* », en particulier pour pomper les 10,6 millions de mètres cubes nécessaires au remplissage des mégabassines. Cela se ferait au détriment des agriculteurs qui n'ont pas accès aux retenues et qui sont soumis aux restrictions d'arrosage en cas de sécheresses l'été.

Les agriculteurs de la Coopérative de l'eau 79 ont immédiatement dénoncé une « *décision incohérente* ». Mais le TA de Poitiers avait déjà annulé pour les mêmes raisons l'autorisation pluriannuelle précédente de 2016. Le 3 octobre 2023, il a aussi refusé le feu vert délivré à la construction de quinze mégabassines, toujours dans l'ex-Poitou-Charentes.

Procédure restreinte

Le droit, dans ce domaine, « *ce sont des maths* », résume Marie Bomare, responsable juridique de l'association Nature Environnement 17 (Charente-Maritime), qui centralise les procédures lancées dans cette région. Il y en a tant qu'une quinzaine d'associations – dont la sienne et plusieurs adhérentes de France Nature Environnement, des fédérations départementales de pêche, la Ligue pour la protection des oiseaux, UFC-Que choisir... – ont publié, en juin, un récapitulatif de tous les recours, appels et pourvois en cassation contre les 93 réserves de substitution programmées dans l'ex-Poitou-Charentes et les prélèvements d'eau correspondants.

De son côté, le gouvernement a décidé de restreindre les possibilités de lancer une procédure à l'encontre de mégabassines. Malgré les compétences acquises en la matière par les magistrats de Poitiers et ceux de la cour d'appel de Bordeaux, systématiquement sollicités en deuxième instance dans ces affaires, un décret publié le 10 mai annonce que la totalité des contentieux portant sur les ouvrages hydrauliques agricoles sera exclusivement du ressort du tribunal administratif de Paris à partir du 1^{er} septembre. Et désormais, les délais pour déposer un recours passent de quatre à deux mois. ■

MARTINE VALO

Dans l'Aude, l'eau usée retraitée au secours des vignes

Le Grand Narbonne a mis en place ce procédé, efficace et plébiscité, mais qui n'est pas la panacée face à la sécheresse

REPORTAGE

GRUISSAN ET ROQUEFORT-DES-CORBIÈRES (AUDE) - envoyée spéciale

La bruine s'invite sur Narbonne, en cette matinée du 15 juillet. Mauvais timing pour évoquer la sécheresse. « *Une journée ne fait pas la saison* », rétorque Nicolas Saurin. Il n'empêche, le responsable de l'unité expérimentale de l'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) du domaine viticole de Pech Rouge, à Gruissan (Aude), dans l'agglomération du Grand Narbonne, est soulagé de constater que 2024, en matière de pluviométrie, est plus clément que 2023.

Les vignes de l'Inrae ne bénéficient pas que d'un effet météo : pour la troisième année d'affilée, elles sont irriguées grâce à la station d'épuration de Narbonne-Plage, à 500 mètres de là. Ce projet, baptisé Irri-Alt'Eau et créé dès 2013, a été pensé pour arroser en goutte-à-goutte 80 hectares de vignobles. Pour l'instant, il n'en couvre qu'une quarantaine.

La réutilisation d'eaux usées traitées ou REUT est une méthode rodée en Italie et en Espagne, où le réemploi d'eaux usées atteint respectivement 8 % et 15 % (contre moins de 1 % en France). Elle consiste à retraiter une partie de l'eau en sortie de station d'épuration, jusqu'à obtenir une qualité compatible avec l'irrigation.

Rayon de quelques kilomètres

L'Inrae, en partenariat avec Veolia, a mené de longs tests pour valider la méthode. Parmi les études, essentiellement sanitaires, ont été mesurées l'évolution de la qualité microbiologique de l'eau ainsi que l'absence de contamination (microbiologique et nonylphénols) au niveau de l'environnement et de micropolluants dans les vins. La production a pu démarrer en 2022.

Il faut un minimum de 400 millimètres de précipitations annuels pour permettre à la vigne de produire du raisin, or il est tombé moins de 300 millimètres en 2023. Couplée à des températures très élevées, cette sécheresse a non seulement privé les vignerons de récolte, mais a également tué par endroits jusqu'à un tiers des ceps.

Les vignes de la communauté d'agglomération n'ayant pas accès à une irrigation classique par les eaux agricoles et ne pouvant utiliser l'eau de ville, cette solution suscite de l'espoir, d'autant qu'elle présente de nombreux autres avantages. A terme, la REUT de Narbonne-Plage ne prélèvera que 20 % des eaux usées sortant de la station. Comme celles-ci sont habituellement déversées dans la mer, ce prélèvement est sans conséquence pour les réserves en eau douce et les nappes phréatiques.

La méthode a essaimé dans le Grand Narbonne. A Roquefort-des-Corbières, un peu plus au sud, une plus petite REUT est née, et apporte de l'eau à 15 hectares de la cave des Vignobles Cap Leucate. Un troisième projet est à l'étude, côté Leucate, toujours pour cette coopérative.

La REUT possède tout de même des défauts. D'abord, elle est très limitée géographiquement. Si son intérêt est incontestable s'agissant d'une station de littoral, la réutilisation d'eaux usées de stations en bord de cours d'eau pour

« JE NE SAIS PAS SI L'ON RENTABILISERA UN JOUR. MAIS C'EST ÇA OU LA MORT DE LA VIGNE »

MICHEL JAMMES
vice-président
du Grand Narbonne

rait nuire à leur niveau d'étiage. Ensuite, étant donné la taille des stations et le débit exploitable, elle ne peut être utilisée que pour les parcelles situées dans un rayon de quelques kilomètres. Ainsi, devant les 1200 hectares que couvre la cave des Vignerons de Cap Leucate, ou les 20 000 hectares de vignes du Grand Narbonne, cette irrigation ressemble à une goutte d'eau dans la mer.

« *C'est une belle initiative, mais à Roquefort-des-Corbières, on va quand même arracher 200 hectares de vignes. Les rendements, à moins de 15 hectolitres par hectare – on devrait en produire au moins 40 –, ne permettent pas de survivre, se désole Laurent Villagordo, à la tête de l'association des irrigants impliqués dans le réemploi des eaux usées de Roquefort-des-Corbières. La REUT donne de l'espoir, mais c'est surtout psychologique. On se demande si on n'est pas condamné à voir notre vignoble disparaître dans les prochaines années.* »

Le vice-président de la coopérative des Vignerons de Cap Leucate, Christophe Jaulent, qui porte le troisième projet, pointe un dernier problème : le prix. « *Si le coût d'une eau usée traitée est cinq fois plus élevé que l'eau puisée dans le Rhône, ce n'est même pas la peine de se lancer* », fulmine celui qui se dit « *révolté* » par l'écart avec ceux qui profitent de l'abondance d'une eau apportée par l'Aqua Domitia, un réseau hydraulique qui achemine de l'eau du Rhône jusqu'à Béziers, à environ 15 centimes du mètre cube pour les agriculteurs.

De fait, du côté de l'Inrae, Nicolas Saurin a vu l'eau de la station d'épuration, en sortie de traitement, passer de 0,38 euro le mètre cube en 2022 à 0,53 euro en 2023. « *Et si on regarde le coût réel, en prenant en compte l'électricité, on atteint 0,72 euro par mètre cube, sans compter les frais de fonctionnement* ajoute le chercheur. *Est-ce viable économiquement ?* »

Du côté du Grand Narbonne, qui absorbe une partie des coûts, l'angle financier ne prime pas : « *Je ne sais pas si on rentabilisera un jour, expose Michel Jammes, vice-président chargé du grand cycle de l'eau. Mais c'est ça ou la mort de la vigne. Or, beaucoup de familles vivent de la viticulture et il y a un aspect sécuritaire important, car la vigne est un coupe-feu.* »

À la suite du plan « eau » présenté par Emmanuel Macron le 30 mars 2023, un décret avait simplifié la procédure d'autorisation pour la réutilisation des eaux usées traitées. Et, alors que le gouvernement a publié mardi 16 juillet, un nouveau décret et un arrêté étendant les possibilités pour les industriels de l'agroalimentaire d'y recourir, un appel à manifestation d'intérêt auprès des collectivités littorales a été lancé. Dans les Pyrénées-Orientales, trois projets sont à l'étude sur le littoral, à Argelès, Saint-Cyprien et Canet-en-Roussillon. ■

OPHÉLIE NEIMAN

Un dernier conseil des ministres d'Attal

Emmanuel Macron a accepté sans effusion, mardi, la démission du premier ministre et du gouvernement

Le temps est instable ce mardi 16 juillet et l'air parfois étouffant. Dans la salle des fêtes de l'Élysée, une grande table a été dressée pour accueillir ce qui promet d'être le dernier conseil des ministres du gouvernement de Gabriel Attal. A 35 ans, le plus jeune premier ministre de l'histoire de la V^e République n'aura occupé ce poste que six mois à peine. En fin d'après-midi, il le sait, le président de la République acceptera sa démission, déposée le 8 juillet, après l'échec des élections législatives. Dans quelques heures, les ministres seront cantonnés à la gestion des affaires courantes, prêts à quitter leur poste dès qu'une nouvelle équipe sera désignée. Mais l'heure n'est pas aux effusions.

Lorsque Emmanuel Macron rejoint ce conseil des ministres élargi, il prend soin de remercier chacun pour « l'action menée », leur assurant qu'ils peuvent être « fiers des résultats obtenus pour aujourd'hui et pour les générations futures ». Voilà pour les adieux. Le chef de l'Etat n'est guère réputé pour les épanchements. Très vite, il se projette sur l'après et veille à la préservation de son héritage. La dissolution, décidée le 9 juin, a écoeuré une partie de l'exécutif, il ne peut l'ignorer.

Certains, comme Stanislas Guerini (fonction publique) ou Sabrina Agresti-Roubache (ville) ont échoué à se faire élire. D'autres, à l'instar de Bruno Le Maire, indéboulonnable titulaire de Bercy depuis 2017, ont refusé d'aller au casse-pipe. Pour eux, Emmanuel Macron n'a pas un mot ce jour-là. Le président de la République l'assène : « Le 9 juin, il n'aurait pas été responsable de continuer à faire comme avant. » Il fallait, dit-il, redonner la parole aux Français.

Pressé de tourner la page

Nul regret, donc. Il s'agit d'avancer. Quand bien même la Macronie est donnée comme à demi-morte par une partie du camp présidentiel, Emmanuel Macron rappelle aux siens « l'exigence d'unité » et le « principe de responsabilité qui doit être la règle pour tous, majorité comme opposition ». Ses yeux se tournent-ils alors vers Gabriel Attal, assis en face de lui ? Le nouveau président du groupe des députés Ensemble et Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, ferraillent en coulisses

pour occuper le devant de la scène. Tous deux bataillent pour fédérer autour d'eux un maximum d'élus, tandis qu'Emmanuel Macron, lâché par des fidèles de la première heure, perd de son aura.

Le chef de l'Etat préside sans doute son dernier conseil de ministres macronistes. Ensuite, il sera entouré de représentants d'une Assemblée où il a perdu la majorité. Mais déjà flotte dans l'atmosphère un parfum de cohabitation. Gabriel Attal et le chef de l'Etat n'ont pas eu de tête-à-tête avant de rejoindre la salle des fêtes. Et voilà belle lurette que les deux hommes ne déjeunent plus ensemble comme ils avaient l'habitude de le faire avant le 9 juin.

Le premier ministre a acté la rupture avec le président de la République depuis l'annonce de

Déjà, flotte dans l'atmosphère un parfum de cohabitation

la dissolution, décidée dans son dos. Satisfait d'avoir mené la campagne des législatives et soulagé d'avoir échappé à une victoire de l'extrême droite, le premier ministre est pressé de tourner la page. « Nous aurions pu disparaître. Nous avons évité le pire. L'avenir est à écrire », lance-t-il devant les ministres après avoir fait part de ses sentiments mêlant « la reconnaissance, la passion et le devoir ». Gabriel Attal remercie

tout de même le chef de l'Etat de lui avoir « fait l'honneur (...) de diriger le gouvernement ». Mais « il a hâte » de quitter Matignon signale l'entourage du premier ministre.

Le cœur serré

Le trentenaire veut rejoindre au plus vite l'Assemblée nationale, nouveau cœur du pouvoir. Et prévient, lorsqu'il est interrogé au journal télévisé de 20 heures de TF1 dans la soirée : « Je ne serai pas le prochain premier ministre. » Le « devoir », comme il le répète, l'oblige à patienter. Conscient de l'inquiétude des Français de voir le pays entrer dans une zone grise à l'approche des Jeux olympiques, Gabriel Attal tente de rassurer : « Il y a toujours un gouvernement aux manettes pour les protéger. » Pour réduire cette période transitoire,

le premier ministre dit travailler activement à l'élaboration d'un « pacte » de gouvernement qui pourrait réunir les forces politiques – hormis « les extrêmes », afin de bâtir une coalition. « Pendant que certains s'écharpent, nous, on travaille », griffe-t-il, visant le « spectacle désolant » offert par les membres de l'alliance du Nouveau Front populaire.

Démissionnaire, le locataire de Matignon n'aura jamais semblé aussi actif. Au point que certains ministres se prennent à rêver. Peut-être auront-ils une place dans le prochain gouvernement ? Allez savoir. Le bloc central auquel ils appartiennent pourrait être une pièce structurante d'une future coalition. Mais à l'heure de quitter l'Élysée, personne n'ose vraiment y croire. Et chacun y va

de son selfie pour immortaliser ses derniers instants tandis qu'une photo de famille s'organise sur la terrasse du palais présidentiel. Soudain le dossier de travail de la ministre déléguée à l'agriculture, Agnès Pannier-Runacher, déposé sur une rambarde, tombe à terre. Les papiers s'envolent. A quoi bon les ramasser ?

Une heure s'est écoulée. Amélie Oudéa-Castera, ministre des sports, accaparée par la préparation des Jeux olympiques, est la première à s'engouffrer dans sa berline. Fadila Khattabi, chargée des personnes handicapées, la suit, admettant avoir le cœur serré quand Gérald Darmanin, souriant, dénoue sa cravate au moment de franchir le seuil du palais de l'Élysée, comme libéré d'un carcan. ■

CLAIRE GATINOIS



Les membres du gouvernement Attal posent devant l'Élysée, après le conseil des ministres, à Paris, le 16 juillet. LUDOVIC MARIN/AFP

De quels pouvoirs un gouvernement démissionnaire dispose-t-il ?

La difficulté à nommer le prochain premier ministre pourrait amener le gouvernement actuel à rester en place pour gérer les affaires courantes

Au lendemain du second tour des élections législatives, qui s'est soldé par un échec pour le camp présidentiel, le premier ministre, Gabriel Attal, avait présenté, lundi 8 juillet, sa démission, comme le veut la tradition républicaine. Mais Emmanuel Macron lui avait demandé de rester en poste « pour le moment », afin d'« assurer la stabilité du pays ». Ce choix permettait aux ministres de conserver toutes leurs prérogatives.

Le chef de l'Etat a finalement accepté la démission du gouvernement, mardi, afin de permettre aux ministres élus députés de participer au vote crucial de la présidence de l'Assemblée nationale, le 18 juillet. Le pays se retrouve sans véritable gouvernement, mais les ministres restent à leur poste dans l'attente de la nomination d'un nouveau premier ministre, le temps de gérer les affaires couran-

tes. Reste à voir comment sont encadrés ces pouvoirs particuliers.

Qu'est-ce qu'un gouvernement chargé des affaires courantes ?

C'est un gouvernement dont les ministres restent temporairement en fonctions pour assurer la continuité de l'Etat, de ses services, et donc du fonctionnement essentiel et quotidien des administrations placées sous leur responsabilité. « Un ministre démissionnaire n'est plus vraiment ministre, mais fait office de ministre, il ne peut pas faire n'importe quoi, il y a des limites à son pouvoir », précise Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à l'université Paris-Panthéon-Assas.

Aucun texte juridique ne cadre spécifiquement ce qu'un gouvernement démissionnaire peut ou ne peut pas faire. Il s'agit en réalité d'un principe traditionnel de droit public remontant à la III^e Républi-

que, et qui s'est affirmé par la pratique. Les épisodes sont peu nombreux, et de fait, la jurisprudence sur cette question reste mince.

Comment sont limités les pouvoirs d'un tel gouvernement ?

Un gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes a un pouvoir bien plus limité qu'un gouvernement de plein exercice. Il ne peut, en principe, prendre de mesures de nature politique. « Il ne lui est pas permis de prendre des actes qui effectuent une modification durable d'un organe ou d'un service public ou encore d'un statut juridique », explique Elysée Hator, doctorant en droit public à l'université Paris-Saclay, dans un article de la *Revue française de droit constitutionnel* paru en 2023. De fait, un tel gouvernement ne peut pas, par exemple, créer de nouveaux droits et devoirs pour la population ou prendre des mesures qui

ne seraient pas déjà prévues par les lois existantes et promulguées.

Mais « la frontière est difficile à établir parce que cela relève de l'appréciation du Conseil d'Etat », nuance le constitutionnaliste Dominique Rousseau. Le Conseil d'Etat a le pouvoir de contester un décret s'il juge que la mesure dépasse l'objectif de maintenir la continuité des services publics.

Les affaires courantes n'empêchent pas un gouvernement de prendre des décrets, des circulaires et des arrêtés pour mettre en application des lois déjà votées, explique Dominique Rousseau. « Le ministre de l'éducation nationale pourrait, par exemple, prendre une circulaire pour organiser les "groupes de niveau" », poursuit le juriste. « Dès lors que les lois ont déjà été votées, le gouvernement serait également en droit de publier les décrets d'application » qui y sont liés, relève-t-il encore.

Les pouvoirs d'un gouvernement démissionnaire, en revanche, ne sont pas limités quand les mesures prises revêtent un caractère urgent. « S'il y avait un attentat, il n'y a aucun obstacle juridique, un gouvernement chargé des affaires courantes pourrait prendre les décisions qui s'imposent », illustre Julien Boudon, professeur de droit public à l'université Paris-Saclay. Le gouvernement pourrait décréter l'état d'urgence si nécessaire, même si pour cela il doit réunir un conseil des ministres. « Par convention, on ne réunit pas le conseil des ministres quand le gouvernement est démissionnaire, mais ce n'est pas une contrainte juridique », explique Benjamin Morel.

Combien de temps un gouvernement démissionnaire peut-il continuer à gérer les affaires courantes ? La compétence de nommer le premier ministre re-

vient au seul chef de l'Etat. Il n'a aucune obligation légale de choisir une personnalité issue du groupe le plus important à l'Assemblée nationale et aucun délai ne lui est imposé par les textes.

Nul ne sait quand M. Macron nommera un nouveau premier ministre. Il a déjà prévenu vouloir « laisser un peu de temps aux forces politiques pour bâtir [des] compromis avec sérénité et respect de chacun ». Pour Benjamin Morel, « cela pose un vrai problème démocratique » puisqu'un gouvernement chargé des affaires courantes ne peut plus être renversé par l'Assemblée nationale, sa démission étant déjà actée. « On entre dans une forme d'incertitude politique, parce qu'en général un tel gouvernement est fait pour durer quelques jours, quelques semaines au maximum », insiste-t-il. ■

GARY DAGORN
ET ROMAIN GEOFFROY

Chaque jour de nouvelles Ventes Flash



amazon
prime day

Exclusivement pour les membres Prime

Scannez
pour économiser



Présider l'Assemblée, enjeu stratégique à gauche

Au sein du NFP, cinq candidatures sont sur la table. Les discussions devaient reprendre mercredi matin

Le Nouveau Front populaire (NFP) n'a pour l'instant accouché ni d'un candidat au poste de premier ministre ni même d'un candidat commun pour l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale. Point positif néanmoins : l'union des gauches s'est offert un mardi plus apaisé que ne l'avait été son lundi, entre guerre des communiqués de presse, ultimatum et tir de barrage des « insoumis » contre la candidature de Laurence Tubiana pour Matignon.

La journée de mardi 16 juillet a eu pour cadre les salles de réunion de l'Assemblée nationale les plus feutrées. Les présidents des quatre groupes parlementaires du NFP se sont réunis une heure, en fin d'après-midi, pour avancer sur une candidature commune à la présidence de l'Hémicycle. Le sujet devient brûlant puisque l'élection aura lieu jeudi. Le principe de la candidature unique a

été réaffirmé, mais il ne faisait guère de doute, tant la seule chance de succès pour la gauche réside d'abord et avant tout dans son unité au moment du vote.

Chaque groupe a présenté son ou sa candidate et a argumenté sur les avantages et inconvénients : Boris Vallaud, député des Landes, président du groupe socialiste; Cyrielle Chatelain, députée de l'Isère, présidente du groupe Ecologiste et social; André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme, président du groupe la Gauche démocrate et républicaine (GDR, où siègent notamment les communistes). Le groupe « insoumis » a, lui, proposé deux noms : celui de la présidente, Mathilde Panot, députée du Val-de-Marne, et celui d'Eric Coquerel, député de la Seine-Saint-Denis, président de la commission des finances pendant la précédente législature.

Chez les socialistes, on veut croire que ça se joue entre Boris

Vallaud et André Chassaigne, les deux seuls candidats, selon eux, à pouvoir rallier quelques voix au sein du groupe Liberté, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT), voire plus au centre. Dans le nouveau groupe Ecologiste et social, renommé ainsi après l'arrivée des « purgés » de La France insoumise (LFI), on estime que l'heure de Cyrielle Chatelain est venue, à la faveur du refus par principe d'une candidature socialiste par les « insoumis ».

Toujours pas de fumée blanche
« Ça peut être la bonne personne, au bon moment, au bon endroit, assure le député des Yvelines Benjamin Lucas (Génération.s), lui aussi membre du groupe, qui ne tarit pas d'éloges sur sa présidente. Cyrielle Chatelain, c'est la candidate de l'indépendance du Parlement. On peut toujours reprocher des choses aux écologistes, mais ils ont intrinsèquement une vraie culture parlementariste. »

Du côté du choix d'un nom pour Matignon, rien ne semble avancer sérieusement

S'il n'y a pas eu de fumée blanche, plusieurs participants affirment que ce n'était pas une réunion pour rien. Chacun rechigne à donner une date, mais certains espèrent arriver à une solution dans la journée de mercredi, alors que les discussions ont repris à 9 h 30. Il faut dire que la réunion de mardi s'est tenue « dans une bonne ambiance, où chacun s'écoute et se respecte, sans invectives », décrit M. Vallaud. « On a aussi avancé sur la question du bureau, avec un certain nombre de scénarios, si on gagne ou pas la présidence, s'il y a

un front républicain ou pas... On a bien avancé ! », poursuit-il. Le tableau, dans le contexte de la gauche, peut apparaître comme un espoir ou une surprise, selon les points de vue.

« Il n'y a pas de surprise, reprend le député socialiste du Calvados Arthur Delaporte, présent lui aussi autour de la table. Les discussions entre les groupes sont souvent moins difficiles qu'entre les partis. Quand il a fallu s'entendre sur une répartition des équilibres pour le futur bureau suivant les configurations, en trente minutes, c'était réglé. » Les seuls moments de relative tension de la réunion du jour sont à mettre à l'actif de Boris Vallaud, qui a reproché aux « insoumis » d'avoir nommé un député de son groupe, Philippe Brun (Eure), dans leur communiqué de lundi. Et à celui d'Arthur Delaporte, qui a mis sur la table le tweet de la députée LFI de Paris Sophia Chikirou, où elle compare le « hollandisme » aux punaises de lit.

Les groupes de gauche se sont enfin entendus sur un appel aux présidents des groupes de la coalition présidentielle – Démocrate, Horizons et Ensemble pour la République (nouveau nom du groupe des députés Renaissance) – et de La Droite républicaine (le groupe des députés Les Républicains) pour qu'ils empêchent l'élection de députés du groupe Rassemblement national (RN) au bureau de l'Assemblée nationale. « Le vote réalisé il y a neuf jours par les Françaises et les Français nous oblige à confirmer le barrage républicain qu'ils ont érigé face à l'extrême droite », déclarent les quatre présidents de groupe dans une lettre ouverte.

et net par les « insoumis » du nom de Laurence Tubiana, avancé par les socialistes, les écologistes et les communistes. Tout juste le groupe GDR a-t-il appelé, dans un communiqué de presse, à « soumettre au vote des députés du NFP la désignation d'un premier ministre ».

Aucune autre discussion à quatre n'a eu lieu mardi. Après tout, LFI avait annoncé la couleur dans son communiqué de lundi après-midi : « Nous ne participerons à aucune discussion supplémentaire sur la formation du gouvernement, tant que la candidature unique à l'Assemblée nationale ne sera pas acquise et que le vote n'aura pas eu lieu. » Le sujet de la candidature à Matignon ne devrait donc pas avancer avant jeudi soir... au mieux.

Ce qui a provoqué la colère de Marine Tondelier. « Ecœurée » par la guerre que se livre « insoumis » et socialistes pour proposer un nom de premier ministre, la secrétaire nationale des Ecologistes a appelé à la reprise immédiate des négociations. « Chaque heure, chaque minute de ridicule qu'on offre (...), on est en train de fabriquer du vote RN, et ce ne sera pas la peine de venir me chercher avec ma veste verte en 2027, entre les deux tours, pour dire : 'Au secours, il faut un front républicain !' On ne peut pas susciter l'espoir et décevoir autant », s'est-elle insurgée, mercredi matin, sur France 2.

Une défaite dans la course au perchoir ne pourrait-elle pas se transformer en porte de sortie du NFP pour LFI ? Chez les « insoumis », on assure que non. « Je forme le vœu qu'à l'issue de ce vote nous puissions reprendre les discussions pour nous accorder à la fois sur une candidature à la fonction de premier ministre et sur un gouvernement qui pourra mettre en œuvre le programme du Nouveau Front populaire », a déclaré, mardi soir, sur LCI, le coordinateur de LFI, Manuel Bompard. Sur un ton d'ailleurs assez éloigné du communiqué très dur de la veille.

Pour LFI, le focus mis sur l'élection à la présidence de l'Assemblée est avant tout une question de priorité calendaire. « On a gagné sur l'idée qu'il y avait urgence à s'entendre, parce que c'est objectivement la bataille qui arrive. C'est la première bataille concrète vis-à-vis de Macron », explique le député LFI de Haute-Garonne Hadrien Clouet.

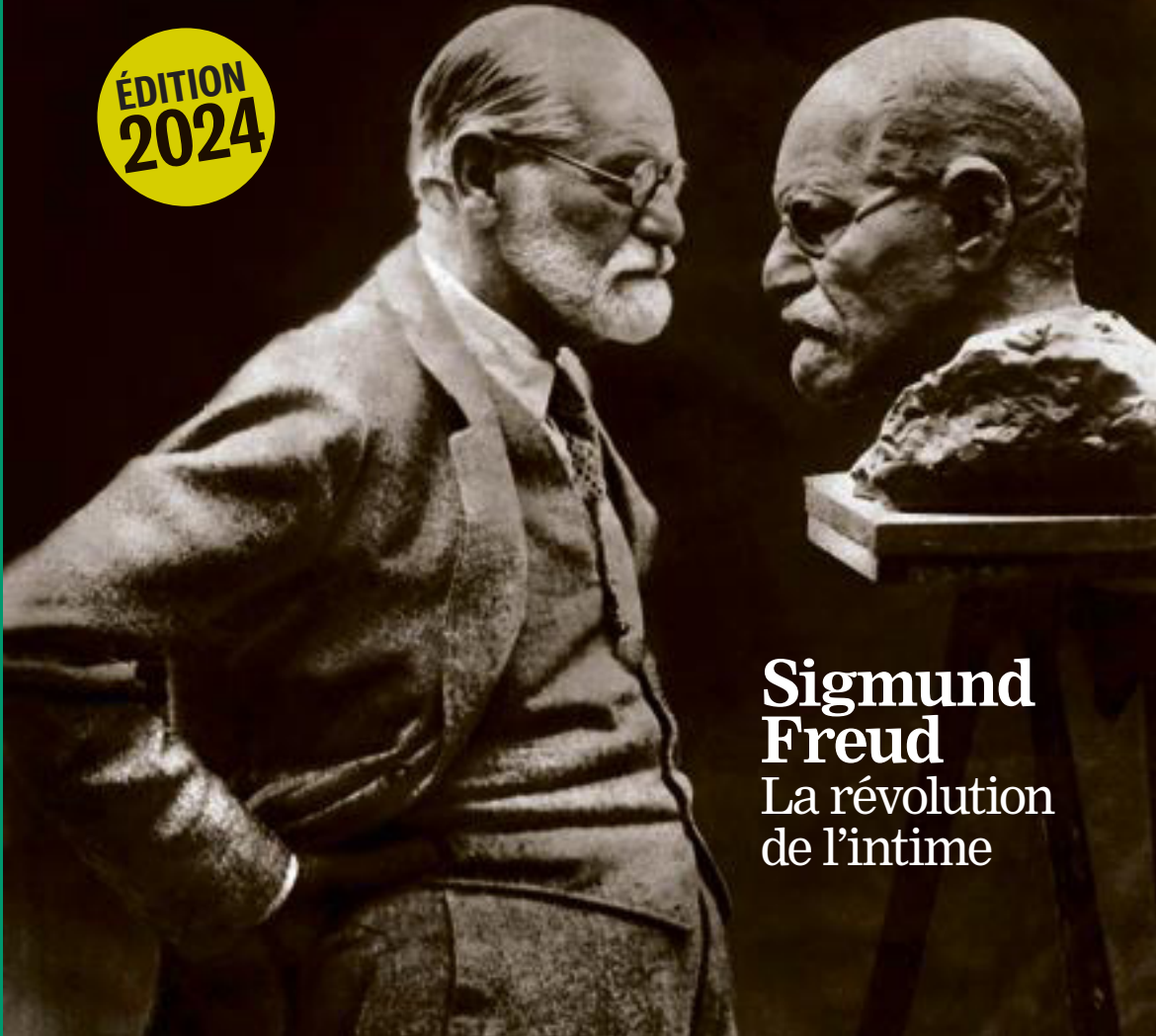
Chez les « insoumis », les bonnes nouvelles sont exploitées, les mauvaises n'existent pas. Nouvel exemple en l'espèce : « Si on gagne, on pourra prendre Macron au mot pour le gouvernement. Si on perd, il n'y a de toute façon aucun lien organique entre l'élection à la présidence de l'Assemblée et le gouvernement, l'exigence démocratique d'appliquer notre programme ne change pas », précise le député, qui relativise déjà un éventuel échec, simple « première manche perdue ». Sauf que la gauche abordera alors la seconde manche, en ballottage très défavorable. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL

HORS-SÉRIE Le Monde

UNE VIE, UNE ŒUVRE

ÉDITION
2024



Sigmund
Freud
La révolution
de l'intime

Un conquérant des lumières sombres, par Elisabeth Roudinesco

SIGMUND FREUD

Un hors-série du « Monde »
124 pages - 11 €
Chez votre marchand de journaux
et sur [lemonde.fr/boutique](https://www.lemonde.fr/boutique)

On peut aujourd'hui dessiner les contours d'un nouveau Freud dont les concepts éclairent le XX^e siècle. Pour l'universitaire américain Eli Zaretsky, « la psychanalyse fut bel et bien une révolution ». Ce hors-série décrypte son œuvre et les débats passionnés qu'elle a suscités. Portrait, entretien, textes, débats, hommages, lexique, portfolio.

IMMIGRATION Des décrets d'application de la loi publiés au « Journal officiel »

Plusieurs décrets d'application de la loi controversée sur l'immigration ont été publiés, mardi 16 juillet, au Journal officiel, six mois après sa promulgation et quelques heures avant la démission du gouvernement Attal. Désormais, notamment, tout étranger sollicitant un titre de séjour en France devra s'engager, par le biais d'un con-

trat, à respecter « les principes de la République ». La signature de ce contrat conditionne la délivrance du document de séjour, et son signataire « peut se voir refuser le renouvellement de son document ou se le voir retirer en cas de manquement caractérisé à l'un de ces principes ». Adopté par le Parlement en décembre 2023, le projet de loi sur l'immigration avait vu trente-cinq de ses articles totalement ou partiellement censurés par le Conseil constitutionnel. – (AFP)

This collage is a collection of manga panels, all centered around the theme of saying "thank you". The panels are of various sizes and are arranged in a dense, overlapping manner. The background of the entire collage is a solid yellow color.

- Central Panel:** A large, detailed panel featuring a character with dark hair and a wide, expressive mouth. The character is saying "DE M'AVOIR AIME !!" (For having loved me!!) and "MERCI..." (Thank you...). The character's face is highly detailed with shading and highlights.
- Top Right Panel:** A panel showing a character with glasses and a wide, joyful smile, saying "MERCI !" (Thank you!).
- Top Left Panel:** A panel showing a character with long hair and a gentle smile, saying "MERCI !" (Thank you!).
- Bottom Right Panel:** A large panel showing a character with dark hair and a slight smile, saying "UN GRAND MERCI." (A big thank you.).
- Bottom Left Panel:** A panel showing a character with dark hair and a wide smile, saying "MERCI TONJA !" (Thank you, Tonja!).
- Other Panels:** Numerous smaller panels are scattered throughout, each showing a different character saying "MERCI" or "MERCI BEAUCOUP..." (Thank you very much...). The characters have various expressions, from joyful to thoughtful.

Nous vous en remercions.

STOP! 海賊版
STOP ! AUX VERSIONS PIRATÉES DU MANGA



20 SONG SHOWN ©2005 Naoji URASAWA / BANANA FISH ©1986 Akimi YOSHIDA / SHOGAKUKAN / BLEACH ©2001 by The Kubo / SHUEISHA Inc. / BLUE GIANT ©2013 Shintaro ISHIZUKA / SHOGAKUKAN / Blue Lock ©Mitsuyuki Kamezono, Yusuke Nomura / Kodansha Ltd. / BORG NO HERO ACADEMIA ©2014 by Kohai Hasekura / SHUEISHA Inc. / Cardcaptor Sakura ©CLAMP / Shogakukan/Tsutsuki Co. LTD. / Kodansha Ltd. / BE BELLIE ©Shueisha / Kodansha Ltd. / COME-SAN WA, COMUSHO DESU ©2016 Tetsuroh Oda / SHOGAKUKAN / FERRY TAIL ©Yoshi Maehama / Kodansha Ltd. / JUJUTSU KAISEN ©2018 by Gege Akutami / SHUEISHA Inc. / KANGOU WA USO O JISSEIGUTTERU ©2009 Kotaro Adachi / SHOGAKUKAN / KIMETSU NO YAIBA ©2016 by Koyoharu Gotouge / SHUEISHA Inc. / L'Arcade des Titans ©Hajime Isayama / Kodansha Ltd. / MITTANTEI CONAN ©1994 GOSHO AOYAMA / SHOGAKUKAN / NARUTO ©1999 by Masashi Kishimoto / SHUEISHA Inc. / NEDIN GENESIS EVANGELION ILLUSTRATION / YOSHIOYU SADAMOTO Shivers / ONE PIECE ©1997 by Eiichiro Oda / SHUEISHA Inc. / OYASUMI PUNKOP ©2007 ITO ASANO / SHOGAKUKAN / Sasaki and Miyano ©Shou Haruno / KADOKAWA CORPORATION / BOYS NO FRIEND ©2020 Kenjiro Yamada, Tsukasa ABE / SHUEISHA Inc. / Source Brothers ©Chuya Kizama / Kodansha Ltd. / SPY x FAMILY ©2019 by Tatsuya Endo / SHUEISHA Inc. / TAKUPU NO GENZAI ©2021 by Takumi / SHUEISHA Inc. / TOKYO REVENGERS ©Ken Wakui / Kodansha Ltd.

Les communes de Givors et Grigny proposent un accompagnement renforcé, sans heures d'activité obligatoires

THIBAUD MÉTAIS

JO : comment le renseignement anticipe la menace terroriste

Le risque d’attentat, en hausse depuis deux ans, est élevé, même si les services n’ont pas observé de campagne depuis l’étranger pour cibler l’événement

PARIS 2024

Les Jeux olympiques (JO) de Paris passeront-ils entre les gouttes du principal nuage qui menace de gâcher la fête, le risque d’attentat ? Voilà de longs mois que cette question hante les services de renseignement, qui travaillent d’arrache-pied pour prévenir la menace terroriste lors de l’événement le plus médiatique de l’année. « Les JO constituent une opportunité d’action et les organisations terroristes sont opportunistes », s’inquiétait, en avril, une source au sein des services de renseignement, évoquant un « défi sécuritaire gigantesque ».

Depuis la fin de l’hiver, tous les agents de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et de la direction générale de la sécurité extérieure ont été mobilisés sur l’événement, les équipes renforcées et les congés restreints afin d’assurer un travail de renseignement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, jusqu’à la fin de l’été. La coopération interservice

a été consolidée sous le pilotage de la DGSI, avec la création d’un centre du renseignement olympique, et la coopération internationale resserrée avec une centaine de partenaires étrangers.

Entraves administratives

Le péril est d’autant plus difficile à appréhender qu’il est double : il y a d’abord le risque endogène (les passages à l’acte spontanés d’acteurs locaux), le principal depuis la défaite militaire du groupe Etat islamique (EI), en 2019. Cette menace intérieure s’est même « redynamisée », ces deux dernières années, à travers un phénomène inquiétant : le spectaculaire rajournissement des sympathisants de l’EI, parmi lesquels nombre de mineurs séduits par le dynamisme retrouvé du groupe en Afghanistan et en Afrique.

Afin de circonscrire le risque à l’approche de l’événement, le ministère de l’intérieur a demandé, début mai, aux préfets de renforcer les mesures d’entraves administratives contre certains profils parmi les 5200 personnes inscrites au fichier des signalements

pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste. Parmi ces mesures figurent les « visites domiciliaires » (il y en a eu plus de 600 depuis le printemps) et une forte hausse des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance, qui prévoient une limitation des déplacements et des pointages au commissariat.

Mais si la menace endogène est la plus massive en termes d’« objectifs » à surveiller, elle est aussi moins élaborée et souvent moins létale que la menace exogène, activée ou projetée depuis un théâtre extérieur. La projection de commandos depuis une zone de combat, comme ceux des attentats du 13 novembre 2015, est aujourd’hui jugée « peu proba-

La projection de commandos d’une zone de combat est aujourd’hui jugée « peu probable »

ble ». Mais la menace activée depuis l’étranger, qui avait disparu après la chute du « califat » de l’EI, est réapparue depuis deux ans, faisant craindre une vaste campagne de mobilisation des groupes djihadistes à partir du printemps.

Les mois ont passé. Un autre événement à risque, l’Euro de football, organisé entre le 14 juin et le 14 juillet en Allemagne, s’est depuis déroulé sans encombre. Et la campagne tant redoutée n’a pas eu lieu. Qu’il s’agisse de la propagande ou des projets d’attentats activés depuis l’étranger, les services n’ont, pour l’heure, pas constaté de surcroît significatif d’activité à l’approche de la cérémonie d’ouverture. « Les JO n’apparaissent pas, à ce stade, comme un événement mobilisateur pour les organes de propagande », résume une seconde source rencontrée au début de l’été.

Logiques communautaires

Les « zones de vigilance » sont pourtant toujours là : la Syrie, berceau historique de l’EI, et la zone afghano-pakistanaise, où a pris racine sa filiale la plus active, l’Etat islamique au Khorassan (EI-K), continuent d’héberger des bataillons de djihadistes. Pour autant, « on n’a observé aucune campagne massive organisée depuis la Syrie visant les JO et on ne voit aucune trace d’un bureau des opérations extérieures de l’EI-K en Afghanistan », poursuit cette source.

Comment expliquer ce relatif désintérêt des groupes terroristes pour l’événement sportif de l’année ? Les services de renseignement constatent d’abord un « affaiblissement » des structures centrales, qui étaient jusqu’ici à l’instigation de la propagande et des projets d’attentat. L’EI et l’EI-K, combattus par les forces russo-syriennes en Syrie et par les talibans

La menace intérieure, avec passages à l’acte spontanés d’acteurs locaux, s’est, elle, « redynamisée »

en Afghanistan, préfèrent consacrer leurs ressources à leur reconstruction territoriale plutôt qu’à des succès médiatiques immédiats. Leur apparente inactivité ne signifie pas pour autant que la menace extérieure est éteinte. L’EI-K, la « marque » djihadiste « la plus susceptible d’agir », a déjà fait la preuve, cette année, de sa capacité à organiser des attaques d’ampleur : elle était derrière l’attentat qui a fait 84 morts en Iran, le 3 janvier, et celui du Crocus City Hall, qui a fait 144 morts, le 22 mars, près de Moscou.

Autre source d’inquiétude : les services constatent une mutation de la menace qui la rend plus complexe à détecter. Les projets d’attentat émanent désormais de structures plus « morcelées », et leur chaîne décisionnelle s’est considérablement « raccourcie » avec l’apparition d’« opérateurs intermédiaires » très actifs dans plusieurs pays, notamment en Turquie, capables de piloter des opérations sans passer par la haute hiérarchie. « Les vrais chefs de l’EI-K sont en Afghanistan, explique-t-on. Mais, dans la pratique, les commanditaires sont disséminés géographiquement. Ils peuvent rediriger un candidat à la hijra [l’émigration en terre d’islam] vers un projet terroriste, sans réelle préparation, en le mettant en relation avec des facilitateurs qui lui

fournissent des armes et des papiers. » Cette « décentralisation » des structures rend moins lisibles les projets élaborés : « Ils activent désormais un niveau hiérarchique assez bas, avec un temps de préparation extrêmement rapide. »

Parmi ces « intermédiaires opérationnels » à la manœuvre, on retrouve nombre de Centrasiatiques (avec une forte prédominance de Tadjiks) et de Nord-Caucasiens (essentiellement des Tchétchènes). Cette tendance reflète une autre évolution de la menace : les logiques d’allégeance aux groupes terroristes sont devenues moins pertinentes que les logiques communautaires. « Les organisations importent moins aujourd’hui. On constate une forte communautarisation des réseaux, singulièrement russophones. »

Deux projets terroristes de l’EI-K déjoués en France illustrent ce phénomène : le 18 novembre 2022, un Tchétchène et un Tadjik, télé-guidés par des djihadistes russophones de l’EI-K en Afghanistan, avaient été interpellés à Strasbourg pour un projet d’attentat ; le 22 mai, c’est un Tchétchène de 18 ans, lui aussi en lien avec des membres de l’EI-K, en Syrie cette fois, qui était interpellé pour un projet devant le stade Geoffroy-Guichard, à Saint-Etienne. Il s’agit, à ce jour, du seul projet d’attentat caractérisé ayant visé les JO.

Si les centrales terroristes n’ont pas lancé la campagne de terreur redoutée, leur décentralisation et l’apparition d’acteurs intermédiaires susceptibles d’activer des réseaux communautaires suffisent à considérer que la menace extérieure est redevenue réelle – à côté de la menace endogène qui n’a jamais disparu –, justifiant une mobilisation des services qualifiée d’« inédite » depuis 2015. ■

SOREN SEELOW

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/24

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC

Autres formats : nous consulter

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Encombrement mini

Couchage maxi

1590€

CANAPÉ-LIT TOPPER MINI
L161 x P87 cm
Matelas 17 cm 140 x 190
Ouverture express. Range-oreillers
Entièrement déhoussable
Fabriqué en Italie. Tissu Queen (100% polyester), nombreux coloris
Ecopart incluse. Prix hors livraison

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 12 • 7J/7 : 54 cours de Vincennes, 01 40 21 87 53, M° Nation
Paris 15 • 7J/7 : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40 et 147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81, M° Charles Michels
Paris 15 : 37 rue du Commerce, 01 45 75 29 98, M° Emile Zola

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

La maison recherche également bien d'autres produits
Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES

POUR VENDRE,
VOULEZ-VOUS LE BON PLAN
OU LE MEILLEUR ?

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Lit coffre Topper 790€
En 140 x 190

Lit coffre Topper + matelas 1290€
En 140 x 190
Matelas Câlîn Dunlopillo 20 cm

5 coloris bois au choix
Structure MDF. Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse
Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 15 : 66 rue de la Convention, 7J/7, 01 40 59 02 10, M° Charles Michels
Paris 15 : 37 rue du Commerce, du mardi au samedi, 01 45 75 29 98, M° Emile Zola ou La Motte-Picquet - Grenelle
Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes, 7J/7, 01 43 41 80 93, M° Nation

ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES
Participant à Affaire conclue.
« ART D'ASIE » : CHINE, VIETNAM ET MOYEN-ORIENT
06 07 55 42 30 - P. MORCOS
EXPERT : COMPAGNIE NATIONALE DES EXPERTS
* Porcelaines et Bronzes * Cristal de Roche * Corail et Ivoires Anc.
* Jade blanc et couleurs * Cornes et Laques
* Peintures et Tissus anc. * Peintures et panneaux laqués du Vietnam
DÉPLACEMENTS PARIS - PROVINCE - morcospatrick@orange.fr

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Offrez une chanson personnalisée à ceux que vous aimez.

Voix, paroles & musique par Intelligence Artificielle.

Anniversaire, mariage, succès...

Un cadeau surprenant et original.

IACHANSON.COM

Violences, racisme... Le rugby face à ses démons

Les récentes affaires touchant le XV de France questionnent de nouveau la culture d'un sport très masculin

Un joueur, Melvyn Jaminet, écarté le 7 juillet pour des propos racistes et visé par une enquête du parquet de Paris ; deux, Hugo Auradou et Oscar Jegou, inculpés le 12 juillet en Argentine pour viol aggravé : la tournée d'été 2024 de l'équipe de France de rugby, ne restera pas dans les annales pour son bilan sportif, mais judiciaire. Surtout, à travers ces deux affaires survenues au cœur de son équipe fanion, le rugby français se voit rattrapé par deux maux qui le hantent : la violence (physique, sexuelle, conjugale) et le racisme.

Des phénomènes en contradiction avec le discours mythifié mis en avant par ce sport, autour de ses valeurs de solidarité, de convivialité et de respect de l'autre. Ces qualités, qui restent très partagées dans le milieu, sont incarnées par la figure majeure de la discipline, le capitaine du XV de France, Antoine Dupont, notoirement engagé contre l'extrême droite et contre l'homophobie.

Mais derrière cette tête de gondole, la liste des scandales récents est longue. Le 16 janvier, l'international Bastien Chalureau était condamné en appel à une peine de six mois de prison avec sursis pour une agression physique survenue en 2020, dont le caractère raciste, retenu en première instance, a été écarté.

« Le reflet de la société »

Le 3 avril, Wilfrid Hounkpatin, pilier de Castres (Tarn), était condamné à un an avec sursis pour violences conjugales. Le 17 juin, le procès de cinq anciens joueurs de Grenoble, accusés de viol en réunion par une femme de 20 ans à l'époque des faits dénoncés, devait s'ouvrir à Bordeaux. Il a été renvoyé en raison de l'absence de l'un des rugbymans. Une histoire similaire s'est produite le 13 avril à Vannes, avec le dépôt par une femme d'une plainte pour viol visant des rugbymans du centre de formation de Bourg-en-Bresse, en déplacement pour un match.

Pour les dirigeants du rugby français, cette accumulation est le signe que leur sport n'est pas épargné par des phénomènes traversant le pays. « On est clairement le reflet de la société », a analysé, mardi 16 juillet, le président de la Fédération française de rugby (FFR) depuis juin 2023, Florian Grill, lors d'une conférence de presse. Même constat pour Malik Hamadache, président de Provale, le syndicat des joueurs : « Il ne faut pas que notre



beau sport soit gâché par des actes isolés. Notre société connaît une montée des violences. Face à cela, nous devons éduquer, informer, prévenir, dès le centre de formation et dans les équipes seniors. »

Certains observateurs s'interrogent néanmoins : la culture propre au rugby peut-elle être de nature à favoriser les dérives ? C'est notamment celle de la troisième mi-temps, ces fêtes d'après-match où l'alcool est consommé abondamment et où la cocaïne circule désormais largement. Des fléaux que n'hésite pas à souligner ouvertement M. Grill, qui parle d'un « problème endémique » pour la poudre blanche. En 2023, Oscar Jegou avait été contrôlé positif à la substance et suspendu un mois.

Le président de la FFR ne va cependant pas jusqu'à remettre en cause « l'esprit troisième mi-temps », estimant qu'il n'est « pas incompatible » avec un « esprit de responsabilité qui fait aussi partie des valeurs du rugby ». Cet équilibre est-il possible dans un contexte propice aux excès ?

Les événements impliquant en Argentine Melvyn Jaminet, Oscar Jegou et Hugo Auradou se sont

produits au cours d'une sortie isolée. Ce n'est pas la première fois que l'équipe de France est confrontée à de tels problèmes. En 2018, des joueurs avaient été écartés de la sélection nationale après une nuit agitée en Ecosse. Ils avaient été entendus par la police locale sur des soupçons de bagarre et d'agression sexuelle. Aucune poursuite n'avait été engagée.

« Les rois du monde »

« Le problème dans le rugby, c'est l'alcool, juge Mourad Boudjellal, l'ex-proprétaire du club de Toulon. Quand je suis arrivé dans ce milieu, je croyais que les sportifs de haut niveau ne buvaient pas... Mais les bières sont dans le vestiaire, les joueurs sortent ensemble après les matchs et les patrons de bar cherchent à les faire venir avec des tournées gratuites. » Président de Provale entre 2007 et 2017, Gaël Arandiga déplore ce qu'il appelle « l'inversion de la norme » : « Des jeunes de 20-25 ans gagnent dix à vingt fois plus que leurs parents. Ce n'est pas normal et cela doit être accompagné beaucoup plus. Ils peuvent avoir l'impression d'être les rois du monde. »

Cet ex-rugbyman y voit les défaillances d'un sport devenu professionnel il y a moins de trente ans : « Au vu de ce qui se passe, nous avons raté quelque chose, moi y compris. Nous nous sommes beaucoup préoccupés de développer notre sport, sans nous demander assez si les joueurs évoluaient bien. Nous devons nous poser la question de la ressource humaine, et plus seulement du produit. »

Pour certains, ces accès de violence expriment aussi les travers de la masculinité de bande qui caractérise ce sport, malgré sa féminisation émergente. « Le rugby exacerbe tellement la virilité, celle d'hommes forts qui mesurent près de 2 mètres et font vingt kilos de plus que tout le monde. Certains peuvent finir par se prendre pour des surhommes, dont la manifestation de la virilité, quelle qu'elle soit, ne peut souffrir aucun revers », observe le journaliste Ludovic Ninet, auteur en 2023 du livre *L'Affaire Cécillon* (Presses de la Cité).

Ce « récit d'un féminicide » revient sur le meurtre, en 2004, de Chantal Cécillon par son mari Marc, ex-international, violent et alcoolique. Il raconte comment

« Le problème dans le rugby, c'est l'alcool », juge Mourad Boudjellal, l'ex-proprétaire du club de Toulon

une partie du monde du rugby, jusqu'au plus haut niveau des instances officielles, a soutenu le joueur et contribué à l'effacement de la victime.

Dans quelle mesure les mentalités des dirigeants ont-elles évolué en vingt ans ? De fait, les condamnations judiciaires ne nuisent pas toujours aux carrières des joueurs. Ce qui questionne le souci d'exemplarité. Malgré sa peine de première instance, Bastien Chalureau a été sélectionné pour la dernière Coupe du monde de rugby, en 2023. Il évolue à Montpellier, club qui vient de recruter Wilfrid Hounkpatin et un autre joueur plusieurs fois condamné, notamment pour violences conjugales, Mohamed Haouas. Détenu par le

milliardaire Mohed Altrad, le club de l'Hérault, dont le « directeur du rugby » est l'ancien président de la FFR Bernard Laporte, plaide la nécessité de la « réhabilitation ».

« Aujourd'hui dans le rugby, on place encore le sport avant l'éthique », déplore Sébastien Boueilh, ancien joueur et fondateur de l'association Colosse aux pieds d'argile, qui lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans le sport.

Sur le racisme, le rugby est aussi capable d'attitudes en contradiction avec son discours d'inclusion. « Pour gagner les matchs, il faut des joueurs différents, des grands, des mecs qui poussent, des mecs rapides. C'est un sport où l'on apprend que les différences rendent plus fort », veut croire Mourad Boudjellal, très choqué des propos de Melvyn Jaminet, dont il dit que « c'est de la ratonnade pure et simple ».

« Programme de prévention »

Le milieu du ballon ovale n'est pas complètement étanche à la droite radicale, dont certains propriétaires de clubs sont issus. Le Biarritz Olympique vient de passer des mains de la famille Gave, un temps proche d'Eric Zemmour, à celles d'un groupe d'investisseurs comprenant Pierre-Edouard Stérin, milliardaire frayant avec le Rassemblement national.

Et le Stade toulousain a pour actionnaire le groupe Fiducial, propriété de Christian Latouche, dont le média Sud Radio ouvre largement ses micros à des personnalités d'extrême droite. A l'ouverture de la Coupe du monde en France, en septembre 2023, le magazine *Valeurs actuelles* avait célébré en une « la France rugby », ce « sport enraciné devenu modèle de société » et s'était attiré les foudres d'Antoine Dupont, représenté en couverture.

Face aux dérives, qu'il ne découvre pas seulement aujourd'hui, le rugby n'est pas resté inactif. Il y a un mois, la FFR dévoilait un « plan de lutte contre les violences et les incivilités », ayant constaté une très forte augmentation (+ 36 % sur un an) des faits traités par ses « conseils de discipline » internes lors de la saison 2022-2023. Il comporte une trentaine de mesures, visant surtout les violences commises sur les terrains et à proximité. De son côté, la Ligue nationale de rugby a commencé à déployer un « programme de prévention et de prise en charge des risques psychosociaux » auprès des joueurs professionnels. Des actions doivent être entreprises au sein des clubs à partir de septembre. ■

JÉRÔME LEFILLIÂTRE

Pour la fédération française, « un avant et un après-Mendoza »

Florian Grill, le président de la FFR, compte renforcer les sanctions, après l'accusation de « viol aggravé » de deux joueurs, en Argentine

Ambiance gueule de bois à Marcoussis (Essonne), mardi 16 juillet. Au siège de la Fédération française de rugby (FFR), où il tient une conférence de presse aux côtés de son vice-président, Jean-Marc Lhermet, le président Florian Grill fait bonne figure, mais il doit bien l'admettre : « Oui, c'est une douche froide. Un coup de massue sur la tête. Je pense aux dizaines de milliers de bénévoles dans les clubs qui expliquent que le rugby construit, fait grandir, aide. Ce type de dérapages détruit tout le travail fait au quotidien. »

Les deux hommes rentrent à peine d'Argentine, où la tournée du XV de France a viré au cauchemar, les « valeurs de l'ovalie » ayant été mises à mal par « une succession d'affaires dramatiques » : les propos racistes tenus dans une vidéo sur Instagram par Melvyn Jaminet, exclu du groupe et renvoyé en France, le 7 juillet, puis la mise

en examen pour « viol aggravé » d'Hugo Auradou et Oscar Jegou, le 12 juillet, détenus à Mendoza.

C'est dans cette ville de l'ouest du pays que les faits se sont déroulés, dans la nuit du 6 au 7 juillet. Les Bleus venaient de battre les Pumas et allaient fêter cette victoire au bar puis en discothèque et, pour certains, s'affranchir des règles régissant la vie sociale des joueurs lors de ces tournées.

« Il y a un cadre extrêmement précis depuis des années, a tenu à rappeler Florian Grill, fondé sur l'autonomie et la responsabilisation, qui prévoit que les joueurs puissent sortir en groupe, avec des joueurs un peu plus "seniors" chargés (...) de faire rentrer tout le monde en même temps, ce qui a été fait par le capitaine, Baptiste Serin. Un certain nombre de joueurs ont décidé de ne pas respecter le cadre. »

« Il y aura un avant et un après-Mendoza, on va changer les

« Nous avons décidé de prendre les dossiers des violences et des addictions à bras-le-corps »

FLORIAN GRILL
président de la Fédération française de rugby

règles », promet le président, qui ne souhaite pas pour autant cloîtrer les joueurs à l'hôtel : « On doit être capable à la fois d'avoir un minimum de soupapes qui sont nécessaires et font partie de l'esprit du jeu et d'accepter un principe de responsabilité et de sanctions. »

Les affaires argentines qui secouent le rugby français sont l'oc-

casion pour M. Grill de marteler un discours volontariste et de vanter son action à la tête de la FFR : « Depuis notre arrivée, nous avons décidé de prendre les dossiers des violences et des addictions à bras-le-corps », dit celui qui a succédé en juin 2023 à Bernard Laporte.

« Enjeu de survie »

Florian Grill a bien l'intention de « mettre en place ce qu'il faut pour que tout ça ne se reproduise jamais », et l'assure d'un ton martial : « Nous n'aurons certainement pas la main qui tremble. » D'ambitieux plans de prévention ont été mis en place, et la punition en cas de manquement « pourra notamment inclure des sanctions financières, et l'exclusion temporaire ou définitive des équipes de France. Voilà, il faut en passer par là. C'est un enjeu de survie pour le rugby français, professionnel ou amateur ». Ce sera donc « tolé-

rance zéro » désormais, le « nouveau cadre » lors des rassemblements des Bleus devant entrer en vigueur « avant les prochains matchs de l'équipe de France ».

Le serrage de vis n'avait manifestement pas encore eu lieu en Argentine : le soir du dernier match, samedi 13 juillet, certains joueurs sont sortis dans Buenos Aires, passant outre les consignes. Florian Grill, gêné : « Des joueurs ont demandé la possibilité de sortir. Jean-Marc [Lhermet] a été voir le capitaine Baptiste Serin en lui disant non. On a dit : "Vous pouvez boire des coups ensemble, mais vous restez à l'hôtel." Si ça n'a pas été le cas, c'est un dérapage de plus. »

Melvyn Jaminet, mis à pied à titre conservatoire, portera-t-il de nouveau un jour le maillot bleu ? Ce sera à la commission de discipline de la FFR de statuer sur son cas, auquel la justice s'intéresse aussi : une enquête est en cours

pour « menace de mort à raison de l'origine », annonce le parquet de Paris, enquête ouverte le 9 juillet à la suite d'un signalement de SOS-Racisme – selon M. Grill, la FFR aussi a fait, le 12 juillet, un signalement au parquet, qui dit ne pas l'avoir encore reçu.

Le président ne s'est pas étendu sur le fond de l'affaire Auradou-Jegou, disant simplement sa « confiance dans la justice argentine », mais soulignant qu'il y a « deux versions, et la version des joueurs n'a pas encore été plaidée », sans vouloir en dire plus sur les « incohérences dans le dossier » qu'il avait lui-même évoquées. Les avocats des joueurs cherchent à obtenir leur placement en résidence surveillée à Mendoza plutôt que la détention provisoire. Si procès il y a, ce sera dans un délai compris « entre neuf et quatorze mois », précise Florian Grill. ■

HENRI SECKEL

Anne Hidalgo dans le grand bain olympique

A dix jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux, la maire de Paris a plongé dans la Seine comme promis

RÉCIT

D'emblée, Anne Hidalgo en fut enragée. Enragée de l'outrecuidance de la ministre Amélie Oudéa-Castera qui a osé braver, avant elle et sans la prévenir, la bactérie *Escherichia coli*, entre autres germes issus des excréments, pour se baigner dans la Seine, vers le pont des Invalides, à Paris, samedi 13 juillet. Et puis, en voyant les images récoltées par BFM-TV, dignes d'une série B fauchée des années 1970, de la ministre des sports et des Jeux olympiques et paralympiques, en train de plonger, ou plutôt de se casser la figure dans le fleuve enfin dépollué, la maire de Paris a beaucoup ri. Finalement, elle s'est dit que ce ne serait pas trop compliqué de faire mieux, question mise en scène.

Mercredi 17 juillet, donc, après plusieurs reports, la météo et la qualité de l'eau l'y autorisant, Anne Hidalgo, accompagnée de Tony Estanguet – président du comité d'organisation de Paris 2024 (Cojop) –, de Marc Guillaume – préfet d'Ile-de-France – et sous les yeux de son fan-club municipal, a pénétré à son tour dans les eaux du fleuve parisien, théâtre de la cérémonie d'ouverture et des épreuves de triathlon, paratriathlon et nage en eau libre. Comme un prélude à l'achèvement de son grand œuvre : la coorganisation des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) qui se dérouleront officiellement du 26 juillet au 11 août, puis du 28 août au 8 septembre.

Vers 9 h 30, entre le pont Marie et le quai des Célestins, en immergeant son premier orteil, la maire de Paris a dû se dire qu'elle avait gagné deux nouvelles batailles. Contre M^{me} Oudéa-Castéra d'abord, avec qui elle entretient des relations que l'on qualifiera de mitigées, et qui, une fois rhabillée, n'est pas certaine d'être toujours en poste dans dix jours. « *C'est quel qu'un qui se nourrit de l'antagonisme*, dit la ministre au Monde. *Quelqu'un de jaloux, qui a un rapport un peu compliqué aux femmes. Je pense que, depuis mon arrivée au ministère* [en mai 2022], *elle a cherché à me jauger, à me juger, à me toiser, à me mettre en difficulté. Et elle a vu que je tenais sur mes pattes.* » Même si, en l'occurrence, sous le pont des Invalides...

Et surtout, Anne Hidalgo aura réussi à dompter un puissant élément naturel, au terme d'un plan de dépollution titanesque de 1,4 milliard d'euros, engagé en 2015, pour rendre la Seine propre à la baignade, ce que n'était jamais parvenu à accomplir Jacques Chirac, maire de la capitale entre 1977 et 1995, malgré une promesse pleine de résolution, en 1990.

De manière générale, Anne Hidalgo déclare beaucoup la guerre. A la circulation, à Emmanuel Macron, qu'elle rend en partie responsable de la dette de la Ville de Paris – un peu plus de 8 milliards d'euros –, à la pollution, à Rachida Dati – la cheffe de file de l'opposition municipale qui veut lui chiper son trône –, à tous ceux qui ne sont pas d'accord avec elle, etc. Le 22 mai, lors du Conseil de Paris, qu'elle préside, elle s'en est même prise à tous ces « *peine-à-jouir* » de Parisiens ou de banlieusards qui

M^{me} Hidalgo aura réussi à dompter un puissant élément naturel, au terme d'un plan de dépollution titanesque



La maire de Paris, Anne Hidalgo, dans la Seine, mercredi 17 juillet. DAVID GOLDMAN/AP

pestent contre l'irruption des Jeux dans le bon déroulement de leur vie quotidienne. Ce qui en fait un certain nombre. Et dire qu'après l'élection présidentielle de 2022, l'entourage le plus proche de la candidate du Parti socialiste, créditée d'un 1,75 % au premier tour, l'exhortait à devenir moins clivante.

Faire mieux que Delanoë

Mais, c'est plus fort qu'elle, si on peut dire, Anne Hidalgo se remet vite de la moindre déconvenue pour ne jamais avoir à faire l'économie d'un combat. C'est elle-même qui le dit, le 29 mai, dans un portrait que lui a consacré le magazine de mode américain et international *Vogue*, dirigé par Anna Wintour, qui a eu la chance de l'interviewer, alors qu'elle a élevé un mur de glace entre elle et certains journalistes censés couvrir son actualité : « *Maire est un métier difficile. C'est un poste important, et je suis la première femme à l'occuper à Paris. Mais j'ai une vision. Je ne peux pas passer mon temps à me plaindre d'être une femme, je dois me battre contre mes adversaires.* » Et des adversaires, elle en voit un peu partout, puisque, comme l'écrit *Vogue*, « *Anne Hidalgo reste globalement impopulaire.* »

Les JOP peuvent-ils y changer quelque chose ? En tout cas, leur organisation a copieusement nourri la fin de son premier mandat, entamé en 2014, puis la première moitié du second, qui s'achève en 2026. Quand, en 2014, François Hollande, alors président de la République, suggère fortement de se lancer dans une nouvelle candidature parisienne, le premier réflexe de la maire est de dire, dans un grand fracas : « *Non !* » Le souvenir de l'échec cuisant de 2005 est encore vivace, quand Paris était certain de décrocher les Jeux de 2012, face à Londres.

Mais les attentats de janvier 2015 bouleversent la perception d'Anne Hidalgo : « *Je me demande ce qu'on peut faire pour*

En 2014, face à l'idée d'une candidature de Paris aux JO, le premier réflexe de la maire est de dire : « Non ! »

créer les conditions d'un moment rassembleur, d'espoir », nous avait-elle alors confiés. Et aussi, faire mieux que Bertrand Delanoë qui avait donc échoué en 2005. L'ancien maire de Paris (2001-2014) qui l'avait adoubée pour lui succéder, mais qu'elle a renié depuis. Une fois sa décision prise, Anne Hidalgo fera tout pour l'emporter, au gré d'une interminable tournée promotionnelle planétaire pour séduire les membres du Comité international olympique.

Mais, la désignation en poche, la béatitude nationale laisse vite place à des conflits plus ou moins latents entre les différents partenaires : l'Etat, le Cojop, la région Ile-de-France et la Mairie de Paris. Anne Hidalgo est très sûre d'elle-même, beaucoup moins des autres. Ainsi, au tout début de la mise en place des structures organisationnelles, elle se bat, contre Tony Estanguet, pour imposer son directeur des JOP. Avec la nomination d'Etienne Thobois, elle perd cette bataille-là. Par la suite, ses partenaires coorganisateurs lui reprocheront parfois un interventionnisme excessif et une tendance à l'autocongratulation, à s'attribuer des mérites, pourtant collectifs.

Une manière de rappeler où est son pouvoir et d'assouvir son souhait de demeurer en plein centre du jeu ? Lors de l'inauguration de l'Arena de la porte de La Chapelle, elle a voulu modifier l'ordre protocolaire pour être sûre qu'elle parlerait avant et après moi, ce qu'on ne fait pas vis-à-vis

d'un ministre, raconte Amélie Oudéa-Castéra. *Ce sont des petites choses qui m'ont été rapportées.* »

Sa dernière année préolympique n'est pas de tout repos. Fin octobre 2023, la maire de Paris se rend à Tahiti pour, officiellement, inspecter les infrastructures de l'épreuve de surf. Elle annule ce déplacement, mais en profite pour rendre une visite privée à sa fille, qui habite sur une île voisine. Une prolongation de séjour privé qui déclenche un volet judiciaire, puisqu'elle s'est déplacée – le coût total du voyage est estimé à 60 000 euros – en utilisant, en partie, des fonds publics. Le Parquet national financier a ouvert une enquête pour prise illégale d'intérêts et détournement de fonds publics ; des locaux de l'Hôtel de ville sont perquisitionnés en mars. L'enquête est toujours en cours.

Un nouveau combat ?

Lors de ce long épisode médiatique polémique, Anne Hidalgo paraît sur la défensive, laissant ses équipes s'emmêler dans des versions contradictoires. Elle revient, enfin, sur l'affaire, huit mois plus tard, dans *Vogue* : « *Ce n'est rien, vous savez. Tous les ans ou tous les deux ans, les gens essaient d'inventer quelque chose. La justice voulait des éclaircissements, nous lui avons fourni tous les documents nécessaires.* »

Il n'empêche, pour tenter de clore le « Tahitigate », la maire de Paris avait allumé un contre-feu sur le plateau de l'émission « Quotidien », en novembre 2023. Questionnée sur l'enjeu majeur de la viabilité du réseau de transport francilien durant les JOP, elle répond tout de go : « *On ne va pas être prêts.* » Elle vise nommé-nommé Valérie Pécresse, présidente Les Républicains de la région Ile-de-France qui, sur X, tacle une « *maire absente* » aux comités de pilotage.

La sortie de la maire de Paris relève de la « *trahison politique* » pour Clément Beaune, alors ministre des transports, qui accuse

l'édile d'un coupable coup de canif au sein de l'union sacrée supposée des coorganisateurs et de « *cracher sur notre pays* ». Tout le monde lui tombe dessus. Réponse de l'intéressée aux journalistes : « *Je n'ai pas de sujet sur la mobilité durant les Jeux. Après, vous adorez les polémiques et créer des machins. Je m'en fous complètement.* »

Ce sera sa dernière saillie notable. « *Je pense qu'elle s'est rendu compte qu'elle avait fait une connerie*, dit M^{me} Oudéa-Castera. *Cela l'a peut-être incitée à faire preuve d'un peu plus d'humilité et de respect des autres parties prenantes du projet.* » La maire répète à l'envi qu'elle s'entend très bien et qu'elle travaille à merveille avec « *Gérald* [Darmanin, ministre de l'intérieur du gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal], *Laurent* [Nuñez, préfet de police de Paris] *et Marc* [Guillaume, préfet d'Ile-de-France] ». Oui, elle les appelle par leur prénom. « *Elle a toujours soutenu les grandes décisions de la candidature, elle a été là à chaque fois qu'on a eu besoin d'elle*, assure aujourd'hui Tony Estanguet, à quelques jours de la cérémonie d'ouverture. *Elle a une forte personnalité, un caractère bien trempé, ça permet parfois de gagner du temps.* »

Depuis, effectivement, c'est le calme plat. Les projets de construction, dont la nouvelle Adidas Arena de la porte de La Chapelle, ont été livrés dans les délais et à peu près sans dépasser le budget. Reste à profiter de la grande quinzaine durant laquelle le monde entier aura les yeux braqués sur la ville. Après dix ans de mandat municipal, les JOP une fois passés, qu'attendre et espérer ? Se laisser bercer par la douce mélancolie des choses achevées ? Comment ne pas redouter la lassitude lorsque le plus gros événement sportif du siècle aura pris fin ? Se résoudre à un maussade retour à l'ordinaire, subir le « *Hidalgobashing* » de toutes parts, les critiques des écologistes estimant qu'elle ne va pas assez loin

Après dix ans de mandat municipal, une fois les JOP passés, qu'attendre et espérer ?

dans la transition énergétique, de la droite considérant qu'elle en fait trop ?

A 65 ans, l'ancienne inspectrice du travail laisse planer le doute sur son intention de briger un troisième mandat aux élections municipales de 2026. Comme si sa décision dépendait de la bonne tenue des JOP, sans que l'on sache ce que cela signifie vraiment. Dénoncer un nouveau combat ? La nomination de sa rivale politique, Rachida Dati – candidate probable à la Mairie de Paris, en 2026 –, au poste de ministre de la culture d'Emmanuel Macron a pu raviver sa flamme.

Le 5 juin, à quelques semaines de l'arrivée des Jeux dans la capitale, Netflix a mis en ligne un film français événement, *Sous la Seine*, de Xavier Gens. Un nanar, ou un navet, c'est selon, dont la qualité du récit – pour faire court : *Les Dents de la mer* en pleine Seine – et des dialogues peuvent secouer les canapés d'une incoercible hilarité. Ce qui nous intéresse ici, c'est la présence d'un personnage violemment caricatural : une maire de Paris menteuse, veule, tête à claques, inconsciente, déconnectée, droguée à la com, dans le déni de la catastrophe et qui veut maintenir, coûte que coûte, la tenue d'une épreuve internationale de triathlon. Selon nos informations, Rachida Dati n'a rien à voir avec la réalisation ou l'écriture du scénario. Mais une chose est vraie : la maire de Paris ne se sent jamais aussi bien que face à l'adversité, aussi redoutable soit-elle. ■

ÉRIC COLLIER ET LAURENT TELO

URBANISME

Luxe et business à l'assaut des Champs-Élysées

Les projets ambitieux se multiplient sur « la plus belle avenue du monde », pour beaucoup menés par LVMH. Les acteurs privés ambitionnent de redessiner l'espace public parisien en finançant les aménagements



ENQUÊTE

Lundi, c'est soir de relâche à Marigny. Dans le théâtre parisien installé avenue des Champs-Élysées, à 200 mètres du palais présidentiel, la salle est pourtant comble, ce lundi 27 mai. À 18 h 30, devant un public apprêté, le rideau se lève sur une représentation singulière. Sur scène, quatre hommes – un président, un architecte, un chercheur et un élu – encerclent une boîte grise, qui pèse lourd. L'un d'eux, Marc-Antoine Jamet, président du Comité Champs-Élysées, arpente la scène une quarantaine de minutes micro à l'oreille, avant de remettre à Emmanuel Grégoire, alors adjoint de la maire de Paris chargé de l'urbanisme, l'objet posé devant lui.

Ce coffret renferme les 1800 pages d'une étude, intitulée « Réenchanter les Champs-Élysées », payée 5 millions d'euros, sur l'avenir de « la plus belle avenue du monde ». Cinq ans ont été nécessaires à sa réalisation ; trois directrices et directeurs s'y sont succédés, 183 experts, trente bureaux d'études, une quinzaine d'urbanistes. « Une étude à 360° », résumée en 152 propositions que la Ville de Paris est priée de regarder avec attention.

ASSOCIATION FONCIÈRE URBAINE

« Il y a trois pouvoirs devant lesquels nous sommes à l'écoute : la Mairie de Paris, qu'il n'est pas question de remplacer, la Préfecture de police et le ministère de la culture », précise M. Jamet, anticipant toute polémique. Car pourquoi le privé s'intéresse-t-il tant à l'aménagement de trottoirs, chaussées et jardins qui, en France, relève de la compétence de l'Etat ou de la ville ? « Il n'y a pas d'objectif caché », assure celui qui est aussi maire (PS) de Val-de-Reuil (Eure) et secrétaire général du groupe de luxe LVMH, l'un des plus gros propriétaires de l'avenue. S'agit-il uniquement de rendre l'artère aux 300 000 visiteurs par jour plus « désirable » ? L'étude « est prête à l'emploi, il suffit d'un nouveau baron Haussmann et tout ira très vite ». Sous réserve de trouver 250 millions d'euros.

Le projet est gigantesque. Réduire la place de la voiture sur l'avenue, la place de l'Étoile et celle de la Concorde figure parmi les propositions phares avancées par Philippe Chiambaretta, l'architecte concepteur de cette recherche. Il est aussi question d'installer des kiosques dans les jardins, des jeux pour enfants, de sonoriser l'avenue, ou encore – nous y voilà – de créer une association foncière urbaine. Cette dernière s'inspirerait des Business Improvement Districts (BID) anglo-saxons, ces associations consacrées au développement de leur quartier. Time Square, à New York, a son « Alliance », comme Leicester Square et Piccadilly Circus à Londres ont leur BID. Pourquoi pas aux Champs-Élysées ? Pour le comité, association dite « de commerçants », une première manche est remportée : l'idée se diffuse et fait débat. Il n'est pas question de se substituer aux pouvoirs publics, mais qui peut payer quand les villes n'ont pas les moyens ?

« Nous ne découvrons pas ce travail, dont nous partageons les grandes orientations, précise d'emblée Emmanuel Grégoire. C'est un échange permanent depuis plusieurs années. » Le candidat (Nouveau Front populaire) élu au premier tour des législatives dans la 7^e circonscription, le 30 juin, face à Clément Beaune (Renaissance) – et qui rêve de se présenter aux élections municipales –, dit toutefois « avoir besoin d'un peu de temps pour s'approprier ce travail ».

Car il y avait d'autres chantiers urgents, à l'approche des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de l'été. Mi-juin, devant la vitrine du pâtissier Pierre Hermé, assise à la terrasse, Anne Hidalgo pose pour une photo aux côtés de M. Jamet. La maire de Paris est venue inaugurer les dix-huit nouvelles terrasses dessinées par le designer belge Ramy Fischler, à la demande du comité. De McDonald's à Ladurée en passant par les boulangeries Paul, chaque commerçant a payé guéridons, chaises et tentes.

LES CHANTIERS SE SONT SUCCÉDÉS

La Ville de Paris a, elle, dépensé 30 millions d'euros pour rénover la chaussée défoncée par les chars qui défilent les 14-Juillet ainsi que les trottoirs de granit, et verdir les pieds d'arbres. « Il fallait être prêt », explique la maire. Car, dès le 26 juillet, jour de la cérémonie d'ouverture des JO, et jusqu'à la fin de la compétition, l'avenue sera bondée. Plusieurs enseignes, du moins, en ont fait le pari. « Les transactions ont battu des records en 2022 », se remémore Christian Dubois, directeur associé du cabinet d'immobilier Cushman & Wakefield.

Depuis, les chantiers de magasins se sont succédés. Tous espéraient lancer leur point de vente avant l'événement. Le 14 juin, Calvin Klein a ouvert 6 000 mètres carrés au numéro 44, à la place du Disney Store. « Nous avons sprinté pour ouvrir à temps », reconnaît Eva Serrano, présidente de la marque, venue spécialement de New York. En face, le brésilien Havaianas s'est installé sur 400 mètres carrés, pour trois mois. Le 12 juillet, l'enseigne suisse de sport On a pris ses aises sur 1 500 mètres carrés, au 65-67. Adidas a déménagé du 22 au 88 ; le groupe allemand y espère « trois fois plus de fréquentation ».

Ladurée s'est calée sur le même agenda. Fin 2023, le salon de thé installé depuis 1997 au numéro 75 s'est agrandi. Il s'étend sur 1 000 mètres carrés, soit 30 % de plus qu'auparavant, et propose 160 couverts, contre 120 précédemment. Mélanie Caron, sa directrice générale, prépare ses 180 employés à des affluences record. Sephora est aussi sur le pied de guerre. En octobre, au numéro 72, après six mois de travaux, l'enseigne de cosmétiques a rouvert ses 1200 mètres carrés. Depuis, ses 300 employés se préparent à la foule, Sephora accueillant déjà 10 000 personnes par jour.

Les bailleurs s'en frottent les mains. Ces records doivent encore renforcer l'attrait des Champs aux yeux des touristes – déjà, 26 % du million de piétons qui déambulent chaque mois sur l'avenue sont de nationalité étrangère, selon MyTraffic, et 35 % d'entre

« EST-CE QUE CES TRAVAUX FIGURAIENT DANS LE CAHIER DES CHARGES DE LA VILLE ? NON. CELA POSE UN PROBLÈME D'ÉQUITÉ TERRITORIALE »

ÉMILE MEUNIER
conseiller (EELV)
à la Mairie de Paris

eux disposent de revenus supérieurs à 65 000 euros par an. Par ricochet, l'effet JO pourrait encore étoffer l'argumentaire des agents immobiliers pour obtenir de meilleurs loyers auprès des enseignes et séduire les plus argentées. En dépit d'une baisse de 10 % après la pandémie de Covid-19, le mètre carré se loue entre 10 000 et 16 000 euros par an. Des chiffres qui n'en finissent pas d'aiguiser les appétits. Au numéro 33, dans un immeuble 1930, le groupe immobilier Icade consacre 100 millions d'euros à la création de 6 000 mètres de bureaux et commerces. Jusqu'à sa fermeture en 2020, Pizza Pino y débitait 4 000 pizzas par jour, et les cinémas Gaumont, fermés en 2023, y exploitaient six salles. La foncière parie pouvoir louer à des « enseignes de luxe », explique sa directrice générale chargée du tertiaire, Emmanuelle Baboulin.

L'EFFET LVMH

Axa s'apprête aussi à relouer les locaux de la FNAC situés au sous-sol de la galerie du 88. Faute de clients parisiens, l'enseigne rendra les clés fin 2024. Plus bas, la compagnie d'assurances, gros propriétaire parisien, doit aussi remplacer Adidas. Le sort des locaux libérés par UGC depuis la fermeture du Normandie, mi-juin, n'est pas scellé non plus. Ces anciens lieux de culture seront-ils transformés en centres commerciaux de luxe ? A mots couverts, les foncières de l'avenue parlent sur l'effet LVMH. Les multiples projets du groupe « auront un impact à la hausse sur les loyers », convient M^{me} Baboulin.

Un milliard d'euros, pas moins, c'est le montant qu'a déboursé, en 2023, Bernard Arnault pour mettre la main sur la société

qui détient le 144 avenue des Champs-Élysées. Un an plus tôt, Groupama l'avait cédé 800 millions au fonds canadien Cheval Paris. Le rachat par LVMH a enterré le projet d'hôtel porté par Accor. Le groupe de luxe hérite d'un projet mixant 11 700 mètres carrés de bureaux et 8 500 mètres carrés de commerces. Y trouvera-t-il alors les surfaces qui, à l'entendre, lui font défaut ? Depuis le rachat de Tiffany en 2021 (14,7 milliards d'euros), Bernard Arnault déplore la médiocrité du local que le joaillier new-yorkais exploite au 62 depuis dix ans. Pas assez chic, pas assez grand. Dior, installé sur trois étages du 127, mérite aussi mieux. La maison de haute couture devait s'étendre sur l'ancien immeuble HSBC, propriété du fonds souverain du Qatar. Mais au 103-111, ce sera finalement Louis Vuitton.

Cet automne, la marque a carrossé ce chantier d'une bache en forme de malle sur les 70 mètres de sa façade. Elle est devenue une attraction touristique et la cible de ses détracteurs. En février, l'association Attac y a déroulé une banderole réclamant la taxation des plus riches. L'image a fait le tour du monde. Depuis, le groupe ne dit plus rien de ses projets sur l'avenue.

À l'évidence, les enjeux commerciaux sont colossaux. Les foncières y jouent leur valorisation, parfois boursière. D'où la pression exercée sur les pouvoirs publics pour mener des travaux dont, selon M. Jamet, l'estimation à 250 millions d'euros a été faite « à l'emporte-pièce ». Les propriétaires ne se privent pas de suggérer un mode de financement, une forme de partenariat public-privé, sans en prononcer le mot. L'idée fait son chemin. La Ville de Paris ne doit avoir « aucun tabou », avance l'architecte Philippe Chiambaretta.

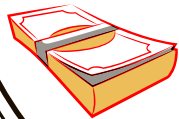
EN CHIFFRES : LES AMBITIONS FINANCIÈRES DES CHAMPS

Un potentiel de valorisation...



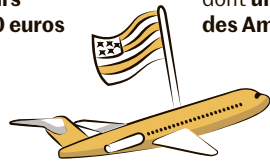
300 000
visiteurs par jour

+17 %
en 2023
par rapport
à 2022



35 %
ont des revenus
supérieurs
à 65 000 euros
par an

26 %
sont des étrangers,
dont un tiers sont
des Américains



... pour rattraper les autres artères du luxe

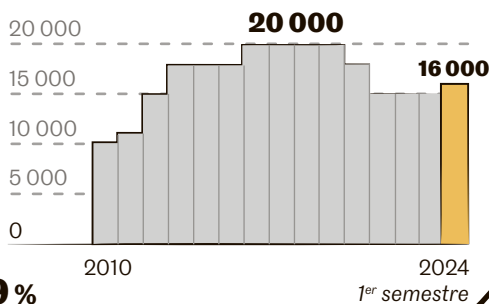
Montant moyen qu'un touriste
dépense en détaxe, en euros

Rue du Faubourg-Saint-Honoré
3 193

Avenue Montaigne
2 300

Avenue des Champs-Élysées
1 305

Evolution de la valeur locative maximale
sur les Champs-Élysées, en euros par mètre
carré par an



0,9 %

C'est le taux de vacance commerciale
en 2024, contre 10 % fin 2022

Comblant le bas de l'avenue

Comparés à la frénésie du haut
de l'avenue, les jardins sont « hyper
vides », note l'architecte Philippe
Chiambaretta. Il propose d'y installer
des kiosques, des jeux d'enfants,
mais aussi de réduire drastiquement
la place de la voiture place de la
Concorde. La commission Concorde,
chargée de préfigurer le réaménage-
ment de la place, le rejoint
sur ce dernier point.

Le puissant Comité Champs-Élysées à la manœuvre

L'association des commerçants exerce
son lobbying au profit des grands groupes

La nappe à carreaux rouges et blancs faisait 200 mètres de long entre l'Arc de triomphe et l'avenue George-V. Dimanche 26 mai, le Comité Champs-Élysées a offert un pique-nique à 4 000 personnes sur la chaussée. « C'est pour dire aux Parisiens : revenez sur les Champs », expliquait alors Marc-Antoine Jamet, son président, en se félicitant, sur le réseau social X, d'avoir obtenu « beaucoup de retombées positives pour l'avenue ». Le lendemain, lundi 27 mai, le narratif autour d'un événement sympathique et chaleureux a cédé la place à une tout autre démonstration, lors de la présentation de l'étude « Réenchanter les Champs-Élysées » au Théâtre Marigny. Celle de la force de cette association dite « de commerçants », qui n'a plus rien du simple « syndicat d'initiative » créé en 1916 par Louis Vuitton.

Sur les quinze dernières années, le nombre de ses membres a quasiment triplé, pour atteindre près de 185. Les principales enseignes de l'avenue y adhèrent, mais aussi les foncières et fonds d'investissement propriétaires des mètres carrés parmi les plus chers de la capitale. Sous l'impulsion de son ancien président, Jean-Noël Reinhardt, ex-PDG de Virgin, l'association a changé d'envergure. Celle-ci s'est en effet ouverte à tous les usagers de l'avenue : les théâtres, les cinémas, les musées, mais aussi aux propriétaires. Depuis, chacun cotise à hauteur de ses finances : 3500 euros pour les foncières et enseignes de luxe, et 1400 euros pour les autres, dont les commerçants et les restaurateurs. En outre, l'association, au budget annuel d'environ 400 000 euros, peut recevoir des « soutiens ponctuels », des membres adhérents, d'un montant de 6 600 euros.

Pour les opérations spéciales, elle lève des fonds auprès de mécènes. En 2022, aux côtés des adhérents du Comité et de la Ville, Sephora – filiale du groupe LVMH – a cofinancé l'illumination de l'avenue. Budget : 1 million d'euros. Coca-Cola lui a succédé en 2023.

L'association est aussi celle d'hommes puissants. Le Comité est présidé par Marc-Antoine Jamet, secrétaire général de LVMH, groupe de luxe aux 86,2 milliards d'euros de ventes mondiales. Il a été élu à l'unanimité en 2021. Depuis des années, le groupe de Bernard Arnault, première fortune de France, est l'un des poids lourds de

l'association : il est un propriétaire majeur sur l'avenue et aussi un gros exploitant, à la tête des magasins Louis Vuitton, Sephora, Bulgari, Tiffany & Co., Guerlain, Dior.

Une autre figure du secteur, en revanche, coprésidé : Eric Costa, directeur immobilier du groupe Galeries Lafayette, qui exploite un magasin sur l'avenue depuis 2019. En outre, M. Jamet a choisi comme délégué général un fidèle : Timour Veyri, son ancien chef de cabinet à la mairie du Val-de-Reuil (Eure). M. Veyri connaît bien les arcanes de l'Hôtel de ville : il a été directeur de cabinet de l'adjoint chargé de l'Europe, Arnaud Ngatcha.

Mettre la Ville « sous pression »

Ce tandem a repris à son compte le travail entrepris par M. Reinhardt en 2014, lors d'un séminaire organisé au Petit Palais. Vingt ans après la rénovation de l'avenue – un chantier de cinq ans mené par la Ville sous la houlette des architectes Bernard Huet et Jean-Michel Wilmotte –, le Comité remettait le sujet sur la table. Mais, cette fois, les propriétaires imposent leur méthode. Une première étude est menée par l'architecte Jean-Paul Viguier. Une deuxième est confiée à Philippe Chiambaretta, en 2018 ; celle aux 1800 pages et aux 152 propositions, remise au premier adjoint d'Anne Hidalgo, Emmanuel Grégoire, en mai, à Marigny. « Il s'agissait de se substituer à la puissance publique pour réfléchir à l'avenue, à ses dysfonctionnements, et mettre la Ville sous pression », decode un ancien membre.

La méthode dérange. Le maire (LR) du 8^e arrondissement, Jeanne d'Hauteserre, déplore « n'avoir aucunement été consultée ». Un ancien adjoint de Bertrand Delanoë, ancien maire de Paris, a quant à lui « beaucoup ri » à la lecture des propositions : le groupe LVMH, qui « se cache derrière le Comité », prétend vouloir « déterminer la circulation automobile, réviser l'aménagement urbain et paysager – un vrai programme municipal, ironise-t-il, mais qui ne concerne en rien un fabricant de produits de luxe ». Pour tout cela, il y a « la Préfecture de police et les directions de la Ville ». Au programme de M. Jamet figure aussi un changement de sémantique : mieux vaut parler de « quartier Champs-Élysées » plutôt que d'avenue. Un terme censé amadouer les plus rétifs. ■

É. CA. ET JU. GA.

D'autant qu'existe le précédent de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Le comité de cette artère connue pour ses boutiques Hermès, Chanel, Gucci, ainsi que ses galeries d'art, a ferraillé huit ans pour mener son « projet de végétalisation » entre la place Beauvau et la rue Royale. Joli projet, mais non prioritaire, avait d'abord répondu Emmanuel Grégoire. Finalement, après avoir présenté leur étude et proposé de financer la moitié des 2,7 millions de travaux, les 56 enseignes ont obtenu gain de cause.

« C'est même 4 millions d'euros », assure Benjamin Cymerman, président du Comité du Faubourg-Saint-Honoré, en se félicitant de ce « premier partenariat public-privé sur une rue commerçante en France ». Des places de stationnement en moins, une chaussée réduite, des trottoirs élargis, c'est l'assurance « d'attirer davantage de touristes et de consommateurs », explique-t-il. La délibération qui valide cette « offre de concours » a été adoptée en février au Conseil de Paris. Les travaux doivent débiter début 2025. La formule n'est pas du tout du goût d'Emile Meunier. « On est encore dans une logique du privé qui veut aménager la ville », déplore le conseiller écologiste à la Mairie de Paris et président de la commission d'urbanisme. « Est-ce que ces travaux figureraient dans le cahier des charges de la ville ? Non. Cela pose un problème d'équité territoriale. C'est à la puissance publique de décider de l'initiative des travaux et de leur ampleur », insiste-t-il.

La conseillère Catherine Lécuyer (divers droite), élue dans le 8^e arrondissement, s'agace, elle aussi : « La Ville de Paris doit limiter le financement de ce type de projets et conserver la main sur son espace public. »

« Nous n'avons pas les moyens de financer le réaménagement des rues commerçantes des grandes maisons de luxe », ajoute-t-elle, tout en déplorant que « les habitants ne soient pas associés ».

« Le maître d'ouvrage, c'est la Ville. Il n'est pas question de déroger à ce principe. Quel que soit le projet retenu, la Ville fera les arbitrages finaux », insistait Emmanuel Grégoire, quand il était encore premier adjoint. Dans les quartiers moins fortunés, « la Ville paie tout », rappelle-t-il. Au Théâtre Marigny, il qualifiait toutefois cette collaboration d'« innovation majeure ». « Il n'existe plus, pour le bloc communal, d'intérêt au développement économique du territoire. Dès lors qu'on valorise les biens immobiliers du privé, cela m'intéresse de parler avec eux », poursuit-il.

LE TROTTOIR, UNE « RESSOURCE RARE »

Si le sujet du devenir du trottoir crise tant, c'est qu'il « est devenu une ressource rare. Il est l'espace le plus précieux des villes, car il permet à celles-ci de fonctionner. Les commerçants y installent leurs étals, il est convoité par les acteurs de la transition climatique, les enfants y jouent, il est le lieu de l'altérité, de la démocratie », décrypte l'économiste Isabelle Baraud-Serfaty, autrice de Trottoirs ! (Ed. Apogée, 2023).

Ce débat sur le financement des aménagements urbains s'est invité à l'Université de la ville de demain à Chantilly (Oise), en mai. Ce huis clos estival qu'organise la Fondation Palladio, le think tank de la fabrique de la ville, pour débattre de l'avenir des villes rassemble dirigeants de foncières, patrons de l'immobilier, élus de premier rang.

En pratique, lorsqu'un projet urbain a un impact fort sur le quartier, le promoteur est mis à contribution. A Paris, la Ville a négocié le versement de 600 000 euros par le groupe de l'immobilier commercial Unibail pour la végétalisation des abords de la tour Triangle, dans le 15^e arrondissement. Parfois, il s'agit d'un concours volontaire, une forme de mécénat. Mais cette idée n'est pas encore mûre dans le droit de l'urbanisme.

Le sujet est entre les mains de notaires et cabinets d'avocats. C'est que d'autres collectifs, au sein desquels on retrouve les mêmes acteurs-clés, caressent l'espoir de voir la méthode « Réenchanter les Champs-Élysées » faire école. Ainsi le Comité Grande Armée, du nom de l'avenue qui descend jusqu'à la porte Maillot. Son président n'est autre qu'Eric Donnet, ancien président de Groupama qui œuvre pour le projet du 144 Champs-Élysées, devenu patron du réseau d'agences immobilières Daniel Féau, spécialisées dans le résidentiel de luxe.

En juin, il a présenté à la Ville une étude sur l'avenir de l'artère d'ici à 2030 réalisée, également, par Philippe Chiambaretta. La recette est la même : des arbres, moins de voitures. Le tout promu par la même agence de communication, Evidence, celle qui représente le Comité des Champs-Élysées. Celle qui conseille aussi le tout jeune collectif Rivoli 2030, qui regroupe hôtels et investisseurs du tronçon Concorde-rue du Louvre. Les conclusions sont attendues à l'automne. Si son porte-parole refuse de révéler l'identité de ses membres, il ne cache pas s'être « inspiré de la même méthode, celle du Comité Champs-Élysées ». ■

ÉMELINE CAZI
ET JULIETTE GARNIER

L'entreprise Caddie définitivement liquidée, les salariés sous le choc

Le fabricant de chariots de supermarché en difficulté employait encore 110 salariés

STRASBOURG - correspondance

Plus qu'une marque, son nom avait fini par désigner tous les chariots métalliques cliquetant sur les allées des supermarchés. Mais Caddie n'est plus. Mardi 16 juillet, la chambre commerciale du tribunal de Saverne (Bas-Rhin) s'est finalement prononcée pour la liquidation judiciaire de l'entreprise alsacienne installée à Dettwiller, dans le nord du département.

Confrontée à d'importantes difficultés de trésorerie, l'entreprise avait été placée en liquidation avec poursuite d'activité le 25 juin. Une procédure permettant d'enclencher le mécanisme d'assurance de garantie des salaires afin que les 110 employés puissent être payés. Il s'agissait du quatrième plan de redressement judiciaire depuis 2012. Celui «*de trop*», a constaté M^e Pierre Dulmet, l'avocat du comité social et économique (CSE) de Caddie au sortir de l'audience. Avant d'annoncer qu'il n'y aurait pas de repreneur.

Ce mardi, les juges devaient se pencher sur deux offres de reprise. La première émanait du Groupe Cochez, l'actuel propriétaire, spécialisé dans les transports et les services industriels. Il prévoyait de ne conserver que 15 des 110 emplois du site et d'abandonner l'activité industrielle. La seconde était portée par la société Skade Management de Stéphane Dedieu, ancien propriétaire de Caddie. Elle prévoyait de reprendre 42 salariés et de poursuivre la production.

«*On avait l'espoir que d'autres projets voient le jour : ça n'a pas été le cas*, a expliqué M^e Dulmet, interrogé par *Le Monde*. *Les salariés avaient beaucoup d'attachement pour M. Dedieu. Il leur a vendu beaucoup d'espoir en déposant cette offre.* » L'audience a cependant douché leurs attentes. A

la surprise des salariés, l'avocat de Skade Management a finalement annoncé qu'il ne leverait pas les conditions suspensives de son offre. «*Pour qu'une offre soit recevable devant un tribunal, il faut qu'elle soit ferme*, détaille M^e Dulmet. *Dans le dossier Dedieu, elle était soumise à deux conditions : trouver un accord avec le propriétaire actuel pour qu'il lui revende les locaux dans lesquels il exploite Caddie sous un délai de dix-huit mois, pour 2,6 millions d'euros et trouver un financement. Il y a eu un accord sur l'immobilier, mais M. Dedieu n'a pas trouvé de financement.* »

« On arrête les bêtises »
Contacté, Stéphane Dedieu a répondu par écrit «*que le délai de reprise était vraiment trop court pour réunir assez d'investisseurs*». Incomplète, son offre n'a donc pu être étudiée par les juges qui ont également choisi d'écarter celle du Groupe Cochez. «*Le volet social était très faible*, commente M^e Dulmet. *Le parquet a préféré dire : "On arrête les bêtises. Ça fait des années que Caddie est en souffrance, donc je ne donne pas l'autorisation de présenter cette offre dérogatoire".* »

«*Le fait qu'on n'ait pas su avant l'audience que les conditions ne seraient pas levées a été perçu comme une trahison par les salariés*», poursuit M^e Dulmet. «*C'est une grande déception pour tout le monde*, ajoute Kazim Arziman, délégué syndical Force ouvrière. *On ne s'attendait pas à perdre la marque Caddie, mondialement connue. C'est une grande perte pour l'Alsace et pour la France.* » Le syndicaliste regrette l'absence de soutien de l'Etat ou de la région. «*Ces derniers temps, on a plus parlé des élections que d'autre chose. On est passés à la trappe et ça s'est fait très rapidement.* » ■

ANNE MELLIER

Elon Musk et Peter Thiel, deux fortunes au service de Trump

Les deux milliardaires de la Silicon Valley ont lancé une vaste collecte pour financer la campagne du candidat républicain

Depuis plusieurs jours, la presse américaine montre qu'une partie des figures de la Silicon Valley, dont la population vote majoritairement démocrate, a lourdement investi dans la candidature de Donald Trump à la Maison Blanche. Elon Musk va financer la campagne de ce dernier à hauteur de 45 millions de dollars (41,3 millions d'euros) par mois, soit quelque 180 millions de dollars d'ici à la présidentielle de novembre, a révélé le *Wall Street Journal*, lundi 15 juillet.

Les frères Winklevoss, connus pour leur bataille juridique contre Mark Zuckerberg autour de l'invention de Facebook, ont de leur côté versé 250 000 dollars chacun pour soutenir le candidat républicain, note le *Financial Times*. Des figures du capital-risque de la Silicon Valley, dont des cadres des fonds d'investissement dans la tech Sequoia Capital, Valor Equity, Khosla Ventures ou 8VC, alignent quant à elles des sommes importantes pour abonder la trésorerie de la campagne républicaine.

Elles vont être rejointes par celles des puissants fondateurs du fonds Andreessen-Horowitz, Marc Andreessen (qui a tweeté un drapeau américain le jour de l'attentat contre M. Trump) et Ben Horowitz : ils ont annoncé en interne vouloir faire des donations au candidat, a indiqué, mardi 16 juillet, *The Information*.

Un duo d'architectes semble se détacher dans cette offensive de financement. M. Musk d'abord, qui aimait se présenter comme un centriste et assurait avoir voté

pour des candidats démocrates par le passé, mais est engagé depuis trois ans dans un glissement très droitier. Lors des élections de mi-mandat, en 2022, le dirigeant de Tesla, SpaceX et X avait pris position pour les républicains. Toutefois, il affirmait encore, en mars, ne donner d'argent à aucun candidat à la présidentielle.

L'autre moteur de ce groupe de soutien à Donald Trump est Peter Thiel, l'un des rares conservateurs assumés de la Silicon Valley depuis des années. L'ancien cofondateur (avec notamment Elon Musk) de PayPal finance depuis des années les campagnes de candidats républicains, et il figurerait dès 2016 parmi les conseillers officiels de Donald Trump sur les sujets numériques.

Ultraconservateur

Elon Musk et Peter Thiel ont cofondé l'America PAC, un nouveau Super PAC (un «*comité d'action politique*», qui permet notamment de collecter des dons) destiné à soutenir Trump. Les deux hommes ont pour cela largement puisé dans leur réseau : selon les informations du *New York Times*, l'un des directeurs du fonds est Joe Lonsdale, cofondateur avec Peter Thiel de la start-up spécialiste du traitement de données et du renseignement Palantir, qui a personnellement contribué au Super PAC à hauteur de 1 million de dollars.

Plus largement, des acteurs du milieu américain de la tech ont ces derniers jours affiché sur X leur soutien à Trump après l'attentat raté, le 13 juillet, contre le candidat, comme Eli David, un consultant

La nomination de J. D. Vance comme colistier a resserré les liens entre une partie de la tech américaine et le ticket républicain

en intelligence artificielle. David Sacks, un influent investisseur également proche de Peter Thiel et conseiller d'Elon Musk dans son opération de rachat de X, s'est, pour sa part, exprimé, lundi 15 juillet, sur la scène de la convention du parti républicain pour apporter son soutien à Donald Trump. «*Dans ma belle ville de San Francisco, le règne des démocrates a transformé les rues en un cloaque de criminalité, de campements de sans-abri et d'usage de drogue en public*», a-t-il assuré, fustigeant aussi l'arrivée de «*milliers d'immigrants illégaux*».

La nomination, lundi, du sénateur de l'Ohio, James David Vance, comme colistier de Donald Trump a par ailleurs resserré ces liens entre une partie de la Silicon Valley et le ticket républicain à la présidence. L'ultraconservateur sénateur connaît bien le monde des investisseurs de la tech : sa campagne de 2022 avait été largement financée par Peter Thiel.

J. D. Vance a travaillé pour le fonds d'investissement personnel de ce dernier, Mithril Capital, qui a lui-même investi dans le fonds de

J. D. Vance, Narya Capital. Le nouveau colistier est actionnaire de la plate-forme de vidéos peu modérée Rumble et d'une application de prière, Hallow.

Sa désignation a été abondamment saluée par la frange la plus à droite de la Silicon Valley, à commencer par Elon Musk, qui a qualifié ce choix «*d'excellent*».

«*On nous a dit que Trump est égoïste, mais après s'être fait tirer dessus, il s'est courageusement redressé pour combattre. On nous a dit qu'il était vindicatif, mais il a choisi J. D. Vance, qui n'était pas trumpiste en 2016. Tout ce qu'on nous a raconté était des mensonges*», écrit, sur X, Shaun Maguire, du fonds Sequoia, reprenant l'argumentaire antimédias de son «*héros*», Trump.

La nomination de J. D. Vance, auteur de plusieurs projets de loi pour déréguler les cryptoactifs, entre aussi, en partie, dans la stratégie favorable aux cryptomonnaies de Donald Trump, qui a multiplié ces dernières semaines les clins d'œil aux investisseurs. Très critique à l'égard du bitcoin et des autres cryptoactifs il y a quelques années, l'ancien président affirme désormais vouloir que «*tous les bitcoins restant soient minés* [produits] *aux Etats-Unis*». Une affirmation qui n'a guère de sens, mais qui a provoqué un rebond du cours de la plus connue des cryptomonnaies. Donald Trump est attendu à la fin du mois à la Bitcoin Conference 2024 à Nashville (Tennessee), où il devrait prononcer un discours. ■

DAMIEN LELOUP
ET ALEXANDRE PIQUARD

Fréquences TNT : BFM-TV fait des promesses, l'Arcom réclame des engagements

Les dirigeants de la chaîne espèrent une nouvelle autorisation de diffusion pour dix ans

Depuis quand Nicolas de Tavernost n'avait pas connu le moment de solitude de celui qui ne sait pas répondre à une question ? L'audition de BFM-TV devant l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) pour l'attribution d'une fréquence de la TNT entrain dans sa dernière partie, mardi 16 juillet, et la conseillère Juliette Théry espérait des détails sur l'engagement de la chaîne quant à la Journalism Trust Initiative, pour la certification d'un journalisme de confiance et de qualité, initiative portée par Reporters sans frontières.

«*Je ne suis pas au courant de ce dossier*», a reconnu, un peu penaud, l'ancien patron de M6, arrivé, en mai, à la tête de CMA Médias, propriétaire de la chaîne d'info depuis moins de trois semaines. «*C'est page 45 de votre dossier, monsieur le directeur général*», l'a taquiné le président de l'Arcom, Roch-Olivier Maistre.

L'échange était assez anodin et malicieux, mais représentatif du malentendu qui a régné entre les deux parties pendant une heure et demie. D'un côté, les dirigeants de la chaîne (le directeur général de l'information du groupe, Hervé Beroud, le directeur général de la chaîne, Marc-Olivier Fogiel, accompagnés de la journaliste Apolline de Malherbe et de la directrice des productions, Anne-Sophie de Chaisemartin) semblaient être venus en comptant sur leur bonne

mine – l'absence de sanctions du régulateur à l'égard de la chaîne pour des questions de pluralisme, le talon d'Achille de leur concurrente CNews – pour convaincre l'autorité d'autoriser BFM-TV sur la TNT pour dix nouvelles années. De l'autre, l'instance attendait des engagements fermes et précis pour garantir l'indépendance et la fiabilité de l'information sur la chaîne précédemment détenue par Patrick Drahi.

«Garantir l'indépendance»

Dès la première question, le conseiller Hervé Godechot avait donné le ton en évoquant l'actualité la plus brûlante, à l'origine d'un vif émoi dans la rédaction : la révélation par *Mediapart*, mercredi 10 juillet, de textos de Marc-Olivier Fogiel et Ruth Elkrief avec Véronique Waché, communicante de Nicolas Sarkozy, et Mimi Marchand, la patronne de Bestimage, en 2020, en vue de l'organi-

sation d'une interview de Ziad Takieddine. «*Qu'est-ce que vous pouvez mettre en œuvre (...) pour garantir l'indépendance de l'information sur BFM-TV ?* », tant vis-à-vis du pouvoir politique que du nouvel actionnaire, Rodolphe Saadé, a demandé le conseiller.

Dans leur propos liminaire, les dirigeants avaient proposé la mise en place d'un «*baromètre du temps de parole politique*» à destination du public, gage de probité et de transparence, mais aussi rappelé l'existence du comité de déontologie dont la chaîne est déjà dotée et promis de réactualiser la charte de déontologie tous les cinq ans. Mais encore ? attendaient les membres de l'Arcom. «*Est-ce qu'on peut avoir des engagements concrets de rencontres périodiques avec la rédaction, une audition (...) par l'instance de gouvernance, une publicité externe plus forte des travaux du comité ?* », a insisté Roch-Oli-

vier Maistre, en appui du conseiller Denis Rapone, qui revenait un peu plus tard sur le sujet.

La réponse, positive, est arrivée de la bouche de M. de Tavernost, dont le naturel «*libéral*», voire antiréglementation, n'a pas manqué d'affleurer chaque fois qu'il a été question de donner de nouveaux gages. De fait, quelques minutes plus tard, le septuagénaire faisait preuve de la même prudence quand il s'est agi de graver dans le marbre la prépondérance de l'«*information stricte*» sur l'antenne, par opposition aux débats, dont la proportion «*tend à augmenter*», a relevé le président de l'Arcom.

«*Le passé plaide pour BFM-TV (...)*, a tenté Hervé Beroud. *Au bout de dix-neuf ans d'existence, l'information représente près de 70 % de nos programmes, 30 % pour le débat.* » Mais à l'avenir ? Une nouvelle fois, M. de Tavernost a pris sur lui pour convenir qu'il en discuterait dans le cadre de la nouvelle convention de la chaîne, si l'Arcom décidait de lui permettre d'en poursuivre l'activité sur la TNT.

Les «*près de 15 millions de Français [qui] la regardent tous les jours*», qui en font la chaîne d'information «*leader en France*», selon la présentation qu'il en a faite (pas question de se laisser ravir une place revendiquée, lundi 15 juillet, par CNews), mais aussi les «*900 cartes de presse*» du groupe, dont 250 à la chaîne, valent bien quelques concessions. ■

AUDE DASSONVILLE

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

Le Monde

L'HISTOIRE DU SPORT

120 CARTES & INFOGRAPHIES

Qu'on l'aime, l'ignore ou le déteste, le sport ne laisse personne indifférent. Pratique sacrée dans l'Antiquité, loisir de notables au XIX^e siècle, exercice de dépassement des limites aujourd'hui... Le sport s'est largement démocratisé sur toute la planète pour devenir aujourd'hui l'objet d'enjeux géopolitiques et financiers colossaux. Sans oublier le plaisir du jeu !

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique) - 164 PAGES - 14,90 €

Alzheimer : l'entreprise face à la dégradation des capacités cognitives du salarié

Le nombre de malades en activité devrait progresser dans les années qui viennent

Il y a les difficultés rencontrées par cet ingénieur en réunion, lorsqu'il doit prendre des notes et assimiler les informations échangées. Il y a, aussi, les moments où ce professeur se sent «*désorienté*» en pleine classe, perdant le fil de son cours. Que doit-il dire ? Il y a, enfin, le trouble ressenti par ce salarié errant dans les couloirs de son entreprise, sans parvenir à se rappeler pourquoi il a quitté son bureau quelques instants plus tôt.

Derrière ces différentes situations rencontrées en milieu professionnel, une même cause : la maladie d'Alzheimer. Si la pathologie touche en grande majorité les retraités, plusieurs dizaines de milliers de cas concernent, en France, les moins de 65 ans. Ces «*Alzheimer jeunes*», dont une part importante ignore sa maladie, faute de diagnostic, doivent affronter une dégradation progressive de leurs capacités cognitives au travail. Avec, à la clé, de nombreuses souffrances.

«*Il y a autant d'Alzheimer que de patients*», disent les spécialistes.

De fait, la maladie s'invite de multiples manières dans le quotidien des personnes touchées. «*Les problèmes de mémoire sont, bien sûr, fréquents*, explique Adeline Rollin, responsable du Centre national de référence malades Alzheimer jeunes de Lille. *Les malades ont des difficultés à se constituer de nouveaux souvenirs. Mais des formes atypiques sont aussi très présentes chez les jeunes : troubles du langage, de la gestualité, difficultés visuelles, par exemple pour se repérer dans l'espace. Les fonctions exécutives peuvent être aussi touchées, avec des difficultés à organiser ou à planifier.*»

Des sources de tension

Autant de symptômes qui complexifient le quotidien professionnel, jusqu'à rendre impossible l'accomplissement de certaines missions. «*Cela peut aussi, parfois, augmenter le risque d'incident avec une mise en danger du malade et de ses collègues*», note Benoît Durand, directeur délégué de l'association France Alzheimer. «*L'un de mes patients avait un rôle important dans un processus de sécurité interne*, explique une médecin du travail. *Ce processus a été mis à mal à la suite d'un oubli de sa part. Cela devenait dangereux, il a donc été déchargé de cette mission.*»

Face à une incapacité croissante à accomplir certaines tâches, les salariés se retrouvent en situation d'échec et peuvent perdre confiance en eux. Un ressenti douloureux, parfois doublé d'une incompréhension. Le diagnostic n'est le plus souvent posé que plusieurs années après la survenue de la maladie. Auparavant, les personnes touchées voient donc certaines de leurs capacités décroître sans réelle explication. «*Celles qui nous contactent ont souvent été placées dans un premier temps en arrêt de travail pour dépression ou burn-out*», relève M^{me} Rollin.

«Le maintien en emploi, lorsqu'il est souhaité par le malade, peut être bénéfique»

JEAN CARON
médecin du travail

Les directions et les services RH peuvent être tout aussi désorientés. Une médecin du travail se souvient : «*Un employeur m'a, un jour, alerté au sujet d'un salarié qui faisait des erreurs inhabituelles, m'expliquant qu'il ne "reconnaissait plus son collaborateur"*. » Ces situations sont parfois source de tensions. «*L'entreprise, lorsqu'elle ne comprend pas ce qu'il se passe, peut prendre des sanctions face à ce qu'elle considère comme des fautes professionnelles. Cela peut aller jusqu'au licenciement*», explique M. Durand.

En 2021, Sylvain, directeur de projet dans un grand groupe, a ressenti ces difficultés croissantes sur le plan cognitif, notamment dans la gestion des données chiffrées, sans pouvoir mettre, lui aussi, un nom sur ces troubles. «*Une période de grande anxiété pour lui*», se souvient sa femme, Agnès. Ses supérieurs ont également perçu ses problèmes. Sylvain a été déchargé de ses responsabilités et placé à un poste qu'il a assimilé à «*un placard*» : «*J'ai été choqué. J'avais été porté au pinacle durant des années, je n'étais soudainement plus rien, on n'avait plus besoin de moi. C'était très violent!*» La maladie devait être diagnostiquée quelques mois plus tard. Son médecin lui prescrit, dans la foulée, un arrêt de travail, que Sylvain accueille avec soulagement.

La survenue de la maladie d'Alzheimer grippe ainsi, fré-

quemment, les relations en interne. Une gestion apaisée de la pathologie est-elle possible ? Elle implique, selon les professionnels de santé, une détection la plus précoce possible, alors que les troubles restent faibles, et une bonne compréhension de la situation par toutes les parties.

Des aménagements plus «*légers*» pourront alors être mis en place (horaires flexibles, réflexion commune sur les tâches confiées, recours à des applications de gestion du temps, mise en place d'un espace de travail calme...). «*Le salarié bénéficiera ainsi rapidement de conditions de travail moins stressantes*, note Jean Caron, médecin du travail dans le Nord. *Il connaîtra donc moins de situations d'échec, et moins de troubles associés. Finalement, le malade pourra souvent rester plus longtemps au sein de l'entreprise. Un travail adapté peut être protecteur dans l'évolution de la maladie.*»

«*Le maintien en emploi, lorsqu'il est souhaité par le malade, peut être particulièrement bénéfique*», poursuit-il, rappelant que «*le travail a toujours une place importante pour les salariés. Il leur permet de se sentir utiles, de participer à un projet commun, et demeure l'un des éléments constitutifs de leur identité.*»

Une meilleure gestion de la pathologie – et son corollaire, une détection plus précoce – implique, plus largement, un travail de sensibilisation au long cours, l'existence d'«*Alzheimer jeunes*» demeurant largement méconnue. Un travail d'autant plus nécessaire, pour M. Durand, que le nombre de cas devrait «*sensiblement progresser en entreprise dans le futur*», effet conjoint d'une amélioration des outils de diagnostic précoce et de l'augmentation annoncée du taux d'activité des plus de 60 ans. ■

FRANÇOIS DESNOYERS



CARNET DE BUREAU

CHRONIQUE PAR ANNE RODIER

Protéger les salariés du racisme ordinaire

La lettre de propos racistes reçue par Karim Rissouli à son domicile, mardi 25 juin, devrait servir d'alerte à tous ceux susceptibles de lutter contre une banalisation de la parole raciste au travail. Car c'est d'abord au travail que le journaliste de France 5 recevait des injures : «*Ce n'est pas la première fois que je reçois ce genre d'insultes. Ça m'arrive régulièrement au bureau. Souvent on en rigole d'ailleurs, entre collègues, c'est le moyen de dédramatiser*», témoigne-t-il dans son interview accordée au média en ligne Brut. Mais «*quand ça arrive chez soi, il y a une forme de violence supérieure*».

L'expression raciste n'est pas une opinion. C'est une infraction, voire un délit lorsqu'elle est publique : l'injure publique à caractère discriminatoire est passible d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. L'enjeu est de taille : en 2023, la Commission nationale consultative des droits de l'homme a enregistré 5 000 infractions à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux, et 8 500 crimes ou délits, en hausse de 32 % sur un an, selon le rapport de la CNCDDH publié le 27 juin.

Au-delà du simple respect du droit, il s'agit de lutter contre la violence qui affecte durablement le salarié et porte atteinte à l'entreprise, qu'elle soit exercée par des clients, des fournisseurs ou des collègues. Dans son essai *Le Racisme ordinaire au travail* (Editions Erès, 192 pages, 18 euros), la psychologue Marie-France Custos-Lucidi relate les ravages provoqués par des petites phrases du type «*Moi pas comprendre toi*» adressées à une salariée métisse par sa directrice. Il s'agit d'un acte de pure violence commis, dans ce cas, pour instaurer un rapport de domination. Comment l'entreprise peut-elle en protéger les salariés ?

Approuvé par une récente décision de justice, Enedis a par exemple mis fin au contrat de travail d'un employé qui avait lancé à un collègue : «*Je ne serre pas la main aux Noirs.*» Des propos outrageux assimilés à des faits graves «*qui ont un impact sur la santé et la sécurité des salariés*», a souligné l'employeur à celui qui se défendait de les avoir prononcés «*dans le but de plaisanter*».

La mécanique discriminatoire, insidieuse dans des relations de subordination propres au milieu du travail, peut pourtant être enrayer avant la sanction. «*La prévention passe par l'intervention sur le choix des mots à la fois pour identifier les violences et pour ne rien laisser passer. Car la violence sournoise sur le lieu du travail passe par une distorsion du langage*», explique le sociologue Thomas Périlleux, auteur du *Travail à vif* (Editions Erès, 2023). L'agresseur proposera, par exemple, à sa victime noire d'aller manger des bananes s'il ne veut pas du poulet frites de la cantine comme tout le monde. «*L'étape qui consiste à dire "ce n'est pas normal" est centrale pour enrayer la mécanique discriminatoire*, souligne M. Périlleux. *De même que l'intervention des témoins, même s'ils peuvent être tentés par le silence – effet direct du lien de subordination – quitte à se mettre en porte-à-faux avec leurs propres valeurs morales.*» ■

«**L'ÉTAPE QUI CONSISTE À DIRE "CE N'EST PAS NORMAL" EST CENTRALE**»
THOMAS PÉRILLEUX
sociologue

AVIS D'EXPERT | DROIT SOCIAL

Dialogue professionnel : le rôle du manager

Dans le vaste cimetière des lois inappliquées, surgissent parfois d'étonnantes transfigurations. Ainsi du «*droit d'expression directe et collective*» créé par la loi Auroux du 4 août 1982, visant «*à définir dans l'unité de travail les actions à mettre en œuvre pour améliorer les conditions de travail, l'organisation de l'activité et la qualité de la production*».

Du fait d'une triple méfiance, cette petite démocratie directe a connu un succès très mitigé. Côté employeurs, des foyers potentiels de contestation ; côté managers, une éventuelle mise en cause (publique) ; enfin, côté syndicats, une collaboration de classe voulant les contourner. «*Si c'était à refaire, j'imposerais des réunions d'expression avant les négociations annuelles obligatoires*», disait l'ancien ministre du travail Jean Auroux début 2024 : car sa loi voulait aussi inciter des syndicats très idéologiques à revenir sur le terrain. Pas gagné, comme l'avait constaté, en janvier 2019, le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), Philippe Martinet : «*Nous sommes parfois trop idéologiques et pas assez concrets. Nous devons redevenir le syndicat de la feuille de paie et du carreau cassé.*»

L'actualité montre le besoin d'écoute et de reconnaissance. Car, après quarante ans du monopole de «*l'emploi*» dans le débat public, le travail au quotidien enfin réapparaît. Et, avec lui, un frère jumeau du droit d'expression : le «*dialogue professionnel*», adopté par la Confédération française démocratique du travail, en juin 2022, «*afin d'agir sur le contenu du travail et son organisation, dans un cadre collectif et négocié permettant une réelle prise en compte de l'expression des travailleurs*».

Mais si les mêmes causes produisent les mêmes effets...D'où l'intérêt des travaux de la Confédération française des travailleurs chrétiens, «*L'expression directe et collective en entreprise : des chiffres aux pratiques*» publiés en juin. Côté manager, il y a deux constats et une

surprise. Premier constat, la place du manager a toujours fait débat. Alors que la loi lui donne un rôle moteur, libérer la parole de ses subordonnés en sa présence...D'autant plus que, malgré le volontariat, une réunion convoquée sur le temps et le lieu de travail ressemble davantage à une réunion de service qu'à un lieu d'expression libre, même si le chef est alors invité à devenir «*animateur*».

La solution n'étant pas dans l'opposition avec/sans, mais dans deux temps successifs : un premier hors sa présence, avec un animateur cadrant un débat pouvant partir dans tous les sens. Puis une discussion avec le manager sur la faisabilité des points abordés mais aussi leur éventuelle transmission à l'échelon supérieur. Second constat : l'échec du droit d'expression est aussi dû à l'indigence de ses suites, y compris par des managers réticents à transmettre d'acides remarques en haut lieu. Là encore, l'actualité récente montre qu'une expression sans retour est vécue comme vaine, et surtout méprisante.

Enfin, la surprise : l'appétence des managers pour des groupes spécifiques d'expression catégorielle. Mais pas toujours dans le but prévu, comme le précise un interviewé : «*Il s'agit de nous sentir un peu moins seuls dans notre fonction et de pouvoir échanger. Ce n'est pas tant la réponse que l'on va nous donner que le besoin de partager nos constats, les difficultés liées au travail.*» S'agissant de cadres de proximité mis sous haute pression, cette moins attendue «*expression-décompression*» est importante. L'ivresse, pas le flacon. ■

Jean-Emmanuel Ray, professeur émérite à l'école de droit de Paris-I-Panthéon-Sorbonne

UNE EXPRESSION SANS RETOUR EST VÉCUE COMME VAIN ET MÉPRISANTE

UN RYTHME DE VIE PLUS DÉSIRABLE

Sommes-nous encore maîtres de notre temps ? Développement du *lean management* [méthode de production «*au plus juste*»], intensification des échanges numériques, porosité entre vies professionnelle et personnelle, expansion des horaires de travail atypiques, diffusion d'une «*impatience consumériste*»... Dans la sphère professionnelle comme privée, nombre d'évolutions ont eu tendance, ces dernières années, à nous en «*déposséder*». C'est le constat que partagent Charles Adrianssens et Paul Montjotin dans leur ouvrage *L'Ere du temps libéré* publié aux Editions du faubourg.

Les auteurs, contributeurs au sein du laboratoire d'idées Institut Rousseau, rappellent en premier lieu que le «*phénomène d'accélération*» à l'œuvre est largement documenté. «*La proportion de salariés dont le rythme est imposé par des normes ou délais d'une heure au plus est passée de 5 % en 1984 à 29 % en 2016*», expliquent les auteurs, citant une étude de la direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques. Le «*travail pressé*», décrit par les chercheurs Corinne Gaudart et Serge Volkoff dans leur ouvrage du même nom (Les Petits Matins, 2022), s'est, de fait, imposé dans de nombreux secteurs d'activité.

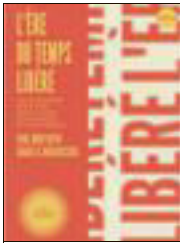
Cette fuite du temps a des conséquences multiples. L'accélération, observée dans les organisations comme dans les temps person-

nels – à travers notamment une «*culture de la consommation permanente*» – affecte les Français, comme travailleurs et comme citoyens. Elle affecte leur équilibre psychique, réduit leurs liens sociaux. «*Le travail devient de plus en plus intense, et représente de moins en moins une expérience collective, au risque d'être moins émancipateur*», soulignent MM. Adrianssens et Montjotin. De même, cette «*perte de contrôle*» fragilise l'environnement, la recherche de vitesse se faisant souvent au détriment de la sobriété.

Reprise en main

Face à ce constat, les auteurs détaillent un ambitieux programme d'actions, dessinant les contours d'une «*politique publique du temps libéré*». Elle porte un objectif central : «*réencastrier le temps*» dans «*les limites humaines et planétaires*». Une reprise en main, en somme, qui sera facilitée par l'aspiration croissante des Français à la décélération, et à «*retrouver la maîtrise de [leurs] vies*».

Quelles évolutions engager dans le monde du travail ? Les auteurs souhaitent «*favoriser l'équilibre entre les temps personnel et professionnel, redonnant ainsi à chaque salarié un meilleur contrôle sur son temps*». Ils proposent notamment d'«*offrir à toutes les personnes travaillant à temps plein un socle commun de jours de temps libéré leur permettant de compenser [diverses contraintes], s'occuper de*



L'ÈRE DU TEMPS LIBÉRÉ

de Charles Adrianssens et Paul Montjotin, Faubourg, 128 pages, 13 euros

son enfant malade, par exemple». Un «*droit opposable à l'engagement des salariés*» est également avancé. Il permettrait de sanctuariser un temps mensuel ou hebdomadaire pour exercer une activité bénévole d'intérêt général.

Les auteurs souhaitent aussi agir sur les limites à donner au temps de travail en renforçant l'efficacité du droit à la déconnexion. Ils proposent, à ce sujet, d'«*introduire une obligation de moyen*».

MM. Adrianssens et Montjotin portent aussi leur regard sur la semaine de quatre jours, «*expression d'une aspiration nouvelle au temps libéré*». Ils souhaitent qu'un tel aménagement du temps dans les entreprises soit soutenu, avec des aides publiques directes ou des exonérations fiscales. Des leviers pour, espèrent-ils, ralentir et, in fine, «*donner un rythme plus désirable à nos vies*». ■

F. DE.

Indochine, le temps des illusions

MÉMOIRES D'INDOCHINE 1/3 Il y a soixante-dix ans, les accords de Genève marquaient, le 21 juillet 1954, la fin de la colonie française d'Extrême-Orient, dont une partie est aujourd'hui devenue le Vietnam. A travers le pays, « Le Monde » s'est mis en quête des dernières traces de ce passé, de plus en plus évanescentes

HO CHI MINH-VILLE, DALAT, BUON MA THUOT, HUÉ (VIETNAM) - envoyé spécial

Dans le faux jour d'une aube grisâtre – il est 5 heures, l'ex-Saïgon s'éveille, mais tout juste –, l'ancienne rue Catinat déroule sous les pas du promeneur la pente la menant vers la rivière. Devant le bâtiment du Théâtre municipal, pâtisserie architecturale construite en 1900, un chauffeur de taxi dort, tête renversée sur l'appuie-tête, pieds pendant hors des vitres ouvertes; un chien jaune affublé d'une gueule de hyène fait les poubelles; des joggeurs matinaux s'élancent à petites foulées vers un soleil pâle qui commence à rougir l'horizon.

A l'extrémité de la rivière de Saïgon, en surplomb des berges boueuses, la rue débouche sur un lieu emblématique de l'Indochine française, durant les premières décennies du XX^e siècle: ici, sur les quais de ce qui fut un port mais ne l'est plus, les paquebots venus de Marseille déversaient une foule hétéroclite de passagers: fonctionnaires, soldats, colons, aventuriers de métropole, mais aussi voyous des bas quartiers et « petits Blancs » en quête de fortune. « Âge d'or » de la colonisation, jours heureux de l'empire et bonheurs somnambules avant le basculement vers l'opprobre: à partir de 1945, les soubresauts d'une violente et humiliante décolonisation ratée allaient déboucher sur un conflit sanglant, la guerre d'Indochine.

France-Indochine, une *love story*, comme on le lit si souvent? Peut-être, mais celle-ci a mal fini. La romance des Français et de leur colonie de l'Orient extrême se termina dans l'horreur, la boue, le sang. Il y a soixante-dix ans, le 7 mai 1954, le camp retranché de Dien Bien Phu s'effondrait sous les assauts des combattants du Vietminh (la Ligue pour l'indépendance, d'obédience communiste), prêts à mourir au nom de l'indépendance.

Dien Bien Phu, trois syllabes claquantes comme une rafale de kalachnikov, et dont l'écho finit par résonner tels les trois coups d'un théâtre de l'absurde, celui du naufrage annoncé de longue date du navire indochinois. Le 21 juillet, les accords de Genève, à l'issue d'âpres négociations entre le président du Conseil, Pierre Mendès France, et son « partenaire » du Vietminh, le futur premier ministre Pham Van Dong, tirèrent un dernier rideau de nuit sur le crépuscule de la France en Asie.

Sept décennies plus tard, comment définir l'« Indo », ainsi qu'on l'appelait autrefois? Difficile à dire, tant ce moment d'histoire convoque une mémoire embrouillée où s'entremêle un patchwork d'imaginaires: rizières inondées en miroirs brisés, reflétant le ciel tourmenté des moussons, silhouettes courbées de paysannes aux chapeaux pointus, splendeurs des paysages, « cognac-sodas » à la terrasse des cafés, cyclopoisses conduisant des dames bien mises à leurs tropicales

garden-parties. Vue de France, comme l'illustrera plus tard l'exotisme un rien boursoufflé du film de Régis Wargnier *Indochine* (1992), avec Catherine Deneuve, l'« Indo » trimballait son lot de clichés.

Paris, le début d'une histoire
« *L'Indo* », vous me demandez ce que c'était? Eh bien, je vais vous dire, c'était un pays où les Français se faisaient des illusions », résume, regard malicieux et phrasé sarcastique, Philippe Franchini. L'homme qui nous attendait, avant notre départ pour le Vietnam, dans une brasserie parisienne, est une légende de cette lointaine époque. A 96 ans, le fils du propriétaire du célèbre Hôtel Continental de Saïgon – qui reprit l'affaire de son père, avant de devenir écrivain – est la survivante mémoire de l'« Indo ». « *Les Français n'étaient peut-être pas tous arrogants, précise-t-il, mais ils étaient nombreux à l'être [rires], et même s'il y avait quand même des gens à l'esprit large, nombreux étaient ceux qui se conformaient strictement à une hiérarchie de castes.* » Né des amours d'un père corse et d'une mère vietnamienne, il ajoute, rigolard et acerbe: « *Franchement, dans l'ensemble, les Français n'y comprenaient pas grand-chose, au Vietnam.* »

Que reste-t-il de cette présence française d'un peu moins d'un siècle? Pour la centaine de millions de Vietnamiens, au fond, très peu de choses, n'en déplaise aux nostalgiques des empires d'antan. Le français voit ses derniers locuteurs en train de disparaître et, vu de Hanoï et de l'ex-Saïgon, la France, puissance déclinante, est désormais perçue comme entité négligeable.

C'est donc ici, au-dessus des quais autrefois situés non loin de l'extrémité de cette « Catinat la coquine », lieu des plaisirs et de la vie nocturne – dont l'appellation moderne de « Dong Khoi » (« soulèvement général ») ne rend pas justice à la vraie nature –, que commençait l'aventure pour les nouveaux arrivants. Celle-ci avait été rendue possible, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, par une série de victoires militaires qui avaient émaillé les débuts de la conquête, quand, sous prétexte de venger la persécution de milliers de chrétiens par l'empereur vietnamien Tu Duc (1829-1883), Napoléon III avait envoyé en Extrême-Orient un corps expéditionnaire.

Dès lors, le processus colonial était lancé. Saïgon, tombée aux mains des Français, en 1859, sera le premier bijou de la « perle de l'empire », un ensemble composé plus tard de trois *ky* (« pays »), l'ensemble Cochinchine-Annam-Tonkin (l'actuel Vietman), à quoi s'ajouteront les royaumes du Cambodge et du Laos. Une vaste région que les Français vont dénommer « Indochine », formule à la fois curieuse et pertinente pour définir un espace géographique ne procédant ni de la Chine ni de l'Inde. Simplement, la longue histoire de cette sous-région combinait les influences culturelles et religieuses chinoi-



« FRANCHEMENT, DANS L'ENSEMBLE, LES FRANÇAIS N'Y COMPRENAIENT PAS GRAND-CHOSE, AU VIETNAM »

PHILIPPE FRANCHINI
écrivain, ancien patron
de l'Hôtel Continental,
à Saïgon

ses (pour le Vietnam) et indiennes (pour le Cambodge et le Laos).

Le soutien aux catholiques, dont Napoléon III voulait, en France, s'attirer les bonnes grâces, cachait d'évidentes arrière-pensées stratégiques et commerciales. La France guignait un passage vers la Chine et cherchait aussi à contrebalancer la poussée anglaise vers l'Asie de l'Est, après la vassalisation de la Birmanie par l'Empire britannique. A la fin des années 1880, Paris étendra ainsi son contrôle dans le *ky* septentrional du Tonkin, aux portes de la Chine, après avoir subjugué l'empereur d'Annam, qui régnait à Hué, la capitale royale, dans le centre du pays.

Ho Chi Minh-Ville, les fantômes de Saïgon

Au bout de l'ex-rue Catinat, toujours en cette aube du 7 mai, c'est le rouge qui domine. Pas seulement celui du soleil se levant à l'horizon

des gratte-ciel, mais aussi celui d'une grande affiche dont la légende souligne fièrement la photo culte d'un soldat du Vietminh plantant son drapeau sur le QG du commandant de la place forte de Dien Bien Phu, le général de Castries (la photo est une reconstitution, mais qu'importe...): « *Commémoration du 70^e anniversaire de la victoire* », symbole de la « *résistance contre le colonialisme français* ».

Une troisième touche de rouge est visible, juste en face, devant l'entrée d'un autre hôtel mythique, le Majestic: celle d'une Ferrari dont le vermillon tranche sur la lumière encore fade de l'aube. Saisissant contraste offert par cette République démocratique du Vietnam, régime autoritaire converti depuis plusieurs décennies aux vertus de l'économie de marché à la sauce postcommuniste: le bolide fait se télescoper avec fracas l'un des symboles du monde de la finance avec le souvenir de l'austère soldat viet au boudin de riz en bandoulière, chargeant les défenseurs de Dien Bien Phu au nom des principes de l'égalité entre les peuples.

Sept décennies après la dislocation de celui-ci, les traces de l'empire français en Extrême-Orient se sont pour l'essentiel effacées, à l'exception, ça et là, de la présence de toutes ces vieilles maisons coloniales aux murs jaune bouton d'or et aux persiennes vert bouteille; témoignages de belle facture esthétique, mais aussi lambeaux d'un monde évaporé dont l'évocation ravive, chez nombre d'anciens colonisés, des souvenirs pour le moins ambivalets.

« *J'ai été élevée dans des écoles françaises, je suis bilingue depuis toute petite, j'ai aimé Victor Hugo, j'ai lu avec plaisir Maupassant et vu des pièces de Molière, et je me sens encore très proche de la culture de votre pays* », se souvient Xuan Phuong, 94 ans, installée sur le canapé de son appartement situé tout en haut des immeubles dominant la rivière de Saïgon. « *Mais la France, ajoute aussitôt cette vibronnante nonagénaire, ce sont aussi les injustices de la colonisation, les mas-sacres perpétrés par les soldats français pendant la guerre d'Indochine, les atrocités com-*





A gauche : à Ho Chi Minh-Ville, le Théâtre municipal, construit par les Français en 1900 (ici en 2016). NICOLAS CORNET

Ci-contre : le grand hôtel Lang Biang, à Dalat (Vietnam), sur une carte postale coloniale. COLLECTION NICOLAS CORNET

Ci-dessous : le gendarme Auguste Morère pendant une chasse au gaur (un bovidé d'Asie du Sud-Est), en compagnie de deux hommes de l'ethnie Stieng (photographie non datée). COLLECTION PARTICULIÈRE



mises contre les villageois soupçonnés d'appartenance au Vietminh. »

Au soir d'une vie aux singuliers rebondissements, Xuan Phuong se sent parfois un peu écartelée dans ses allégeances culturelles, même si elle a résolument mené carrière, comme journaliste et documentariste, au service du Vietnam communiste et indépendant.

En arpentant les allées de l'ancien Cercle français de Saïgon, un club ultrasélect, on ne peut s'empêcher de songer encore à Philippe Franchini, l'hôtelier devenu auteur prolifique. Pour ce « sang-mêlé », les premières déambulations autour de la piscine du cercle en question furent à l'époque un indicible « supplice », comme il l'a raconté dans son livre *Continental Saïgon* (1997, réédité aujourd'hui par Les Equateurs). Dans ce lieu pour privilégiés, le jeune métis se sentait « encore plus annamite » qu'il ne le paraissait, face aux blancs-becs « de souche » qui le mettaient « à nu » par leurs « coups d'œil obliques », leurs « chuchotements », leurs « conciliabules ».

Est-il utile de préciser que les Vietnamiens n'étaient pas admis au Cercle, pas plus que les « petits Blancs », les sous-officiers, les douaniers ? Ceux-là, ils prenaient l'apéro ailleurs, entre eux et sans se mélanger. Quant au lycée Chasseloup-Laubat, prestigieux établissement saïgonnais où régnait au début une ségrégation totale, il finit par s'ouvrir aux « indigènes », un quota de 20 % leur étant alloué, mais à condition que ces « Annamites », ainsi qu'on les désignait alors, aient acquis la nationalité française ou fassent partie d'un contingent admis sur examen spécial. Classique ironie du colonialisme : le lycée contribua à former une élite frottée aux principes républicains qui allait, plus tard, se retourner contre l'empire et militer en faveur de l'indépendance.

Les deux bâtiments sont restés en l'état. Au Cercle de naguère, devenu centre sportif, on dispute toujours des parties de pétanque, et les joueurs frappent encore la balle sur les courts de tennis. En ce début de saison des pluies, seule la piscine, vide, semble à l'abandon. Et dans la cour de ce qui fut « Chasse-

loup-Laubat », rebaptisé « lycée Le Quy Don », du nom du célèbre poète philosophe du XVIII^e siècle, trône la statue de ce dernier. Un cerbère empêche toute intrusion dans la foule des écoliers du secondaire. Dommage pour notre tentative de visite d'un lieu symbolique de la « colonisation ambiguë », pour reprendre le titre de l'ouvrage des historiens Pierre Brocheux et Daniel Hémerly (La Découverte, 2001). La « fonction modernisatrice de la France en Indochine », soulignaient les auteurs, ne profita qu'à une fraction du peuple vietnamien, mais elle consista, « au moins dans le discours », à s'adresser à des élites colonisées « qui ne furent pas nécessairement sourdes » au message de cette modernité.

A force de déambuler, sous le soleil désormais haut et brûlant, le long de la rivière de Saïgon, dans une cité devenue Ho Chi Minh-Ville, en 1975, reviennent également en mémoire les témoignages des colons du début du siècle dernier. Par exemple, cette lettre d'une certaine demoiselle Gabrielle, 14 ans, fille d'un haut fonctionnaire, arrivée, en septembre 1900, dans une ville peuplée d'à peine quatre mille européens : « *Jamais vu un hôtel pareil, une horreur, lits sales, moustiquaires en loque, on vient de déjeuner dans cet hôtel, le meilleur de la ville, mais qui serait le plus mauvais de France.* »

Plus tard, à Hanoï, l'ancienne capitale impériale devenue celle de l'Indochine sous la houlette du gouverneur général Paul Doumer – futur président de la République (1931-1932) –, l'adolescente constate un changement de décor bienvenu, selon les propos rapportés par Christiane d'Ainval dans *Les Belles Heures de l'Indochine française* (Perin, 2001) : « *Gabrielle habite dans une jolie maison entourée d'un jardin plein d'arbres fleuris ; le personnel se compose d'un cuisinier, d'un boy, d'un coolie pousse-pousse, qui est aussi jardinier, d'un blanchisseur, d'un becone [enfant chargé de faire les commissions], d'un cocher, d'un jais [deuxième cocher] et d'une congai [femme de chambre].* » Le soir, lors des cérémonies officielles, ces messieurs-dames se mettent sur leur trente

EN 1933, LE GENDARME AUGUSTE MORÈRE EST RETROUVÉ « ADOSSÉ À UN ARBRE, LE PISTOLET ENCORE À LA MAIN, MAIS FOIE ET CŒUR ARRACHÉS »

et un : « *Robes corsetées, jupes et manches longues pour les femmes, coiffées de larges chapeaux à plumes ; et costumes de drap, chemises empesées pour les hommes.* » Tant pis pour la chaleur torride et l'humidité.

Dalat, une Normandie tropicale

Les Français avaient baptisé cette station d'altitude (1500 mètres), à quelque 300 kilomètres au nord-est de Saïgon, la « ville de l'éternel printemps ». Colons et hauts fonctionnaires s'y réfugiaient quand la fournaise embrasait la plaine et la capitale. Dalat, c'était un lac, un palace – l'Hôtel Lang Biang, du nom d'une montagne des environs –, des chalets au style architectural rappelant les provinces métropolitaines, sans oublier la résidence de l'empereur, Sa Majesté Bao Dai, très bel exemple Art déco, caché dans les pins de ces Alpes vietnamiennes. La ville compte aujourd'hui 200 000 habitants. Les maisons coloniales sont toujours debout, le palais de l'empereur est un musée, le grand hôtel a été rénové, le voyageur respire encore ici un étrange parfum de Normandie tropicale.

« *J'aimais mes patrons, c'était des gens très gentils* », se souvient M. Duy, 88 ans, un membre de l'ethnie Mnong-Chil. De fait, tout le monde ne détestait pas les Français. C'était souvent vrai chez les populations minoritaires – 15 % des habitants –, qui n'avaient jamais vu d'un œil très favorable les Viets, c'est-à-dire l'ethnie kinh majoritaire, empiéter de plus en plus, au fil de l'histoire, sur leurs territoires. Le vieil homme ajoute, en mimant le geste d'appuyer sur la détente d'un fusil : « *Et puis nous, on n'allait pas à la guerre.* » Dans le salon propre de son bungalow, quelques photos témoignent de son attachement à son employeur disparu, Lucien Farraut, éleveur et planteur jusque dans les années 1950. Le portrait du colon barbu orne les murs, immortalisé en noir et blanc en compagnie de son épouse.

Aux côtés du vieux Mnong, Pierre Morère, 60 ans, assure la traduction, notre interlocuteur ne sachant plus dire à peu près que « bonjour » et « merci » en français. Né à Saïgon, en 1963, M. Morère est un descendant de colons. Il a quitté le Vietnam l'année de sa naissance, avant d'y revenir, il y a dix-huit ans, pour mettre ses pas dans ceux de son grand-père maternel, qui n'était autre que Lucien Faraut, le patron vénéré de M. Duy. Une fois installé au Vietnam, Pierre plante à son tour du café, mais du meilleur, un café Bourbon (originaire de l'île de la Réunion), 100 % arabica. En parallèle, il achève, pour le compte de l'université Aix-Marseille, une thèse de troisième cycle sur l'« histoire de la forêt vietnamienne et sa biodiversité ».

Du côté de son grand-père paternel, Auguste Morère, l'histoire s'acheva tragiquement. En 1933, ce gendarme de la République est assassiné par des membres d'une autre tribu, les Stieng, rétifs aux avancées des colons dans la région. « *On le retrouvera adossé à un arbre, le pistolet encore à la main, mais foie et cœur arrachés* », détaille son petit-fils en contemplant des photos où le fier gendarme apparaît coiffé d'un casque colonial, marchant dans une rivière en compagnie de femmes aux seins nus. Une autre photo le montre vêtu comme un Stieng – dont il parlait couramment la langue –, prenant par l'épaule deux « indigènes ». Sur un autre cliché, le voici en uniforme et bottes de cuir, juché sur un éléphant, ses subordonnés sagement alignés devant la bête.

Buon Ma Thuot et ses minorités

De Dalat, il faut compter de cinq à six heures de car pour parvenir dans cette capitale provinciale des hauts plateaux du centre, une région qui s'étire là où la partie amincie du pays épouse les frontières cambodgiennes et laotiennes. Cette ville de 300 000 habitants, laide et moderne, vibre cependant du dynamisme propre aux agglomérations vietnamiennes. Ici vit Marie, 75 ans, professeure de français à la retraite, rencontrée dans la vaste

maison qu'elle partage avec une grande famille de sœurs, de neveux et de nièces. Elle évoque le parcours de son père, jadis infirmier pour le compte des autorités médicales françaises : « *La colonisation a représenté un certain facteur d'émancipation pour les montagnards* », relève cette fervente catholique, en employant l'expression naguère en usage pour désigner les ethnies des « montagnes » du plateau – les Vietnamiens, eux, les désignaient sous le terrible vocable de « Moï », ou « sauvages ». « *Quand les Français sont arrivés, ils ont encouragé les enfants à aller à l'école, poursuit-elle, et ils ont même construit des pensionnats en reprenant nos modèles traditionnels de maisons longues.* »

Son père était un homme moderne, un progressiste qui se gaussait des superstitions et autres croyances animistes de ces ethnies de nos jours largement christianisées. Marie rappelle en éclatant de rire l'un des mythes de création des Edé – aussi appelés « Radhé » –, ethnie à laquelle elle appartient. La légende est censée justifier l'analphabétisme passé d'une tribu jadis païenne : « *Le grand esprit originel avait demandé à tous les humains d'apporter de quoi écrire pour apprendre l'alphabet. Mais les Edé avaient écrit sur des peaux de buffle, au lieu de le faire sur des tablettes en bois. Résultat, des chiens avaient dévoré la peau, et nous avons été privés d'écriture.* »

Huê, parfums d'un empire

L'ancienne capitale de l'empire d'Annam (1802-1945) déploie son antique splendeur le long de la célèbre « rivière des parfums ». Sur la rive opposée à la ville moderne se dresse la Cité impériale, l'un des trésors du patrimoine national. Dans une rue désormais dévolue à un « tourisme sac à dos » où s'alignent bars, restaurants et salons de massage, rencontre avec une autre légende de l'Indochine, le très vénérable, très francophone et très érudit M. Buu Yi, 87 ans. Sa passion pour la France, surtout pour la culture et la langue de celle-ci, demeure vive : il a traduit en vietnamien André Gide, Antoine de Saint-Exupéry, Albert Camus et Michel Tournier. Quand il se lève de table pour aller chercher un livre – il est assis sur une chaise de la pizzeria que son fils a ouverte dans ce quartier touristique, il ne dit pas : « *Attendez-moi une minute, je reviens* », mais : « *Pardonnez-moi, je m'efface un instant...* »

Pour lui, la France, c'est à la fois la littérature et le progrès : « *Les intellectuels français nous ont aidés à acquérir une méthodologie, un outil dont étaient dépourvus nos lettrés, s'ils voulaient étudier leur propre culture, la poésie, la musique, l'histoire.* » L'influence de la culture française au Vietnam lui paraît majeure, à travers notamment l'impressionnisme, l'existentialisme et le surréalisme. « *J'ai toujours clamé sur tous les toits que mon vietnamien est meilleur grâce à ma connaissance du français et mon apprentissage de l'analyse grammaticale.* » Surtout, ne lui parlez pas des atrocités commises par l'armée française lors du conflit ou des injustices de la colonisation : « *Les gens ont une vision trop militariste de la présence française en Indochine, moi j'en ai une vision culturelle.* »

Buu Yi, en revanche, ne tire aucune vanité de ses origines aristocratiques. Son arrière-grand-père était pourtant le prince poète Tuy Ly Vuong (1820-1897), lui-même fils de l'empereur Minh Mang (1791-1841). « *Vous savez, l'empereur a laissé derrière lui une progéniture considérable, 143 enfants, alors...* »

Immobile, toujours aussi digne dans le décor d'une pizzeria qui lui ressemble pourtant si peu, Buu Yi se fend d'un mince sourire. Après une heure de discussion, il s'en va. A petits pas, il glisse sur le sol, figure d'un autre temps se réclamant d'une autre époque. Toute une vie passée à glorifier la France. Était-il, lui aussi, dans l'illusion ? Il est en tout cas l'un des derniers témoins d'une passion passée de mode. ■

BRUNO PHILIP

Prochain article Le temps du déclin

Le Monde en vente actuellement

► **En kiosque**

Hors-série

Le Monde UNE VIE, UNE ŒUVRE

HORS-SÉRIE

2024

Sigmund Freud
La révolution de l'âme

Un compendium des lectures andres, par Elisabeth Boudin

Hors-série

Le Monde HORS-SÉRIE

40 CARTES
pour comprendre le conflit
ISRAËL PALESTINE

Hors-série

Le Monde LA VIE, UNE ŒUVRE

L'EAU DANS LA VILLE
L'Épave historique des fontaines de la ville

Hors-série

Le Monde LA VIE, UNE ŒUVRE

L'HISTOIRE DU SPORT
SPORTS ET SOCIÉTÉ

Hors-série

Le Monde LA VIE, UNE ŒUVRE

300 QUESTIONS
DE CULTURE GÉNÉRALE
par le service de la culture

Hors-série

Le Monde LA VIE, UNE ŒUVRE

Franz Kafka
L'insaisissable

Une sélection de la collection "Le Monde"

Hors-série

Le Monde LA VIE, UNE ŒUVRE

100 GRILLES
MOTS CROISÉS
PAR PHILIPPE DUPUIS - 9782071000000

Magazine

Nos services

Lecteurs

► **Abonnements**
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

► **Le Carnet du Monde**
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
WWW.SOURCECONFIDENTIELS.FR

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ **carnet@mpublicite.fr**
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Anouck, Léonard, Jonathan, et Rachel et Jacky, Josiane, Hubert, Nicole, Edmond et Chantal, ses enfants, sa belle-fille, ses frères et sœurs,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Déa ABBOU CHAZELAS,

survenu le 10 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Femme, mère ou amie,

Françoise BOMBARD,

s'est montrée tout au long de sa vie belle et discrète, fidèle et persévérante, battante et courageuse, souriante et à l'écoute, cultivée et créative, piquante et pince sans-rire.

Le 13 juillet 2024, Api a choisi de déposer les armes.

Ses proches,
Ses petits-fils,
Ses livres et ses chats,
La Couransane
Et *Le Monde*, qui comptait particulièrement pour elle,

l'ont accompagnée jusqu'au bout. Comme ses amies et le CHU de Poitiers, que nous remercions.

Pascal et Antoine, Véronique, Emmanuel, ses enfants,
Camille, Alexis, Barnabé, Valentine et Agathe, ses petits-enfants et son arrière-petite-fille,

ont la grande tristesse de faire part du départ de

Françoise BOURUET-AUBERTOT,
née de la FOURNIÈRE,

le 14 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse a lieu ce jeudi 18 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris 7^e.

On nous prie d'annoncer le décès du

poète Georges de CAGLIARI,

survenu le 12 juillet 2024.

Les obsèques auront lieu le vendredi 19 juillet, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Garigny (Cher).

Nous avons la tristesse d'annoncer le décès de

Henri CAUSSE
(28 septembre 1939 - 12 juillet 2024).

La cérémonie aura lieu dans la stricte intimité.

Selon ses vœux, il rejoindra ses amis,

Monique et Daniel,

à Monthel (Ariège).

Les Éditions de Minuit

ont la grande tristesse de faire part
de la disparition de

Henri CAUSSE
(1939-2024),
directeur commercial
des Éditions de Minuit,
membre fondateur de l'Association
pour le Prix unique du livre
et de l'Association pour
le développement économique
de la librairie de création (ADELC).

Aux côtés de Jérôme Lindon,
à partir de 1964, puis d'Irène Lindon,
il a voué sa vie à la défense et la
réinvention de l'édition et de la
librairie indépendante.

Laurence, Sylvie, Agnès,
ses filles,
Christian Forbin,
son époux,
Ses gendres,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part de la
mort de

Annie FORBIN,
née BOUVIER,

le 15 juillet 2024, dans sa quatre-
vingt-quatorzième année.

La cérémonie civile aura lieu à
la Maison funéraire de Châteaudun,
le 18 juillet, à 11 heures.

37, route de Vouvray,
28200 Saint-Denis-les-Ponts.

Louis et Joséphine,
ses enfants,
Caroline, Véronique, Christophe,
Vincent, Nicolas,
ses sœurs et frères,
Ses nombreux nièces et neveux,
Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès
de

François GLORION,

survenu à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura
lieu ce jeudi 18 juillet 2024, à 13 h 45, en
l'église de l'Immaculée Conception,
34, rue du Rendez-Vous, Paris 12^e,
suivie de l'inhumation dans l'intimité.

Alexis, Pauline, Marie,
ses enfants
et leurs conjoints,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part
du décès de

Elisabeth GRENIER,
née HERTZ,

survvenu le 14 juillet 2024,
à son domicile,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Elle rejoint au ciel son époux,

Alain GRENIER,
ambassadeur de France,

décédé le 11 septembre 2022.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Roch, Paris 1^{er}, le
vendredi 19 juillet, à 15 heures.

57, rue Sainte-Anne,
75002 Paris.
simiane04@gmail.com

Yvonne Theulier,
Le docteur Denise Kahn,

font part du décès de

Bernard KAHN,

survvenu le 17 juin 2024.

À Lille (Hauts-de-France).

Pernette LANGLEY-DANYSZ,
journaliste scientifique,

nous a quittés, le 24 juin 2024, dans
sa quatre-vingt-quinzième année.

François Gonse,
son fils,
Henri Gonse,
son fils,
sa famille,
Frédéric Danysz,
son frère,
sa famille,
Emmanuel Stillier,
son neveu
Et ses amis proches,

ont tenu à lui rendre hommage au
crématorium de Wattrelos.

Pernette était très attachée à la
poésie japonaise, ainsi :

Tes cendres maman
Roscoff à la houle
Parfum de galets.

François Gonse,
49, Petite Rue,
11230 Sainte-Colombe-sur-l'Hers,

Son épouse,
Ses filles,
Ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul LEWIDOFF,

survenu le vendredi 12 juillet 2024,
aux Sables-d'Olonne (Vendée).

La cérémonie civile a lieu ce
mercredi 17 juillet, à 16 heures, au
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Paris. Châtelailлон-Plage.

Danièle Odin,
son épouse,
Ses enfants,
Sa belle-fille et son gendre,
Ses petits-enfants,
Ses frères et belles-sœurs,

ont le regret de faire part du décès de

Didier ODIN,

survenu le 10 juillet 2024, à Paris.

Une cérémonie religieuse a été
célébrée ce 17 juillet, à 14 h 30, en l'église
Sainte-Madeleine de Châtelailлон-Plage.

La famille tient à remercier le service
Hématologie seniors de l'hôpital Saint-
Louis pour sa bienveillance.

Pompes funèbres de France,
17000 La Rochelle.
Tél. : 09 88 51 33 40.

Anna,
son épouse,
Sophie, Marion et Catherine,
ses filles,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Casimir PIEKAREC,
traducteur
et ancien journaliste
de Radio France Internationale,

survenu le 24 juillet 2024, à Antony,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Une cérémonie religieuse sera
célébrée ce jeudi 18 juillet, à 14 h 30,
en l'église Sainte-Magdeleine, rue
Le Nôtre, au Plessis-Robinson (Hauts-
de-Seine).

Elle sera suivie à 16 heures, de
l'inhumation, au cimetière du Plessis-
Robinson, 26, avenue Edouard-Herriot.

Le Monde

Abonnement

Quotidien
+ numérique

100,58 €

(prix de vente
au numéro)

19 € / mo

pendant 3 r

✓ Le journal et ses suppléments

✓ Tous les contenus numériques

Abonnez-vous en li

A compléter et à retourner à :

OUI, je m'abonne à l'offre Quotidien + numé
> 6 quotidiens + e M le magazine du Monde
1944 + l'application La Matinale + plus de 2
Je complète le mandat de prélèvement SEPA

E-mail : _____

Important : merci de préciser votre adresse e-m
la confirmation de votre abonnement

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la Société é
instructions de la Société editrice du Monde. Vous bénéficiez d'un
remboursement doit être présentée dans les huit semaines suiva

Référence unique du mandat : _____

NOM DU TITULAIRE DU COMPTE ☐ M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TYPE DE PAIEMENT PAIEMENT RÉPÉTITIF

Fait à : _____

Date : _____

NOTE : Vous acceptez que le prélevement soit effectué à l'installati
informations contenues dans le présent mandat, qui doit être compl
des droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus
SOCIÉTÉ EDITRICE DU MONDE SA - 67169, AVENUE PIERRE-MEND
métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Au delà des 3 premiers mois, a
consultables et téléchargeables au lien suivant : <https://moncompte>
représentant légal. En retournant ce formulaire, vous acceptez que
en fonction de vos choix, d'actions marketing pour ses produits et s
si souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partn
du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de
données du Monde en écrivant à l'adresse suivante : 67169, avenue
confidentialité sur le site www.lemonde.fr ou sur le site de la CNIL, w

Saint-Étienne. Maisons-Alfort. Paris.
Sainte-Gemme-Moronval.

Elise Tondon, née Desangles,
son épouse,
Valérie Tondon-Durbecq,
sa fille,
Alice Durbecq,
sa petite-fille,
Jacques Tondon, Pierre Tondon,
Yves Tondon, Jean-Claude Tondon,
Bruno Tondon,
ses frères,

ont la tristesse de faire part du décès
de

M. Michel TONDON,
retraité de la Banque de France,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu à Rambouillet, le 9 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse aura lieu
ce jeudi 18 juillet, à 10 h 30, en l'église de
Notre-Dame-de-l'Assomption, à
Montalba-le-Château (Pyrénées-
Orientales), suivie de l'inhumation
dans l'intimité.

M^{me} Nadine Wallon,
son épouse,
Sophie, Paul, Naïlée, Saloméa, Anaïs,
Agathe et Adèle,
ses enfants, ses petits-enfants et son
arrière-petite-fille,

font part du décès du

docteur
Pierre WALLON,
chirurgien en infantile,

survenu le 3 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie a eu lieu le lundi
15 juillet, dans l'intimité familiale.

Pompes funèbres générales,
3234, route de Neufchâtel,
76230 Bois-Guillaume.
Tél. : 02 35 60 55 26.

que

S

is

és chez vous

le site et les applications

e sur : abo.lemonde.fr/quotidiens

BULLETIN D'ABONNEMENT

Envoyer à : Le Monde - Service Abonnements - ATIOO -

tout du Monde pendant 3 mois pour seulement 19

sous les contenus numériques sur le site et le

O grilles de jeux en ligne.

dessous

@ _____ Tél. : L

afin de recevoir

J'accepte de recevoir des o

ou de ses partenaires

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

e du Monde à envoyer des instructions à votre banque pour débiter vos

d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans

date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Mme

IDENTIFICATION DU COMPTE BAN

IBAN — Numéro international d'iden

BIC — Code International d'identifi

Noubliez pas de joindre un relevé d'id

Signature obligatoire :

votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués

ont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa rel

articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informati

RANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 12€

de réalisation, reconduction tacite de l'abonnement à 24,90 €/mois, sans

de l'époque. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la communicat

cité Editrice du Monde, responsable de traitement, utilise vos données p

en jouir ceux de ses partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos pr

commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐ Conform

ement, opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traite

Mendes-France - 75707 Paris Cedex 13 ou via le lien suivant : <https://dpo.lm>

[illegible]



Mathieu Perotto et
Antonin Meyer-Esquerré,
dans « Léviathan », à
Avignon, en juillet.
CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

**Nous voilà
prévenus :
la justice
est un cirque,
un théâtre
de masques,
de marionnettes**

vent mieux que la partition textuelle, parfois un poil démonstrative. Notamment à travers un personnage qui pourrait être celui du coryphée dans la tragédie antique, et qui est le seul, dans le spectacle, à apparaître à visage découvert. Qui est-il ? Avec lui, Lorraine de Sagazan joue sur la frontière entre réel et fiction, le présentant comme un homme lui-même condamné à plusieurs reprises dans ces procédures. « Pour ceux qui découvrent ce type de justice, tout cela doit avoir l'air manichéen, constate-t-il. Pourtant, c'est aussi simple et brutal que cela. Pour cette raison, ce type de justice est interdit dans de nombreux pays. »

Magnifique apparition
Lorraine de Sagazan assume avec ce *Léviathan* un théâtre d'interpellation, mais sans cesse elle tisse le réel et le rêve, qui se rejoignent dans le moment le plus fantastique du spectacle. Un cheval, un vrai cheval, à la robe gris pomelé surgit sur scène, magnifique apparition synonyme de liberté, de puissance et, peut-être, de consolation. En lui s'incarne cette qualité de présence pure que recherche Lorraine de Sagazan depuis *Un sacre*, le spectacle avec lequel elle a trouvé les voies de sa singularité théâtrale. Présent pur, vivant pur, qui vient renforcer le contraste avec les fantoches et les fantômes, dans ce spectacle porté par des acteurs excellents à ce jeu marionnettique si particulier, dans lequel aucun ne peut tirer la couverture à lui.

Entre grotesque et beauté, la metteuse en scène imprime ainsi des images d'une force renversante : on n'oubliera pas celle de cette femme, condamnée pour un vol mineur, prise dans une spirale d'absurdité tragique, son enfant de chiffons dans les bras. Qui est le monstre, ici, quel est ce Léviathan planant sur des vies minuscules et abîmées ? ■

FABIENNE DARGE

Léviathan, par Lorraine de Sagazan, à Avignon, jusqu'au 21 juillet. Puis en tournée de novembre à mai 2025.

THÉÂTRE

AVIGNON - envoyée spéciale

La justice est-elle toujours juste, au double sens que peut avoir cet adjectif ? L'interrogation court dans tout ce Festival d'Avignon, présente notamment à travers les spectacles de Tiago Rodrigues, *Hécube, pas Hécube*, et de Baptiste Amann, *Lieux communs*. La metteuse en scène Lorraine de Sagazan, elle, la place au cœur même de *Léviathan*, sa nouvelle création, qui a emballé le public lors de la première, lundi 15 juillet.

Le théâtre et la justice ont partie liée depuis bien longtemps, puisque c'est dans la tragédie grecque, il y a 2500 ans, que s'est inventée l'idée d'une organisation humaine collective de jugement, pour dépasser les vengeances individuelles qui entraînent une violence sans fin. Mais qu'en est-il quand cette justice devient elle-même porteuse de violence ?

Voilà à quoi s'attaque Lorraine de Sagazan. Avec son auteur complice, Guillaume Poix, la metteuse en scène s'est immergée, pendant plusieurs semaines, dans les audiences en comparution immédiate de la vingt-troisième chambre du tribunal de Paris. La comparution immédiate, procédure simplifiée et expéditive qui

« Léviathan » fait tomber les masques de la justice

A Avignon, la mise en scène de Lorraine de Sagazan frôle le fantastique pour souligner l'absurdité et la violence des audiences en comparution immédiate

de moins de trente minutes, s'apparente largement, selon les magistrats eux-mêmes, à de l'abattage. « *De plus en plus répandue, elle favorise largement l'incarcération, puisque 70 % des peines prononcées sont des peines de prison ferme* », note Lorraine de Sagazan, alors même qu'il s'agit le plus souvent de délits mineurs.

Absurdité du système

Pour la metteuse en scène, il va s'agir de donner à voir l'absurdité de ce système, à travers trois cas particulièrement poignants qui montrent comment la mâchoire judiciaire se referme sur des êtres déjà en marge. S'il repose sur un

solide travail documentaire, tout l'intérêt du spectacle de Lorraine de Sagazan réside pourtant dans ses choix formels, qui l'éloignent résolument de tout réalisme sociologique.

C'est au contraire par une forme d'hyperréalisme, frôlant même le fantastique par moments, qu'elle nous plonge dans ce qui se joue ici. Dans le superbe décor en forme de chapiteau, en toile orange légère comme un souffle, imaginé par la scénographe Anouk Maugein, on est d'emblée happé par un sentiment d'inquiétante étrangeté face aux êtres que l'on découvre. Les magistrats et les avocats ont le visage recouvert de masques qui

épousent la forme de leurs visages mais en gommant toute expression, tandis que les prévenus ont la figure camouflée par un tissu légèrement translucide, comme celui des bas. La puissance de saisissement est réelle, de ces visages figés dans leur masque social, ou floutés, brouillés, pour ceux que la société invisibilise.

Nous voilà prévenus : la justice est un cirque, un théâtre de masques, de marionnettes. Théâtre que Lorraine de Sagazan va décliner tout au long de son spectacle, avec un point de vue bien particulier : la justice, cette justice-là, défigure aussi bien ceux qui la rendent que ceux qui la subissent.

Jeu marionnettique des acteurs, vrais pantins... la metteuse en scène pianote sur toute la gamme avec un talent certain, montrant ainsi les acteurs de la justice comme des automates téléguidés par un système dont eux-mêmes ne saisissent plus le sens, et les justiciables comme des polichinelles tragiques et disloqués.

Tout son travail plastique est d'ailleurs passionnant, qui inclut des images vidéo inscrivant les prévenus dans le rêve ou le cauchemar, signées par Jérémie Bernaert, le vidéaste habituel de Julien Gosselin. L'image, ici, qu'elle soit scénique ou cinématographique, parle et touche au cœur sou-

Au « off », « Le Repas des gens » qui ne vont pas au théâtre

La nouvelle création de l'auteur et metteur en scène François Cervantes fait jaillir un trésor d'humanité

THÉÂTRE

AVIGNON - envoyée spéciale

C'est sans doute l'un des couples les plus irrésistibles du « off » d'Avignon. Une sorte de duo qui serait sorti des Deschiens, la cruauté en moins, la tendresse et la candeur en plus. Impossible d'oublier Catherine Germain et Julien Cottureau après avoir assisté au *Repas des gens*, la nouvelle création de l'auteur et metteur en scène François Cervantes. Ces deux comédiens s'accordent à merveille pour nous convier à un dîner qui, derrière son apparence burlesque, fait jaillir un trésor d'humanité.

Robert, timide et taiseux, et sa femme, enjouée et bavarde, n'ont jamais quitté leur quartier et, comme beaucoup de gens, ne sont jamais allés au théâtre de leur vie. Un cousin éloigné, directeur d'une salle de spectacle, les y a invités après avoir dîné avec plaisir chez eux et constaté à quel point, alors qu'ils vivent dans la même ville, ils peuvent avoir un rapport au théâtre si opposé.

Le couple arrive sur scène, la démarche gauche, décontenancé par le lieu. Une table est dressée, digne de celle d'un restaurant. Découvrant les nombreux spectateurs, accueillis par – croient-ils – un serveur, qui s'avère être le régisseur

(excellent Stephan Pastor), ils s'installent, à la fois surpris et émerveillés. « *Votre silence est bouleversant. Vous écoutez tous les mots, regardez tous les gestes ? On*

**Ce conte théâtral
génial met
en scène deux
candides gagnés
par l'euphorie
d'être sur
un plateau où
tout les étonne**

vous prévient, notre façon de dîner n'a rien d'exceptionnel », dit l'épouse à l'attention du public.

S'ensuit un conte théâtral génial, mettant en scène deux candides, terriblement attachants, gagnés par l'euphorie d'être sur un plateau où tout les étonne : les pendrillons, les lumières et tous ces gens.

« Drôle de soirée »

« *Ils nous écoutent, ils rient alors qu'on ne se connaît pas, ce sont des amours* », se réjouit l'épouse. L'incongruité de la situation suscite un dialogue désopilant, et leur bonheur de vivre cette « *drôle de soirée* » devient immédiatement contagieux. *Le Repas des gens*,

mise en abyme de la magie et des coulisses du théâtre, fait surgir la complicité avec le public dans un sentiment de communauté. De plus en plus à l'aise, grisé par le vin, ce couple ordinaire évoque les choses de la vie, les histoires de famille, dialogue avec le régisseur pour comprendre son métier ; ils découvrent un fantôme de leur passé et convient leur fille à partager ce moment suspendu.

Surtout, cette situation follement absurde et bien orchestrée fait éclater le talent de Catherine Germain et de Julien Cottureau (clown-comédien). Maniant avec subtilité le mime et le jeu clownesque, maîtrisant les into-

nations, les regards, les petites manières, ces deux artistes dégagent autant de drôlerie que de poésie. Ils sont faits pour jouer ensemble. Incarnant des adultes qui savent encore s'émerveiller et partir à la découverte, ils renvoient aux spectateurs leur chance d'être dans un théâtre. C'est enchanteur, facétieux et terriblement humain ! ■

SANDRINE BLANCHARD

Le Repas des gens, de François Cervantes, avec Julien Cottureau, Catherine Germain, Fanny Giraud, Lisa Kramarz, Stephan Pastor, jusqu'au 21 juillet, au Théâtre des Halles, à Avignon. Durée : 1h30.



« La Vengeance d'Hécube », tenture imprimée à Lyon par Jean de Tournes, en 1557.
LYON MBA/
ALAIN BASSET

Le Musée des beaux-arts de Lyon revoit son modèle européocentré

L'institution a composé un accrochage reflétant les échanges entre différentes civilisations, sans édulcorer les rapports de force et le racisme

ARTS LYON

Le musée est une invention européenne : un lieu où des collections sont conservées et exposées au public. Depuis 1801 et le décret créant quinze musées en France sur le modèle du Louvre, ce principe s'est amplifié et généralisé, jusqu'au gigantisme de quelques institutions. Il n'est remis en cause que depuis peu de temps, à travers des démarches critiques traitées de « wokisme », comme s'il s'agissait d'une insulte, par celles et ceux qui veulent les faire taire.

Le Musée des beaux-arts de Lyon est de ceux fondés en 1801. Il s'est d'autant plus enrichi qu'il a bénéficié de la prospérité industrielle de la ville et, donc, d'abondants et précieux dons de pièces venues d'à peu près toutes les régions du monde. Il n'en est que mieux placé pour engager une réflexion critique sur la notion même de musée. L'exposition « Connecter

La présence de certaines pièces se comprend en fonction d'histoires complexes et méconnues

les mondes » en est la première manifestation. Sa méthode est simple : prendre presque exclusivement dans ses collections et un peu dans celles du Musée d'art contemporain de Lyon de quoi composer un accrochage qui rompt avec les habitudes.

Deux d'entre elles sont particulièrement contrariées. Celle qui consiste à considérer comme une évidence que les cultures européennes sont l'essentiel du récit universel et celle, inséparable de la première, qui tient pour acquis que les civilisations du « reste du monde », comme on disait jadis, ont bénéficié de leur rayonnement, heureux satellites de ce soleil. Celles qui n'avaient pas été touchées par sa lumière étaient

encore dans les ténèbres du « sauvagement » et du « primitif » dont la colonisation allait, comme on sait, généreusement les délivrer...

A cette conception européocentrée, l'exposition en substitue une autre, plus conforme aux faits. Elle est toute de rencontres, croisements, compréhensions – et incompréhensions aussi – entre des civilisations qui n'ont cessé de se frotter les unes contre les autres. Sa seule limite est celle des collections elles-mêmes, mais leur richesse et leur diversité extrêmes sont elles-mêmes des preuves de la puissance du modèle muséal occidental.

Suivre la démonstration suppose de l'attention, car la présence de telle ou telle pièce se

comprend parfois au premier regard, mais, plus souvent, en fonction d'histoires complexes et méconnues. La plus remarquable de celles-ci fait l'objet d'une salle entière, le voyage d'Homère à Macao. Le musée de Lyon conserve trois grandes tentures – près de 4 mètres de haut et plus de 5 mètres de long chacune – exécutées à Macao au début du XVII^e siècle. Tentures et non tapisseries : elles ont été réalisées selon les techniques des artisans chinois, en assemblant des tissus découpés, en brochant des fils de coton et en introduisant des parties peintes sur satin. Ces trois œuvres appartiennent à une suite de sept dont d'autres sont au Metropolitan Museum of Art de New York. Or, cet ensemble a pour sujet la guerre de Troie.

Signe d'élégance et de luxe

Vers 1600, donc, des virtuoses de Macao ont développé à leur manière des images monumentales de l'enlèvement d'Hélène ou du sacrifice de Polyxène, avec pour point de départ des gravures imprimées à Lyon ou à Amsterdam. Il y a ici va-et-vient. De l'Europe vers Macao, comptoir portugais à partir de 1557, pour les sujets ; de Macao vers l'Europe, en mixant des éléments stylistiques propres à la Renaissance et d'autres propres, par exemple, aux usages chinois de représentation des nuages. L'idée de connexion énoncée par le titre se justifie ainsi : par connexions naissent des œuvres hybrides, comme ces tentures, des statuettes de la Sainte Famille en ivoire polychromé faites à Goa, comptoir indien, ou un triptyque de la crucifixion, d'ivoire encore, sculpté en Chine au XVIII^e siècle.

Il s'agit ici d'interprétations non européennes de sujets européens. Les déplacements en sens inverse sont aussi fréquents. Les preuves abondent du côté de la céramique. De Turquie, de Chine et du Japon arrivent dans les ports occidentaux plats et vases d'autant plus précieux qu'ils viennent de loin. Ils séduisent par leurs bleus et leurs blancs, leurs motifs floraux stylisés ou ceux de pagodes et d'oiseaux. Dans les natures mortes néerlandaises, ils sont signe d'élégance et de luxe. Pour les ateliers de Delft, ils sont des modèles et des défis, car comment atteindre ces mêmes qualités chromatiques ?

Le musée de Lyon possédant à la fois des originaux venus de Chine et du Japon et leurs interprétations européennes, la démonstration est vite faite. Elle l'est pour le XVIII^e siècle, entiché de « chinoi-

A partir de l'invasion des Amériques, la certitude de la supériorité occidentale s'est imposée

series », et elle l'est aujourd'hui, pour des céramistes tels Jérôme Galvin ou Camille Virot, qui regardent de très près leurs prédécesseurs turcs ou coréens pour apprendre d'eux. Autrement dit, ça circule dans tous les sens sur une carte du monde où l'Europe n'apparaît pas comme le centre, mais comme l'un des pôles d'un trafic permanent de techniques, de motifs et de goûts. Il en est ainsi dans la plus lointaine Antiquité et jusqu'à la Renaissance.

Mais ce trafic général, à un certain moment, est devenu systématiquement inégalitaire : à partir de l'invasion des Amériques, suivie de la soumission du « reste du monde », la certitude de la supériorité occidentale s'est imposée, prouvée par les armes et leur capacité de destruction. Une petite gravure de Callot de 1629 a deux titres. L'un est innocent : *La Petite Vue de Paris* – parce que Notre-Dame et le pont Neuf y sont dessinés, à l'arrière-plan. L'autre ne l'est pas : *Le Marché d'esclaves*, un groupe que l'on vend aux enchères. Dès lors, l'autre – l'Indien, l'Africain, l'Arabe – est un être inférieur, une marchandise, une machine.

Loin de l'esquiver, l'exposition impose de regarder des manifestations visuelles de cette supposée hiérarchie des races. L'exposition « Le Modèle noir », qui a eu lieu au Musée d'Orsay en 2019, les montrait à partir du début du XIX^e siècle. Ici, l'histoire commence plus tôt, ce qui n'a rien de surprenant au regard des faits, pas plus que ne surprennent les odalisques demi-nues et langoureuses de l'orientalisme ou les affiches pour café ou cirage de Cappiello dans les années 1920. Elles étaient, comme on dit aujourd'hui, d'un racisme « décomplexé ». Qu'un musée rappelle ces faits avec toute la netteté nécessaire rassure un peu. ■

PHILIPPE DAGEN

Connecter les mondes, Musée des beaux-arts de Lyon. Jusqu'au 1^{er} septembre, du mercredi au lundi, de 10 heures à 18 heures. De 7 € à 12 €.

« La Gaviota » met les spectateurs dans le noir et le doute

La pièce mise en scène par Chela De Ferrari, jouée par des acteurs malvoyants, s'inspire de « La Mouette », de Tchekhov

THÉÂTRE

AVIGNON - envoyée spéciale

Quel étrange spectacle que cette *Gaviota* inspirée de *La Mouette*, de Tchekhov, jouée par des acteurs non ou malvoyants et que met en scène l'artiste péruvienne Chela De Ferrari. Quelle paradoxale représentation, aussi fastidieuse qu'effervescente, et qu'il est impossible de sanctionner d'un avis net et définitif.

Tapis, fauteuils, paravent, abat-jour, secrétaire : le décor passéiste qu'a installé Chela De Ferrari est déménagé en coulisses dès les premiers mots. On ne le reverra pas. Le public est prévenu : ce spectacle ne s'ancrera pas dans la tradition. Il n'y a d'ailleurs, si on y songe, rien d'orthodoxe dans les variations amoureuses qui tissent le drame. Treplev aime Nina, qui tombe amoureuse de Trigorine, amant d'Arkadina, la mère de Treplev. Sur fond d'ambitions artistiques, de conflits passionnels et de rivalités générationnelles, Tchekhov confronte convention et modernité et

sème le trouble dans le couple. On en prend ici conscience avec une lucidité revivifiée.

Place à un immense écran vidéo en fond de scène, son lac brumeux, son ciel sombre, sa lune qui grossit au point de (presque) englober le plateau et ceux qui y résident. L'image apocalyptique rappelle la trajectoire de la comète qui venait percuter la terre dans le film *Melancholia*, de Lars von Trier. Ambiance crépusculaire.

Lorsque la régisseuse Alicia prend d'emblée la parole face au public et aux comédiens costumés de noir assis (au départ) dans les gradins, elle donne l'alerte : « *Je gère ce qui se passe sur scène.* » Ou pas. Car de l'imprévu à l'accident, *La Gaviota* menace d'être hors de contrôle. Pour le pire (des temps exaspérants de latence et de désorganisation) et pour le meilleur (des fulgurances de mise en scène).

Le spectateur se tient donc aux aguets. Se pense-t-il capable de tout voir de ce qui échappe aux regards des interprètes dont trois seulement, sur les douze que compte la distribution, sont

voyants ? Si tel est le cas, il se trompe et Chela De Ferrari va s'employer, pendant près de deux heures, à prouver que le plus aveugle n'est pas celui qu'on croit, l'invisible prenant le pas sur le visible et l'implicite sur l'explicite.

Malices dramaturgiques

La mise en scène que signe cette artiste, remarquée à Paris à l'automne 2023 pour sa création de *Hamlet* avec des acteurs atteints de trisomie 21, confirme qu'elle a de la poigne, du tempérament et un rapport organique à la notion de théâtralité. Un rapport si confiant dans l'éloquence du plateau et des torsions exercées sur un texte qu'elle prend le risque de désarticuler le spectacle en l'abandonnant, par exemple à mi-parcours, aux musiques pop, aux danses malhabiles et aux apartés artificiels d'une fête qui s'éternise.

Les actes de *La Mouette*, de Tchekhov, sont bel et bien traités par les comédiens. Mais ils s'étoffent de partitions de sens parallèles qui s'agrègent au propos, l'enrichissent, le prolongent, le com-

Les gestes, les effets vidéo, la musique, la lumière sont autant de langages et/ou de paysages intérieurs

mentent. Ces partitions naissent des signaux envoyés par la vie du plateau. Les gestes, les effets vidéo, la musique, la lumière sont autant de langages et/ou de paysages intérieurs. Ce n'est pas un hasard si l'acteur qui joue Trigorine est voyant. Il peut filmer Nina à son insu. Coucher avec elle au nez et à la barbe de l'assemblée des acteurs lors d'une séquence hautement signifiante : la famille qui fait la fête est la complice aveugle (et pour cause) de l'innocence abusée.

Les yeux intacts de Trigorine font de lui l'homme fort du

groupe. Sauf que Chela De Ferrari déplace le pouvoir du côté de Treplev. « *Voir c'est diriger* », affirme le jeune homme qui prend en main le dernier acte de la pièce et substitue à la production d'images qui déferlaient jusqu'alors, l'épure visuelle d'un récit choral. Acteurs assis en cercle, paroles qui fusent dans l'espace apaisé. Plus besoin de regarder pour saisir les visions, il suffit d'écouter.

C'est à ce genre de malices dramaturgiques et scéniques (une parmi beaucoup d'autres) qu'on mesure la finesse d'une metteuse en scène qui agit sur nos perceptions en débranchant, de temps à autre, les fils électriques de sa représentation. Au spectateur de tâtonner dans une obscure indétermination. A son tour d'expérimenter le noir et de se heurter à sa noirceur intime. ■

JOËLLE GAYOT

La Gaviota, d'après La Mouette, de Tchekhov. Adaptation et mise en scène : Chela De Ferrari. L'Autre scène du Grand Avignon – Vedène. Jusqu'au 21 juillet.

DISPARITION
Mort de Jacques Boudet, acteur fétiche de Robert Guédiguian

Jacques Boudet, qui a incarné nombre de seconds rôles au cinéma, notamment dans les films de Robert Guédiguian, ainsi qu'au théâtre et à la télévision, est mort à l'âge de 89 ans, lundi 15 juillet. L'acteur a tourné pour de nombreux cinéastes, comme Bertrand Blier, Bertrand Tavernier, Claude Lelouch et Luc Besson. Le comédien de théâtre avait intégré la famille du réalisateur marseillais Robert Guédiguian, dès le deuxième long-métrage de celui-ci, *Rouge Midi*, en 1985, et s'était retrouvé ensuite dans la quasi-totalité de ses films, comme dans *Marius et Jeannette* (1997), jusqu'au dernier *Et la fête continue !*, sorti en 2023. Abonné aux seconds rôles, il jouera par exemple le père de Jean-Paul Rouve dans la comédie *Nos jours heureux* (2006), du duo Toledano-Nakache. Il a également incarné un personnage de mafieux dans la série marseillaise *Plus belle la vie*, en 2011-2012. Une nécrologie complète lui sera consacrée dans une prochaine édition. – (AFP)

Avec SCH et SDM, Aya Nakamura dynamite « Nouvelle école »

Avec son nouveau jury, le tremplin du rap français change de règles

NETFLIX
À LA DEMANDE
ÉMISSION

Depuis la fin du mois de juin, les bus parisiens annonçaient l'événement. L'émission de tremplin du rap français, « Nouvelle école », a repris, le 4 juillet, pour une troisième saison sur Netflix. Ce qui fait événement, c'est surtout la composition du nouveau jury, avec les rappeurs SCH et SDM, mais surtout la chanteuse Aya Nakamura, dont la participation hypothétique à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à Paris, le 26 juillet, crée le buzz depuis quelques mois déjà.

L'artiste française la plus écoutée dans le monde est aussi une passionnée de rap. Elle le montre dans cette saison, qui dépasse largement les deux premières grâce aux qualités artistiques des candidats mais aussi aux rebondissements liés aux nouvelles règles établies par ce jury, notamment un système de seconde chance pour les recalés. C'est d'ailleurs leur mot d'ordre : « Nouveau jury, nouvelles règles. » En réalité, les trois têtes d'affiche font un peu ce qu'elles veulent avec les nerfs des jeunes artistes mais aussi avec ceux du public.

La production de l'émission s'est allégée. Plus de casting en province. Les candidats se présentent dans différentes salles de spectacle du Grand Paris : la Gaité-Lyrique et le Parc des Princes pour Paris intra-muros, puis dans la Seine-Saint-Denis avec un studio de répétition à Bondy ou le site industriel Les Chaudronneries à Montreuil. Paris et sa banlieue, filmés de nuit, n'ont d'ailleurs jamais semblé aussi lumineux. Dans le premier épisode, où dix candidats doivent être éliminés (sur vingt au total), les trois membres du jury se confient sur leur participation à l'émission. Le Marseillais SCH, déjà présent sur les deux premières saisons, donne la parole à ses collègues : « Je voulais être dans le jury depuis le début, avoue Aya Nakamura. Découvrir des talents, c'est ma passion. Je suis



SDM, Aya Nakamura et SCH, le jury de « Nouvelle école », à Paris, le 2 juillet. SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

attendue parce que les gens se disent que je ne suis pas une rappeuse. » Le rappeur des Hauts-de-Seine SDM, qui a signé sur le label de Booba, 92i, vient à sa rescousse : « T'es grave légitime, assure-t-il. "Madame Hit" aujourd'hui, c'est toi. Moi, j'ai une courte expérience avant d'en arriver là, j'aurais pu très bien être à leur place. »

Enjeu de 100 000 euros
Tout au long des dix épisodes, le géant SDM s'avère être le membre du jury le plus bienveillant, celui qui sait apaiser celles et ceux qui veulent en découdre. L'enjeu est important, le gagnant remporte la coquette somme de 100 000 euros, de quoi produire un premier album ou venir en

Les trois têtes d'affiche font ce qu'elles veulent avec les nerfs des jeunes artistes, mais aussi avec ceux du public

aide à leur famille, comme le rappellent plusieurs apprentis rappeurs. Impossible de l'oublier. « Les 100 K » reviennent en boucle dans la bouche du jury, des intervenants (Mac Tyer, Aketo, de Sniper...), parfois jusqu'à la nausée. Dès le premier épisode, certains se détachent déjà, comme James Loup, 25 ans, qui enregistre seul dans sa caravane au milieu d'une forêt. Dans son rap de présentation, il précise : « Les 100 000 balles, je les mérite moins qu'un infirmier. » Puis il se moque de SCH, perdant d'une course automobile organisée par le youtubeur Squeezie : « J'espère ne pas finir 22^e comme le S dans GP Explorer. » Clara Charlotte, 23 ans, venue d'Orléans, bluffe le jury dès sa première prestation, décevra plus tard, puis reviendra comme une lionne face à son copain de lycée, Yorssy, qui a eu le malheur de la clasher sur « sa féminité », dicit la reine Aya.

Dans cette saison, les rappeuses sont d'ailleurs au rendez-vous et tiennent la dragée haute aux MC, comme l'écorchée vive Kenz ou la fragile et androgyne C le zee, qui n'avait jamais rappé en public auparavant. Aya Nakamura, entre

deux moues surjouées, s'en étonne à SCH : « Toi qui as fait les trois saisons ? Les rappeuses ? T'as vu ? Là, y a un univers, non ? »

Les rappeurs ne sont pas en reste, entre le Belge Youssef Swatt's, fin lyriciste « respecté par la rue et les profs de français », et le Malgache de Caen Jyeuhair, aussi solaire qu'efficace, qui dénote par sa simplicité entre ceux qui en rajoutent dans l'excentricité ou la méchanceté. Dès le premier épisode, SDM le met en garde : « T'arrives avec tes petites nattes, t'es tout gentil. Est-ce que tu as conscience que tu es dans une compétition, mon pote ? »

La suite des épisodes montrera qu'il faudra s'en méfier. De battles en cypher (morceau collectif sur un même thème), les candidats de la saison 3 réconcilient surtout les téléspectateurs avec cet art de la rime, du bon mot et du flow, que l'on croyait perdu à force d'être obsédé par l'argent, la rue, l'image. « Merci pour le rap, les gars ! » s'exclame SDM à la fin d'un clash. Remerciements partagés. ■

STÉPHANIE BINET

« Nouvelle école » (saison 3) (Fr., 2024, 10 × 40 min).

Philippe Gougler embarque pour une 14^e saison sur des rails

L'émission part à la découverte de la Slovénie avec une bienveillance communicative

FRANCE 5
JEUDI 18 - 21 HEURES
MAGAZINE

Le voyage débute sur les hauteurs de Maribor, deuxième ville slovène, où l'on skie au son de l'accordéon

Il faut savoir faire preuve d'originalité, lorsque l'on attaque une quatorzième saison, ce qui est le cas des « Trains pas comme les autres », incarnée par Philippe Gougler. Mais une originalité dans la continuité, tant la série, devenue familière à nombre de téléspectateurs, ne peut renier ce qui fait son succès. Il en est ainsi du générique (de 1987) et de sa musique, signée Stéphanie Blanc et Jérôme Levatois.

La continuité, ce sont aussi le sac de voyage en cuir, porté à bout bras, et ce sourire, signe d'une curiosité et d'une empathie que Philippe Gougler ne feint pas, que ce soit en Ethiopie (le 4 juillet) ou en Bavière (inédit, le 11 juillet). En ces temps compliqués, ses « Trains » bienveillants font du bien.

Côté nouveautés, Philippe Gougler parvient à nous étonner dès le premier épisode, tourné à San Francisco, par une séquence qu'il aurait pu sous-titrer « Une voiture pas comme les autres » – puisque autonome.

Entre chouette et bison

Jeudi 18 juillet, le troisième inédit de la série mêle proximité et découverte, consacré à un petit pays européen (environ la moitié de la superficie de la Suisse) encore méconnu, même s'il tente d'attirer les touristes : la Slovénie, montagneuse et filmée enneigée, l'hiver. Le voyage peut ainsi débiter sur les hauteurs de Maribor, deuxième ville slovène, où l'on skie au son de l'accordéon.

Le premier rendez-vous ferroviaire est fixé devant des minirails, dans l'attente d'un minitrain, à l'entrée de la mine de zinc de Mezica. Fermée en 1994, elle reste partiellement ouverte aux visiteurs, grâce à l'engagement d'anciens mineurs. Là encore, le journaliste s'autorise un autre moyen de transport que le train, sous terre, pour parcourir, en kayak et à la lampe frontale, un lac souterrain à l'eau cristalline et potable.

Le retour à la surface offre l'image de carte postale la plus connue de Slovénie, le lac de Bled. Avant la séquence « traditions », consacrée au Kurent, sorte d'animal imaginaire entre la chouette et le bison, affublé d'un long appendice nasal et d'une cloche. Le carnaval annuel slovène est inscrit sur la liste du Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco.

Question de goût, le trajet en autotrain apparaît plus instructif, alors que la France y a mis fin en décembre 2019, contre toute logique environnementale. Même si la ligne slovène, construite en 1906, aurait bien besoin d'un toilettage. « Les trains se déplacent plus vite au temps de l'empire austro-hongrois », s'amuse une jeune passagère, à bord du Maribor-Ljubljana.

Les lenteurs de la capitale réservent un ultime rendez-vous, dans l'immense forêt qui couvre 60 % du territoire, avec des « chasseurs » d'ours. Ils expliquent n'intervenir qu'en dernier recours, en cas de problème grave avec la population (trois incidents sont recensés chaque année). « Ça ne vous arrache pas le cœur ? », leur demande Philippe Gougler.

Pour cause de Jeux olympiques, les « Trains » s'interrompent après le 25 juillet et reprennent le 15 août pour quatre soirées, dont deux inédites très attendues : l'une au Kazakhstan et l'autre, double, consacrée au Vietnam et au Laos. ■

CATHERINE PACARY

« Des trains pas comme les autres : Slovénie », présenté par Philippe Gougler (Fr., 2024, 52 min). En replay sur France.tv

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 167
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 166

HORIZONTALEMENT I. Tagliatelles. II. ONU. Rissolai. III. Utilisas. Ais. IV. Rodés. Râ. Nom. V. Nièces. Inouï. VI. En. Heaumes. VII. Mené. Iran. Pi. VIII. Atouts. Sitôt. IX. Itéra. Usé. Té. X. Nelson. Esses.

VERTICALEMENT 1. Tournemain. 2. Antoinette. 3. Guide. Noël. 4. Lêcheurs. 5. Irisée. Tao. 6. Ais. Sais. 7. Tzar. Ur. 8. Essaimasse. 9. Lô. Nénies. 10. LLanos. 11. Eaiou. Pote. 12. Sismicités.

HORIZONTALEMENT

I. Comme un prêt garanti par vos biens. **II.** Pourrait donc siéger. Dégazage léger. **III.** Epouses des rajás. Ile de la mer Egée. **IV.** Réserve de livres et de trésors. Très proche de chez vous. **V.** Venue de l'Ile-d'Yeu. Disparaît de nos enseignes. **VI.** Eau-de-vie canadienne. Négation. A fait danser Versailles. **VII.** Personnel. Pour tailler dans le gros et le dur. **VIII.** Originaire de Cagliari. Très fatiguée. **IX.** Le théâtre de Firmin Gémier. En ville et dans les prés. L'étain. **X.** Frotterait et polirait à l'émeri.

VERTICALEMENT

1. Son diplôme est supprimé, mais il prépare toujours nos tisanes. **2.** Ses fleurs passent chez le parfumeur. **3.** Parasol dans le Sud. Fin de partie. Le parti de Chirac. **4.** Sa tête est lourdement chargée. Galette en voie de disparition. **5.** Ringards et autres accessoires de l'âtre. **6.** Bonne mine. La Reine morte. Au bout de l'avenue. **7.** A-t-elle reçu sa lettre ? Son bec a fait la lumière. **8.** Démonstratif. Mit bien à plat. **9.** Invalide. **10.** Dans un autre monde. **11.** S'amuse chez Victor. Clameur. Points opposés. **12.** Font traîner en longueur.

SUDOKU

N°24-167

5	8	1	3	4	9	2	7	6
7	6	3	1	2	5	8	4	9
9	2	4	8	6	7	5	3	1
2	3	9	5	7	1	4	6	8
4	1	8	6	9	3	7	2	5
6	7	5	2	8	4	1	9	3
8	9	7	4	5	6	3	1	2
1	5	6	7	3	2	9	8	4
3	4	2	9	1	8	6	5	7

Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Dominique Rousseau

S'il y a ingouvernabilité, ce sera la faute de nos responsables politiques

Le constitutionnaliste affirme que nous avons un problème de culture politique, pas de droit, et revient sur les perspectives de coalition et sur le risque de blocage institutionnel

ENTRETIEN

Dominique Rousseau est professeur émérite de droit public à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Il est aussi membre honoraire de l'Institut universitaire de France. Spécialiste de droit constitutionnel, il a notamment écrit l'ouvrage *Les Contestations. Penser, décider, agir* (Belopolie, 56 pages, 10 euros).

Au vu du résultat des législatives, est-ce qu'un premier ministre issu d'une certaine famille politique s'impose à Emmanuel Macron ?

D'après la Constitution, en l'absence d'une majorité absolue au Parlement, le président n'est pas tenu de nommer un premier ministre issu d'un camp particulier. Et justement, nous sommes dans une situation inédite où l'Assemblée nationale n'est composée que de minorités. Ce à quoi il faudrait rajouter, pour complexifier l'équation, qu'il s'agit de minorités sans chef. Ensemble et le Nouveau Front populaire (NFP) n'ont pas de leader clair; seul le Rassemblement national (RN) en a un, Marine Le Pen.

Le président est tenu de nommer un premier ministre qui pourra gouverner ou, au moins, qui ne risquera pas d'être immédiatement renversé. Il est donc naturel qu'Emmanuel Macron ait demandé dans sa lettre aux Français, le 10 juillet, aux partis politiques de s'entendre, afin de former une coalition majoritaire. Pour l'instant, une telle coalition n'a pas encore émergé.

Si les partis n'arrivent pas à s'entendre, nous serons, semble-t-il, dans une situation d'ingouvernabilité. Que se passera-t-il alors ?

En cas de blocage, deux scénarios sont envisageables pour résoudre la crise. Une solution douce: Emmanuel Macron pourrait proposer la mise en place d'un gouvernement technique, comme il y en a eu en Italie. Mais il faudrait là aussi qu'il ne soit pas renversé par le Parlement. En cas de crise totale, reste une solution dure: la démission du président de la République, qui fait écho à celle d'Alexandre Millerand [1859-1943] en 1924, dans une situation comparable.

Les institutions de la V^e République sont-elles inadaptées à la situation que nous vivons, avec une tripartition du champ politique ?

Non, au contraire. Tout le monde l'a oublié, mais Charles de Gaulle et Michel Debré, qui furent les artisans de notre Constitution, pensaient, lorsqu'ils l'ont conçue en 1958, qu'il n'y aurait jamais de majorité absolue à l'Assemblée nationale. Ils l'ont donc élaborée pour qu'elle puisse fonctionner sans majorité nette, avec des coalitions.

Nous avons un problème de culture politique, pas de droit. Si le pays s'enlise dans le blocage, ce ne sera pas la faute des institutions, mais celle de nos responsables politiques: ils n'auront pas été à la hauteur. Pour l'être, ils devront arrêter d'associer grossièrement le compromis à la



LES ARTISANS DE NOTRE CONSTITUTION L'ONT ÉLABORÉE POUR QU'ELLE FONCTIONNE SANS MAJORITÉ NETTE, AVEC DES COMPROMIS

trahison, ou à la compromission. Car aucune minorité ne pourra mettre en œuvre la totalité de son programme, contrairement aux revendications de certaines personnalités de gauche.

En somme, considérez-vous que notre culture politique va à l'encontre de l'esprit de notre Constitution ?

Oui, tout à fait. Notre Constitution établit un régime politique avant tout parlementaire – les cohabitations le rappelaient et on le redécouvre aujourd'hui. La présidentialisation (ou jupitérisation) de notre système politique n'est qu'une habitude, un construit culturel lié aux circonstances particulières de la guerre d'Algérie qui ont mené de Gaulle au pouvoir en 1958 et que ses successeurs ont renforcé.

Le président est aujourd'hui dans la situation de tout chef d'Etat parlementaire. Mais il va falloir réinventer nos pratiques politiques si l'on veut sortir de l'impasse.

Mais justement, si la culture politique peine à se renouveler, faudra-t-il reviser la Constitution ?

Oui, très probablement. Il s'agira de lever l'équivoque de la dyarchie, celle d'un exécutif perpétuellement tiraillé entre le président de la République et le premier ministre – une dyarchie qui a rythmé l'histoire de la V^e République (Pompidou/Chaban-Delmas, Giscard/Chirac, Mitterrand/Rocard, Sarkozy/Fillon, Hollande/Valls, Macron/Philippe...).

Certains souhaitent une révision qui renforcerait le rôle du président. Personnellement, je préférerais au contraire qu'elle confirme la logique parlementaire de 1958. La réforme pourrait imposer que le premier ministre, et non plus le président, préside le conseil des ministres, qui démenagerait de l'Élysée à Matignon. Par ailleurs, d'autres réformes seraient intéressantes, comme le passage au mode de scrutin proportionnel, susceptible de faciliter l'apprentissage d'une culture parlementaire.

Mais le Sénat et l'Assemblée nationale ne sont pas prêts à changer la Constitution: en tout cas, pas encore. Il faudra d'abord que les conséquences et blocages de la situation actuelle se fassent sentir un temps... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ARIANE FERRAND

LES COÛTEUSES TERGIVERSATIONS DE LA GAUCHE

ÉDITORIAL

Mardi 16 juillet, alors qu'Emmanuel Macron acceptait la démission du gouvernement Attal et le chargeait de gérer les affaires courantes, le Nouveau Front populaire étalait ses divisions, au risque d'obérer toute chance de revenir dans le jeu. Poussée par les socialistes, les écologistes et les communistes, la candidature au poste de premier ministre de Laurence Tubiana, une personnalité de la société civile saluée pour son engagement écologique, butait sur le refus de La France insoumise (LFI) de l'avaliser.

Les discussions ne sont pas rompues, mais dix jours de palabres stériles entre des chefs de parti qui promettaient de s'entendre rapidement sur le nom d'un premier ministre et n'y parviennent pas mettent en

lumière une faiblesse structurelle: unie et efficace dans le combat contre l'extrême droite, la gauche perd toute cohérence lorsqu'elle est aux portes du pouvoir.

Alors qu'elle est arrivée en tête du second tour des élections législatives, dimanche 7 juillet, sans pour autant disposer, à elle seule, d'une majorité pour gouverner, ses dirigeants ont laissé passer leur chance d'imposer un rapport de force au président de la République, affaibli par la dissolution. En jouant de l'effet de surprise, ils pouvaient tout à la fois revendiquer Matignon et imposer une lecture parlementaire de la Constitution en cherchant à nouer des alliances. Encore fallait-il qu'ils agissent vite, unis et déterminés, ce qu'ils ont été incapables de faire.

Le spectacle offert par des négociations menées à huis clos sans aucune transparence, avec des noms jetés en pâture pour être aussitôt disqualifiés, s'apparente à un sabotage. Il renvoie la gauche à ses faiblesses stratégiques et programmatiques. Sous la belle appellation du Nouveau Front populaire, la guerre des gauches continue de faire rage. Elle se cristallise dans un affrontement sans merci entre LFI et le Parti socialiste, au moment où une amorce de rééquilibrage s'opère. Jean-Luc Mélenchon cherche à conserver l'ascendant sur la gauche qu'il exerçait à travers la Nouvelle

Union populaire écologique et sociale depuis les élections législatives de 2022. Partisan de la radicalité, privilégiant le rendez-vous présidentiel, il ne veut gouverner qu'aux conditions fixées par LFI, ce qui revient à s'exclure du jeu.

Les socialistes, qui ont quasiment doublé le nombre de leurs élus, cherchent à s'affranchir de son joug. Eux sont attachés à la culture de gouvernement, ils savent que le contexte budgétaire tendu exige de hiérarchiser les priorités et que le tripartisme oblige à chercher des alliés au-delà de son camp. Mais ils ne veulent pas prendre le risque de se désolidariser du reste de la gauche et redoutent d'être vus comme des « traîtres ». C'est pourquoi l'union n'est pas officiellement rompue mais elle menace de devenir stérile. Plus ils tergiversent, plus les dirigeants du Nouveau Front populaire se condamnent à ne peser qu'en contre dans les mois à venir.

Au regard de la complexité de la situation politique, ce choix revient à privilégier l'évitement plutôt que la prise de risque. Le calcul très politicien peut avoir des avantages si l'instabilité gouvernementale domine au cours des prochains mois. Il risque cependant d'être sévèrement jugé par les électeurs de gauche qui ont voté pour que ça change et constatent qu'en réalité tout est fait pour que rien ne bouge. ■

Dirigeants du Nouveau Front populaire, soyez à la hauteur des espoirs

Un collectif du monde syndical, associatif, artistique et intellectuel, dont la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, et l'actrice Judith Godrèche, demande aux forces de gauche d'en finir avec les divisions partisans. En cas d'échec, la désillusion des électeurs serait immense, selon eux

Face au péril inédit de l'extrême droite, les acteurs et actrices de la société civile se sont mobilisés comme jamais pour des élections politiques. Des dizaines de milliers de personnes, militantes ou non, se sont impliquées dans la campagne, ont tracté ou fait du porte-à-porte pour la première fois de leur vie. Une part importante de la population a consacré du temps et de l'énergie, mis de côté tout le reste, affronté des débats violents dans leur famille ou avec leurs collègues... Des syndicats, associations ou personnalités de la société civile se sont exposés en appelant à voter. Bref, citoyens, citoyennes, organisations syndicales, associatives, collectifs, nous sommes montés au front.

Quel soulagement au soir du 7 juillet quand, contre tous les pronostics, l'extrême droite a été battue et le Nouveau Front populaire est arrivé en tête! Nous avons réussi ce que tous les sondages et les politologues disaient impensable. Enfin, nous allions gagner un débouché à nos luttes sociales, féministes et environnementales! Nous avons maintenant un message très simple à adresser aux dirigeants du Nouveau Front populaire: ne nous décevez pas. Soyez à la hauteur des espoirs et des attentes de la population.

Bien sûr, les difficultés sont immenses. Bien sûr, Emmanuel Macron et le patronat font tout pour empêcher

la mise en place d'un gouvernement conforme au choix des urnes. Mais vous avez été capables de vous réunir en vingt-quatre heures, de vous mettre d'accord sur un programme en quelques jours. Alors, vous pouvez être capables de proposer un gouvernement commun.

Pour des ministères de combat

Si tel n'était pas le cas, vous devriez assumer vos responsabilités. La colère, la désillusion et la démobilisation des électeurs et des électrices seront immenses. Nos luttes s'en trouveront durablement affectées. Et, à la fin, il y aura un seul vainqueur: l'extrême droite, qui, avec ses alliés, pourra encore une fois se proclamer comme seule alternative au macronisme. Nous ne pouvons pas ouvrir les portes du pouvoir au fascisme.

Nous ne souhaitons pas – nous n'avons d'ailleurs aucune légitimité en la matière – dire qui doit être première ou premier ministre. Mais nous affirmons que le choix que vous ferez doit permettre la meilleure application du programme que nous avons soutenu.

Nous voulons des ministères de combat sur les questions sociales, pour enfin affronter le patronat et changer le rapport de force pour les salariés en abrogeant la réforme des retraites, en augmentant les salaires, en instaurant enfin l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, en relocalisant l'industrie, en luttant contre la pauvreté et l'exclusion. Nous voulons des ministres en capacité d'affronter les plus riches et les dirigeants des grandes entreprises pour redistribuer les richesses et financer nos services publics.

Nous voulons des ministres qui ouvrent des perspectives de progrès avec une grande loi-cadre contre les violences sexistes et sexuelles, un engagement sans faille pour l'égalité entre les hommes et les femmes et une lutte résolue contre le racisme, l'antisémitisme, les LGBTphobies et toutes les formes de discriminations, ainsi que contre leurs promoteurs. Nous voulons un gouvernement qui réconcilie enfin progrès social et progrès environnemental.

Le Nouveau Front populaire est arrivé en tête, mais il ne représente qu'une majorité relative. C'est une difficulté de plus, bien sûr. Mais cela peut aussi permettre une nouvelle méthode, en rupture avec l'autoritarisme d'Emmanuel Macron. Il va falloir inventer une démocratie parlementaire qui n'existe pas afin que des lois puissent être adoptées, et s'appuyer sur les syndicats, les associations et la société civile pour trouver des majorités dans le pays. Nous sommes prêts et prêts à organiser des mobilisations de conquête, pour enfin gagner du plus au lieu de chercher à empêcher le pire.

Le temps presse. Chaque jour perdu est un jour gagné pour l'extrême droite. Le spectacle des divisions partisans donné ces derniers jours provoque la colère des citoyennes et des citoyens qui ont pris leurs responsabilités pour barrer la route à l'extrême droite. Il n'y a plus de place pour les ego ou les intérêts partisans.

Nous, acteurs et actrices de la société civile, sommes convaincus de vivre un tournant pour notre démocratie, et nous pouvons ensemble construire une société réconciliée. Une société qui concrétise sa devise: « Liberté, égalité, fraternité ». ■

Parmi les signataires: Swann Arlaud, acteur; Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT; Julia Cagé, économiste; Cyril Dion, auteur et réalisateur; Sarah Durocher, présidente du Planning familial; Eric Fassin, chercheur; Sara Forever, artiste; Judith Godrèche, actrice; Jean-François Juliard, directeur général de Greenpeace; Dominique Méda, économiste; Anna Mouglalis, actrice; Dominique Sopo, président de SOS-Racisme; Nathalie Tehio, présidente de la Ligue des droits de l'homme; Benoît Teste, secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire; Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac.
Liste complète sur Lemonde.fr